



MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ
DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

08 BP 755 Cotonou
BÉNIN
Tél.: +229 21 30 02 54
mpd.dgpsip@gouv.bj
www.plan.gouv.bj

DIRECTION GENERALE DE LA PROGRAMMATION ET DU SUIVI DES
INVESTISSEMENTS PUBLICS

****@***@****

DIRECTION DU SUIVI DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

****@***@****

**RAPPORT ANNUEL D'EXECUTION
DU PROGRAMME
D'INVESTISSEMENT PUBLIC,
GESTION 2018**

MAI 2019

Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS	III
LISTE DES TABLEAUX	V
RESUME EXECUTIF	VI
INTRODUCTION.....	1
I. METHODOLOGIE	2
I.1- COLLECTE DE DONNEES	2
I.2- Gestion des informations collectées.....	2
I.3- REDACTION DU PROJET DE RAPPORT.....	2
I.4- VALIDATION DU PROJET DU RAPPORT	2
II. PRESENTATION DU PORTEFEUILLE ACTIF DE L'ETAT, GESTION 2018.....	3
II.1- PREVISIONS.....	3
II.2- COMPARAISON DES PREVISIONS DU PIP, GESTIONS 2017 ET 2018	5
II.3- EVOLUTION DES PREVISIONS DES INVESTISSEMENTS PUBLICS DE 2012 A 2018 (EN MILLIARDS FCFA)	7
III. EXECUTION FINANCIERE	10
III.1- COMPARAISON DES REALISATIONS FINANCIERES AU 31 DECEMBRE 2017 ET 2018	17
III.2- COMPARAISON DE L'EXECUTION FINANCIERE BASE ORDONNANCEMENT DU PIP DE 2017 A 2018 PAR SECTEURS.....	18
III.3- DEPENSES D'INVESTISSEMENTS REALISEES HORS CADRAGE AU 31 DECEMBRE 2018	21
IV. REALISATIONS PHYSIQUES.....	23
IV-1 BILAN GLOBAL.....	23
IV.2- BILAN PAR MINISTERE.....	24
IV-3 BILAN PAR PROJET/PROGRAMME.....	29
V. DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS.....	31
V.1- DIFFICULTES.....	31
V.1.1- DIFFICULTES D'ORDRE GENERAL	31
V.1.2- DIFFICULTES SPECIFIQUES	32
V.2- PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	38
CONCLUSION.....	41
ANNEXES.....	42
ANNEXE 1 : TABLEAU RECAPITULATIF DES TAUX DE L'EXECUTION FINANCIERE ET PHYSIQUE DU PIP DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ET DES MINISTERES AU 31/12/18	43
ANNEXE 2 : PROJETS HORS PIP ORDONNANCES PAR SOURCE DE FINANCEMENT AU 31 DECEMBRE 2018	45
ANNEXE 3 : POINT DES REALISATIONS PHYSIQUES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ET DES MINISTERES	49

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ABP	Agence Bénin Presse
AEV	Adduction d'Eau Villageoise
AFIC	Agence Forestière Intercommunale
AGETUR	Agence d'Exécution des Travaux Urbains
APD	Aide Publique au Développement
ARCEP	Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BN CPT	Budget National Contrepartie
BN EXC	Budget National Exclusif
BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CCMP	Cellule de Contrôle des Marchés Publics
CDIP	Centres de Documentation et d'Information Pédagogique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CENATEL	Centre National de Télédétection et de suivi écologique
CIEPP	Cadre Institutionnel d'Evaluation des Politiques Publiques
CNBU	Commission Nationale Béninoise pour l'UNESCO
CS	Cour Suprême
CSPEF	Cellule de Suivi des Programmes Economiques et Financiers
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DASPPP	Direction de l'Analyse et de Synthèse des Performances des Projets et Programmes
DDPD	Direction Départementale du Plan et du Développement
DEPOLIPO	Déclaration de Politique de Population
DGB	Direction Générale du Budget
DGFD	Direction Générale du Financement et du Développement
DGPSIP	Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics
DNCMP	Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics
DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
DSIP	Direction du Suivi des Investissements Publics
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EMICoV	Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages
ENG.	Engagement
ETARB	Equipe Technique d'Appui à la Réforme Budgétaire
FAT	Fonds d'Assistance Technique
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FEM	Fonds Mondial pour l'Environnement
FNGE	Forum National sur la Gestion de l'Environnement
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GiZ	Coopération Allemande au Développement
HAAC	Haute Autorité de l'Audio visuelle et de la Communication
IDA	Association Internationale de Développement
KFW	Banque Allemande de Développement
LDF	Loi Des Finances
MAEC	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MCPP	Micro Crédits aux Plus Pauvres
MCVDD	Ministère du Cadre de Vie et de Développement Durable
MDGL	Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale
MDN	Ministère de la Défense Nationale

ME	Ministère de l'Energie
MEM	Ministère de l'Eau et des Mines
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEMP	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire
MENC	Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MESTFP	Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle
MICA	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
MISP	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique
MIT	Ministère des Infrastructures et des Transports
MJL	Ministère de la Justice et de la Législation
MPD	Ministère du Plan et du Développement
MS	Ministère de la Santé
MSp	Ministère des Sports
MTCS	Ministère du Tourisme, de la Culture et des Sports
MTFP	Ministère du Travail et de la Fonction Publique
OCS	Observatoire du Changement Social
OGP-PAM	Office de Gestion des Projets du Programme Alimentaire Mondial
OPEP	Organisation des Pays Producteurs et Exportateurs de Pétrole
Ord.	Ordonnancement
PAE	Portefeuille Actif de l'Etat
PAG	Programme d'Actions du Gouvernement
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAS	Programme d'Action Stratégique
PCC	Plan de Consommation de Crédits
PIP	Programme d'Investissements Publics
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPBS	Programmation, Planification, Budgétisation et Suivi-Evaluation
PPEA	Programme Pluriannuel Eau et Assainissement
PR	Présidence de la République
ProCCI	Projet de Compétitivité et de Croissance Intégrée
PSRRT	Programme Spécial de Reboisement et de Restauration des Terres
PTA	Plan de Travail Annuel
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SBEE	Société Béninoise d'Energie Electrique
SCRP	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SIEF	Système d'Information Ecologique et Forestier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SILP	Suivi d'Impact Local Participatif
TEED	Taxe Exceptionnelle d'Equipement Douanier
TEF	Taux d'Exécution Financière
TEP	Taux d'Exécution Physique
TTE	Taxe Temporaire d'Equipement
UGC	Unité de Gestion et de Coordination de l'UNDAF
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework (Plan Cadre des Nations-Unis pour l'Aide au Développement)
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Comparaison des PIP gestion 2017 et 2018 par source de financement (en milliers de FCFA).....	6
Tableau 2 : Comparaison des PIP gestion 2017 et 2018 par secteur de développement (en milliers de FCFA).....	6
Tableau 3 : Exécution financière à fin décembre 2018 par source de financement (en milliers FCFA).....	10
Tableau 4 : Exécution financière par secteur au 31 décembre 2018 (en milliers FCFA).....	12
Tableau 5 : Exécution financière par axe du PAG au 31 décembre 2018 (en milliers FCFA).....	14
Tableau 6 : Comparatif de l'exécution financière à fin décembre 2017 et 2018 par source de financement (en milliers FCFA).....	17
Tableau 7 : Comparaison de l'exécution financière, à fin décembre base ordonnancement par secteurs du PIP de 2017 à 2018 (en milliers FCFA).....	19
Tableau 8 : Ressources hors cadrage ordonnancés par source de financement au 31 décembre 2018 (en milliers F CFA).....	21
Tableau 9 : Statistiques globales des ressources hors cadrage ordonnancés au 31 décembre 2018 (en milliers F CFA).....	22

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition du PIP par sources de financement.....	3
Graphique 2 : Prévision du PIP gestion 2018 par AXE du PAG.....	5
Graphique 3 : Evolution des prévisions des investissements publics de 2012 à 2018 (en milliards FCFA).....	7
Graphique 4 : Evolution de la structure de financement du PIP de 2012 à 2018 par source de.....	8
financement.....	8
Graphique 5 : Evolution du PIP par grands secteurs de 2012 à 2018.....	9
Graphique 6 : Taux d'exécution financière base ordonnancement du PIP par source de financement au 31 décembre 2018.....	11
Graphique 7 : Taux d'exécution financière base ordonnancement du PIP par grands secteurs au 31 décembre 2018.....	12
Graphique 8 : Taux d'exécution financière base ordonnancement du PIP par axe du PAG.....	14
Graphique 9 : Histogramme des taux d'exécution financière base ordonnancement des structures.....	16
Graphique 10 : Histogramme des taux d'exécution financière base ordonnancement disponibles des projets.....	16
Graphique 11 : Comparaison de l'exécution financière du PIP à fin décembre 2017 et 2018.....	18
Graphique 12 : Comparaison des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2017 et 2018 au 31 décembre par source de financement en pourcentage (%).....	18
Graphique 13 : Comparaison des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2017 et 2018 au 31 décembre par grands secteurs en pourcentage (%).....	20
Graphique 14 : Comparaison des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2017 et 2018 au 31 décembre par sous-secteurs sociaux en pourcentage (%).....	20
Graphique 15 : Comparaison des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2017 et 2018 au 31 décembre par sous-secteurs productifs en pourcentage (%).....	20
Graphique 16 : Histogramme des taux d'exécution physique disponibles des structures.....	23
Graphique 17 : Histogramme des taux d'exécution physique disponibles des projets.....	30

RESUME EXECUTIF

Les rapports périodiques sur l'état d'avancement du Programme d'Investissements Publics (PIP) sont des comptes rendu officiels d'appréciation des niveaux de réalisation des projets et programmes de développement au Bénin. Ils aident à la prise de décisions appropriées, à la prévision et à l'engagement des citoyens pour l'amélioration de l'élaboration et de la mise en œuvre du PIP.

L'élaboration de ces rapports suit une approche méthodologique comportant quatre (04) étapes essentielles que sont : (i) la collecte des données, (ii) la gestion des données, (iii) la rédaction et (iv) la validation.

PREVISIONS

Le PIP gestion 2018 comprend **225** projets/programmes dont **32 nouveaux** pour un montant prévisionnel total de **quatre cent soixante-neuf milliards vingt-sept millions (469 027 000 000)** FCFA.

La contribution des Ressources Intérieures au financement des projets/ programmes est de **deux cent quarante-trois milliards trois cent vingt-neuf millions (243 329 000 000)** FCFA, soit **51,88%** du montant total du PIP et celle des Ressources Extérieures est de **deux cent vingt-cinq milliards six cent quatre-vingt-dix-huit millions (225 698 000 000)** FCFA, soit **48,12%** du PIP.

Ces chiffres, comparés à ceux de 2017, indiquent une diminution : (i) de **66** projets/programmes ; (ii) du montant global du PIP de trois cent trente-neuf milliards deux cent quatre-vingt-dix millions (**339 290 000 000**) FCFA ; (iii) des ressources intérieures de trois cent trente un milliards neuf cent quatre-vingt-huit millions (**331 988 000 000**) FCFA et (iv) des ressources extérieures de sept milliards trois cent deux millions (**7 302 000 000**) FCFA.

Sur la période 2012-2018, la structure du financement montre que les Ressources Intérieures et les Ressources Extérieures ont connu diverses trajectoires avec des rythmes de variations opposées :

- pour les Ressources Intérieures, augmentation de **5,89** points de 2012 à 2013, diminution de **10** points de 2013 à 2015, augmentation de **8,02** points de 2015 à 2016, augmentation de **21,15** points de 2016 à 2017 et diminution de **19,29** points de 2017 à 2018 ;
- pour les Ressources Extérieures, diminution de **5,89** points de 2012 à 2013, augmentation de **10** points de 2013 à 2015, diminution de **8,02** points de 2015 à 2016, diminution importante de **21,15** points de 2016 à 2017 et augmentation de **19,29** points de 2017 à 2018.

EXECUTION FINANCIERE

Au terme du quatrième trimestre 2018, le budget d'investissement a été engagé à hauteur de **80,61%**, soit **378 063 242 240** FCFA et ordonnancé à **71,68%**, soit **336 201 138 220** FCFA. Par source de financement, il est à noter que les Ressources Intérieures ont été ordonnancées à **73,44%**, soit **178 712 450 110** FCFA et les Ressources Extérieures ordonnancés à **69,78%**, soit **157 488 688 110** FCFA.

Par grand secteur du PIP, l'exécution financière base ordonnancement positionne le secteur "Administration" en première place avec un taux de **99,61%**. Il est suivi du des "Secteurs Sociaux" (**80,62%**) puis des "Secteurs Productifs" (**60,67%**).

Par rapport aux 07 Axes Stratégiques du PAG, il convient de signaler que **l'axe 6** a enregistré la meilleure performance avec un TEF base ordonnancement de **117,59%** et est suivi de **l'axe 7** avec un TEF de **104,35%**. Outre ces deux axes qui ont eu un TEF supérieur à 100%, les autres ont obtenu des TEF base ordonnancement strictement inférieurs à 100%. Il s'agit des axes 2, 1, 4, 5 et 3 avec respectivement pour TEF 99,87%, 63,87%, 61,70%, 28,34% et 22,59%.

S'agissant des ministères et la Présidence de la République, au 31 décembre 2018, on note que trois (03) ministères et la Présidence de la République ont enregistré des taux d'exécution financière base ordonnancement strictement supérieurs à 100%. Le **MDN** a enregistré le taux le plus élevé, soit **244,19%**. Il est suivi de la **Présidence de la République** qui a enregistré un taux de **154,31%**, du **MASM**, **129,02%** et du **MCVDD**, **126,17%**. Les 19 autres ministères ont affiché des TEF strictement inférieurs à 100%. Le Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) a enregistré le taux le plus bas, soit 3,14%.

Pour les **225** projets/programmes des **22** ministères et de la Présidence de la République, **103** projets possèdent des taux d'exécution financière base ordonnancement compris entre **0%** et **25%** ; **22** projets présentent des taux compris entre **25%** et **50%** ; **27** affichent des taux compris entre **50%** et **75%** ; **44** projets (dont **19** possèdent des taux égaux à 100%) présentent des taux supérieures ou égaux de **75%** à **100%** ; **28** projets ont des taux strictement supérieurs à **100%** et **1** projet n'a pas rendu disponible son taux d'exécution financière.

En glissement annuel, l'exécution financière du PIP 2018, indique une hausse de **36,44** points base engagement et de **38,97** points base ordonnancement par rapport au 31 décembre 2017. Cette tendance haussière est aussi observée tant au niveau des ressources intérieures (**42,12** points) qu'au niveau de celles extérieures (**33,64** points). Cette situation pourrait s'expliquer par les mesures d'anticipation prises au cours du quatrième trimestre de l'année et l'augmentation de la consommation des crédits. Elle pourrait aussi s'expliquer par les multiples efforts fournis dans la mise en œuvre des différents projets et programmes au cours de la période sous revue.

Par ailleurs, au 31 décembre 2018, les dépenses d'investissement hors cadrage ont été réalisées à hauteur de **30,282 milliards** FCFA. La répartition globale du montant total de ces dépenses supplémentaires d'investissement par source de financement indique : Budget National (**26,916 milliards** FCFA) ; pour le, Dons (**1,751 milliards** FCFA) et Prêts (**1,615 milliards** FCFA).

De même, plusieurs interventions non programmées ont fait l'objet de dépenses d'investissement. Au titre de ces ressources, **342,451 milliards** FCFA ont été ordonnancés pour les **projets hors PIP**. La répartition, par source de financement, des dépenses supplémentaires d'investissement est de **38,509 milliards** FCFA pour le Budget National, **19,656 milliards** FCFA pour les Dons et **284,286 milliards** FCFA pour les Prêts. Ces dépenses ont été enregistrées sur **cinquante (50) projets hors PIP**. Ces cinquante (50) projets sont répartis au niveau des **douze (12) ministères**.

EXECUTION PHYSIQUE

A fin décembre 2018, le Ministère du Travail et de la Fonction Publique a affiché un taux d'exécution physique (MTFP) de **98,2%**. Il est suivi du Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL) avec un taux de **88,39%**, du Ministère du Plan et du Développement (MPD) avec un taux de **81,06%** et du Ministère de l'Energie (ME) avec un taux de **79,22%**. Les 18 autres ministères et

la Présidence de la République ont enregistré des TEP strictement inférieurs à 75%. Parmi ces 18 ministères, **01** ministère (MESRS) n'a pas rendu disponible son taux d'exécution physique.

Sur les **225** projets/programmes des **22** ministères et de la Présidence de la République, **39** projets possèdent des taux d'exécution physique strictement inférieurs à **25%** ; **52** projets présentent des taux compris entre **25%** et **50%** ; **59** affichent des taux compris entre **50%** et **75%** ; **70** présentent des taux compris entre **75%** et **100%** et **5** projets/programmes n'ont pas rendu disponibles leurs taux d'exécution physique.

Par ailleurs, il est noté que **seize (16) projets** ont obtenu des taux d'exécution physique de 100% au 31 décembre 2018. Il s'agit : du Programme de Renforcement des Capacités du Ministère du Travail et de la Fonction Publique (RC-MTFP) du MTFP, du Projet de Renforcement de la Défense Opérationnelle du Territoire (PRDOT) du MDN, du Projet de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers du MISP, du Programme de Développement de l'Infrastructure Géographique de Base et du Cadastre du MCVDD, du FADEC-Investissement du MS, du FADEC-Investissement du MEMP, de la Réhabilitation de 15 moteurs dans les Centrales de la SBEE, du Programme du Bénin pour le Millénium Challenge 2, de l'Approvisionnement en Carburant et Lubrifiant des Groupes Electrogènes des Centrales Techniques de MRI, AGGREKO et APR du ME, de l'Aménagement et Bitumage de la Traversée Urbaine de Parakou et Contournement (16,8Km), des Travaux de Réhabilitation de la Route Akassato-Bohicon, de la Reconstruction de la Route Parakou-Djougou du MIT, du Projet d'Appui à l'opérationnalisation des Stratégies de Développement (PASD), du MPD, du Projet pour la Sécurité Alimentaire et le Renforcement de la Résilience (PROSAR) du MAEP, du Projet d'Alimentation de l'Accès des Couches Défavorisées de la Population Urbaines et Périurbaine à l'Eau par Branchement à Coûts Réduits et du Programme Spécial de Réhabilitation d'Ouvrage Hydrauliques en Milieu Rural et Semi Urbaine : Niveau Central du MEM.

Cette situation pose de sérieuses préoccupations auxquelles il faille trouver des solutions.

A cet effet, qu'est ce qui bloque certaines structures à ne pas fournir les informations nécessaires ? Quelles sont les contraintes majeures à lever pour avoir à temps les informations fiables auprès des structures concernées ?

PRINCIPALES DIFFICULTES

Les difficultés rencontrées sont de deux ordres : celles liées à l'exécution du PIP et celles relatives à l'élaboration du rapport d'avancement.

Difficultés liées à l'exécution du PIP :

- le retard dans la mise en œuvre effective des PTA ;
- la mise en place tardive des Unités de Gestion des Projets ;
- le non chargement des lignes de crédits ;

Difficultés liées à l'élaboration du présent rapport :

- la transmission tardive à la DGPSIP des rapports d'avancement des projets programmes des ministères ;
- l'incomplétude des informations transmises : certains rapports exploités n'indiquent pas le taux d'exécution physique des projets et programmes suivant le canevas transmis ;
- le retard dans la mise à disposition des informations sur les Ressources Extérieures.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Elles concernent quatre niveaux.

A l'endroit de toutes les structures (ministères et institution de l'Etat):

- assurer le suivi régulier et rigoureux du PTA ;
- veiller à la mise en place dans la 1^{ère} quinzaine du mois de janvier et au bon fonctionnement des Unités de Gestion des Projets/Programmes ;
- produire et transmettre, à temps, les rapports périodiques d'avancement du PIP au MPD.

A l'endroit du Ministère du Plan et du Développement :

- renforcer la capacité des ministères sur la méthodologie harmonisée du calcul du TEP ;
- veiller à la mise en place d'une plateforme intégrée de suivi des projets ;
- renforcer les capacités des acteurs en planification, programmation, suivi et évaluation des projets.

A l'endroit du Ministère de l'Economie et des Finances :

- veiller à l'ouverture à bonne date de la plateforme SIGFiP tout en maintenant les lignes de crédits chargées à hauteur des attentes ;
- veiller au décaissement de tous les montants ordonnancés en année n pour éviter leurs imputations en année n+1.

INTRODUCTION

Le Bénin, à l'instar de toutes les autres nations du monde, aspire à une croissance économique durable et au bien-être de sa population. Depuis décembre 2016, à travers son Programme d'Actions (PAG 2016-2021), le Gouvernement du Bénin a réaffirmé l'option d'un développement équilibré et durable de son espace national. Ce choix exige la répartition des activités sur le territoire, la répartition entre investissements productifs et non productifs, la répartition entre investissements de capacité et investissements de substitution. Pour y arriver, il s'appuie sur un mécanisme rénové d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des projets et programmes de développement.

Dans le cadre de l'exécution du PIP, le Ministère du Plan et du Développement (MPD) est responsabilisé pour élaborer des rapports trimestriels sur l'état d'avancement du PIP. Ces rapports sont des supports de suivi des niveaux d'évolution des projets et programmes de développement en cours d'exécution. Ces référentiels facilitent la prise de décisions appropriées pour parer les insuffisances et surmonter les difficultés notées dans la mise en œuvre des projets inscrits au Programme d'Investissements Publics (PIP).

De façon spécifique, la mission d'élaboration desdits rapports est assignée à la Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics (DGPSIP) qui est une structure à compétence nationale du MPD. Elle est chargée, outre la programmation des investissements publics, de coordonner la mise en œuvre de tous les projets et programmes des ministères et institutions de l'Etat, de suivre l'exécution de ces derniers et d'assurer l'évaluation de leur efficacité, de leur efficacité et de leur performance.

Le présent rapport s'articule autour des points ci-après :

- méthodologie de rédaction ;
- présentation du portefeuille actif de l'Etat, gestion 2018 ;
- point de l'exécution financière et physique ;
- analyse ;
- difficultés ;
- recommandations.

I. METHODOLOGIE

La démarche retenue pour l'élaboration des rapports d'avancement comporte quatre phases :

- la collecte de données;
- la gestion des données collectées ;
- la rédaction du projet de rapport ;
- la validation du rapport du projet de rapport.

I.1- Collecte de données

Le MPD a demandé aux ministères et institutions, les informations nécessaires à l'élaboration du rapport. A cet effet, une fiche de collecte harmonisée a été conçue et mise à leur disposition. Les ministères, à travers les Coordonnateurs de projets ont renseigné et transmis les informations demandées au titre de l'année 2018. De plus, les Directions de la Programmation et de la Prospective (DPP) des ministères ont transmis les rapports d'avancement du PIP de leurs ministères respectifs pour la même période.

Par ailleurs, les données financières ont été également collectées auprès de la Direction Générale du Budget (DGB) via le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP) et de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

Il est fait obligation à chaque ministère ou institution concerné, de transmettre au MPD un rapport dont le contenu est structuré comme suit : i) présentation de la méthodologie de rédaction du rapport; ii) présentation du PIP de la structure ; iii) contexte d'exécution du PIP ; iv) présentation et analyse du point d'exécution financière du PIP du Ministère/Institution ; v) présentation et analyse du point d'exécution physique du PIP du Ministère/Institution ; vi) analyse du point d'exécution et vii) difficultés et recommandations.

I. 2- Gestion des informations collectées

Cette partie renferme le dépouillement, le traitement et l'analyse des données. Le dépouillement des informations a consisté à recenser les documents transmis par ministère et à faire le point de leur contenu. En ce qui concerne le traitement, il a été procédé, dans un premier temps, à la saisie des données aussi bien sur les réalisations physiques que financières et dans un second temps, à la conception des tableaux d'analyse prévus à cet effet. Les données saisies ont fait l'objet de vérifications.

I.3- Rédaction du projet de rapport

Elle est faite sur la base des rapports analytiques des ministères, des données financières provenant de la CAA et du SIGFiP, des tableaux d'analyse conçus à l'interne, des informations documentaires et autres. L'équipe de rédaction de la Direction du Suivi des Investissements Publics (DSIP) utilise ces inputs pour élaborer le rapport provisoire. A la suite des amendements successifs des cadres de la DSIP, des autorités de la DGPSIP et des DPP, ce rapport provisoire est soumis à validation.

I.4- Validation du projet du rapport

Cette étape consiste à présenter le rapport, au cours d'un atelier organisé par le MPD, à tous les acteurs concernés tels que les DPP des ministères, la DGB, la CAA et autres. Au cours de cet atelier, les commentaires et amendements des participants sont recueillis et pris en compte.

II. PRESENTATION DU PORTEFEUILLE ACTIF DE L'ETAT, GESTION 2018

II.1- Prévisions

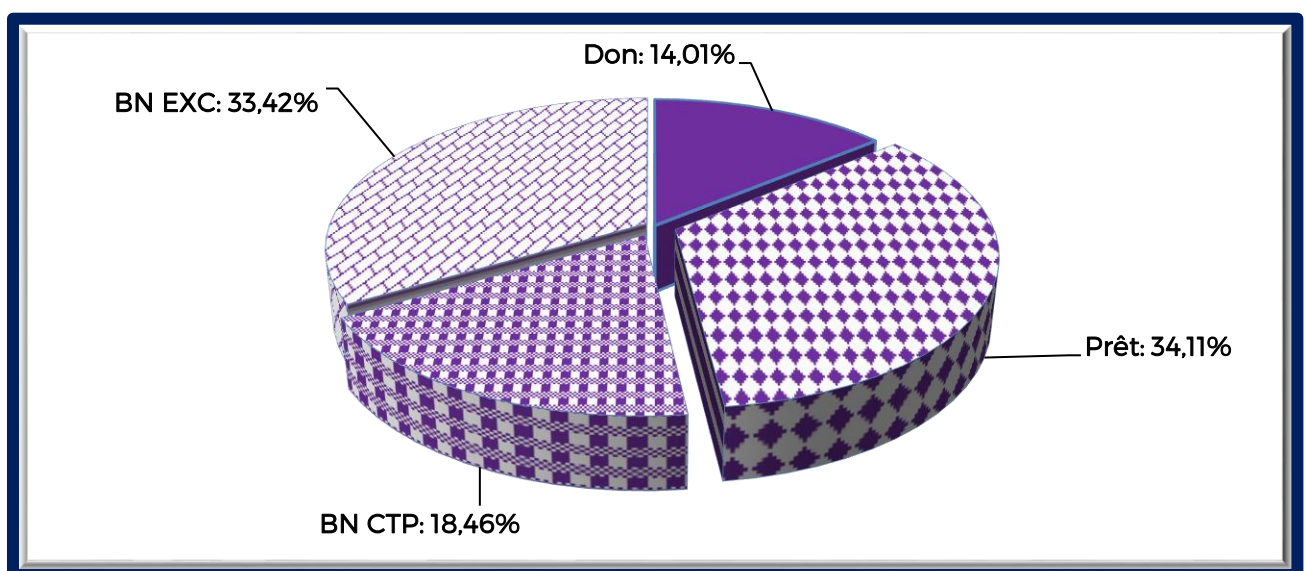
Le PIP gestion 2018 comprend **225** projets/programmes dont **32 nouveaux** pour un montant prévisionnel total de quatre cent soixante-neuf milliards vingt-sept millions (469 027 000 000) FCFA.

Cette rubrique portera sur les sources de financement du PIP et sa répartition selon les grands secteurs, les axes du PAG, les ministères et la Présidence de la République.

Deux sources permettent de financer le PIP. Il s'agit des Ressources Intérieures (Budget National) et des Ressources Extérieures. Les ressources intérieures sont constituées du Budget National Exclusif (BN EXC) et du Budget National Contre Partie (BN CTP) aux financements extérieurs. Au titre de l'exercice 2018, la contribution des ressources intérieures au financement des projets/ programmes est de deux cent quarante-trois milliards trois cent vingt-neuf millions (243 329 000 000) FCFA, soit 51,88% du montant total du PIP. Le BN EXC s'élève à 156,76 milliards FCFA et représente 33,42% du montant du PIP et le BN CTP est de 86,57 milliards, soit 18,46% du montant du PIP. S'agissant des Ressources Extérieures, elles sont constituées de Dons et de Prêts. Ces ressources proviennent des Partenaires au Développement du Bénin. Au titre de l'exercice 2018, l'apport de ces dernières au PIP s'élève à deux cent vingt-cinq milliards six cent quatre-vingt-dix-huit millions (225 698 000 000) FCFA, soit 48,12%. Les prêts représentent 34,11% du montant global du PIP et s'élèvent à 160 milliards FCFA tandis que les dons sont évalués à 65,7 milliards FCFA et couvrent 14,01% du montant global du PIP.

Le graphique n°1 ci-dessous présente la répartition du PIP gestion 2018 par source de financement.

Graphique 1 : Répartition du PIP par sources de financement



Source : DGPSIP/MPD, 2018

Pour une meilleure gestion du portefeuille, le PIP est réparti en trois grands secteurs :

- (i) les Secteurs Productifs qui regroupent le Rural, l'Industrie et le Commerce, l'Eau et l'Electricité, les Infrastructures, l'Artisanat et le Tourisme et le service ;
- (ii) les Secteurs Sociaux constitués de la Santé, l'Education, l'Habitat, l'Environnement et les Autres secteurs sociaux ;
- (iii) l'Administration.

D'un montant prévisionnel de 261,68 milliards FCFA, le Secteur Productif représente 55,79% du PIP gestion 2018. Trois (03) sous-secteurs émergent sur les 06 de ce secteur. Il s'agit des "Infrastructures" (20,45%), de "Eau et Electricité", (15,87%) et "Rural" (12,43%). Pour le Secteur Social, il est alloué une dotation de 151,49 milliards FCFA soit 32,30%. Il est tiré par quatre (04) sous-secteurs sur les 05 à savoir : "Environnement" (10,61%), "Education" (9,55%), "Habitat" (6,45%) et "Santé" (4,48%). Le montant alloué au secteur Administration s'élève à 55,86 milliards FCFA pour un poids de 11,91% du PIP gestion 2018.

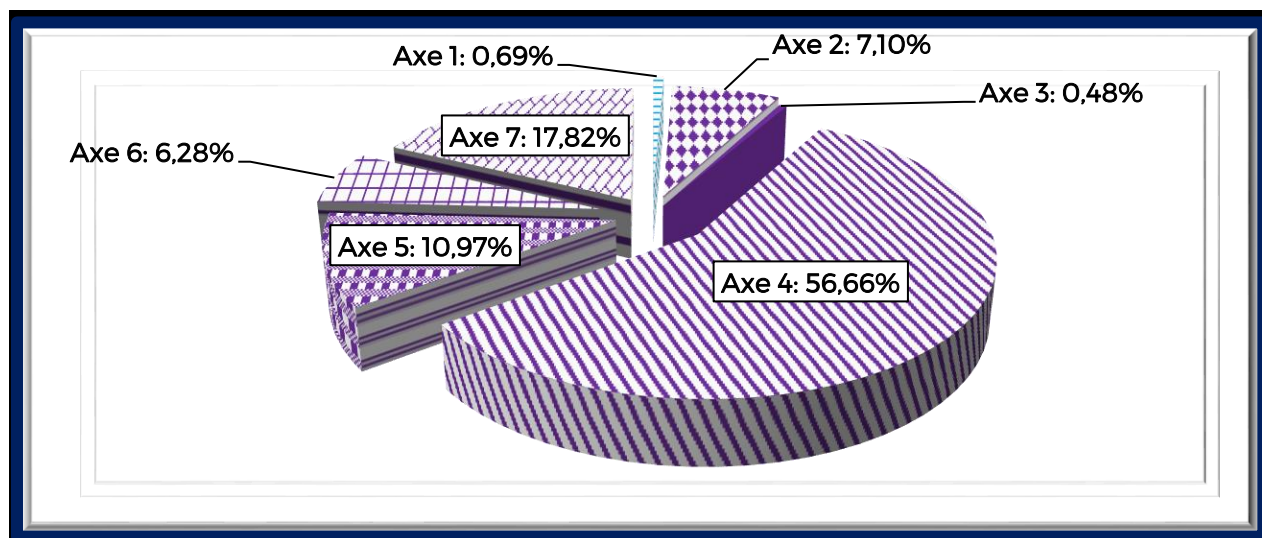
Se référant au Programme d'Actions du Gouvernement (2016-2021), le PIP se décompose suivant 03 piliers et 07 axes.

Au titre des piliers, le pilier 1 "consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit et de la Bonne Gouvernance" consacré aux réformes administratives concentre 7,79% du PIP. Le pilier 3 "amélioration des conditions de vie des populations" suit avec 24,09% du PIP gestion 2018. Enfin, le pilier 2 "engagement de transformation structurelle de l'économie" a la part la plus élevée avec 68,12%. Ceci s'explique par l'importance qu'accorde le Gouvernement au développement économique du pays en apportant entre autres des investissements massifs aux secteurs productifs.

A ces piliers correspondent des axes. Ainsi, 02 axes sont rattachés au 1^{er} pilier. Il s'agit de l'axe 1 "renforcement de la Démocratie et de l'Etat de droit" qui concentre 0,69% du PIP et de l'axe 2 "amélioration de la gouvernance" avec un poids de 7,10%. Quant au 2^{ème} pilier, il comporte 03 axes : l'axe 3 "assainissement du cadre macroéconomique et maintien de sa stabilité" avec un poids de 0,48% du PIP, l'axe 4 "amélioration de la croissance économique" représentant 56,66% du PIP et l'axe 5 "amélioration des performances de l'éducation" qui concentre 10,97% du PIP. Pour ce qui concerne le 3^{ème} pilier, il est constitué de 02 axes qui sont : l'axe 6 "renforcement des services sociaux de base et protection sociale" (6,28% du PIP) et l'axe 7 "développement équilibré et durable de l'espace national" (17,82% du PIP).

Le graphique n°2 ci-dessous résume les parts du PIP suivant les axes du PAG.

Graphique 2 : Prévion du PIP gestion 2018 par AXE du PAG.



Source : DGPSIP/MPD, 2018

Le PIP prend en compte vingt-deux (22) ministères et la Présidence de la République. Quatre ministères concentrent 56,41% du montant global prévisionnel du PIP gestion 2018. Il s'agit du Ministère des Infrastructures et des Transport (19,35%), du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (14,93%), du Ministère de l'Energie (11,18%) et du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (10,77%). Chacune des parts du PIP reçues par les autres ministères et la Présidence de la République, est inférieure à 8%.

II.2- Comparaison des prévisions du PIP, gestions 2017 et 2018

Par rapport à 2017 (291 projets/programmes), le nombre de projets inscrits au PIP gestion 2018 est en diminution de 66 projets/programmes et le montant total prévisionnel est en baisse de 41,97%, soit. 469,03 milliards FCFA en 2018 contre 808,32 milliards FCFA en 2017. Cette situation serait imputable d'une part, à la suppression ou la fusion de certains projets/programmes du portefeuille actif de l'Etat et, d'autre part, au transfert du volume d'investissement sur ressources intérieures vers le mode Partenariat Public Privé pour la réalisation des projets phares. Cette tendance baissière s'observe aussi au niveau des Ressources Intérieures (57,71%), et des Ressources Extérieures (3,13%). Il en est de même pour les prêts (7,51%). Par contre, les prévisions au niveau des dons ont augmenté de 9,50% par rapport à 2017.

Les détails de ces comparaisons sont consignés dans le tableau n°1 ci-dessous.

Tableau 1 : Comparaison des PIP gestion 2017 et 2018 par source de financement (en milliers de FCFA)

Sources de Financement	Prévisions 2017	Prévisions 2018	Poids prévision 2018 par rapport au Total Général (%)	Taux d'accroissement Prévisions de 2017 à 2018 (%)
Sources Intérieures (BN)	575 317 000,00	243 329 000,00	51,88	-57,71
BN Exc	445 776 745,00	156 756 000,00	33,42	-64,84
BN Cpt	129 540 255,00	86 573 000,00	18,46	-33,17
Sources Extérieures	233 000 000,00	225 698 000,00	48,12	-3,13
Prêts	173 000 000,00	160 000 000,00	34,11	-7,51
Dons	60 000 000,00	65 698 000,00	14,01	9,50
Total Général	808317 000,00	469 027 000,00	100	-41,97

Source : DGPSIP/MPD, 2018

La comparaison par grands secteurs du PIP des dotations de crédits montre une baisse de 41,97% des ressources d'investissements observés en 2018 par rapport à la gestion 2017. Cette tendance baissière s'explique par la diminution des crédits octroyés à tous les sous-secteurs sans exception. La baisse est plus prononcée dans les sous-secteurs artisanat et tourisme (-81,32%), habitat (-58,13%) et environnement (-41,45%).

Le tableau n°2 ci-dessous présente le PIP gestion 2018 par secteur et son évolution de 2017 à 2018.

Tableau 2 : Comparaison des PIP gestion 2017 et 2018 par secteur de développement (en milliers de FCFA)

Secteurs	Prévisions 2018	Prévisions 2017	Poids prévision 2018 par rapport au Total Général (en %)	Evolution de 2017 à 2018 (en %)
Rural	58 306 000,00	76 493 548,00	12,43	-23,78
Mines	0,00	31 095 000,00	0,00	-100,00
Industrie et Commerce	13 529 000,00	18 037 092,00	2,88	-24,99
Services	16 589 000,00	17 097 456,00	3,54	-2,97
Eau et électricité	74 444 000,00	125 220 400,00	15,87	-40,55
Infrastructures	95 912 000,00	161 513 550,00	20,45	-40,62
Artisanat et Tourisme	2 900 000,00	15 526 956,00	0,62	-81,32
Total Secteurs Productifs	261 680 000,00	444 984 002,00	55,79	-41,19
Santé	21 030 000,00	24 546 559,00	4,48	-14,33
Education	44 773 000,00	62 926 428,00	9,55	-28,85
Habitat	30 262 000,00	72 281 418,00	6,45	-58,13

Secteurs	Prévisions 2018	Prévisions 2017	Poids prévision 2018 par rapport au Total Général (en %)	Evolution de 2017 à 2018 (en %)
Environnement	49 765 000,00	84 993 580,00	10,61	-41,45
Autres Secteurs Sociaux	5 662 000,00	23 606 598,00	1,21	-76,02
Total Secteurs Sociaux	151 492 000,00	268 354 583,00	32,30	-43,55
Administration	55 855 000,00	94 978 415,00	11,91	-41,19
Total Général	469 027 000,00	808 317 000,00	100,00	-41,97

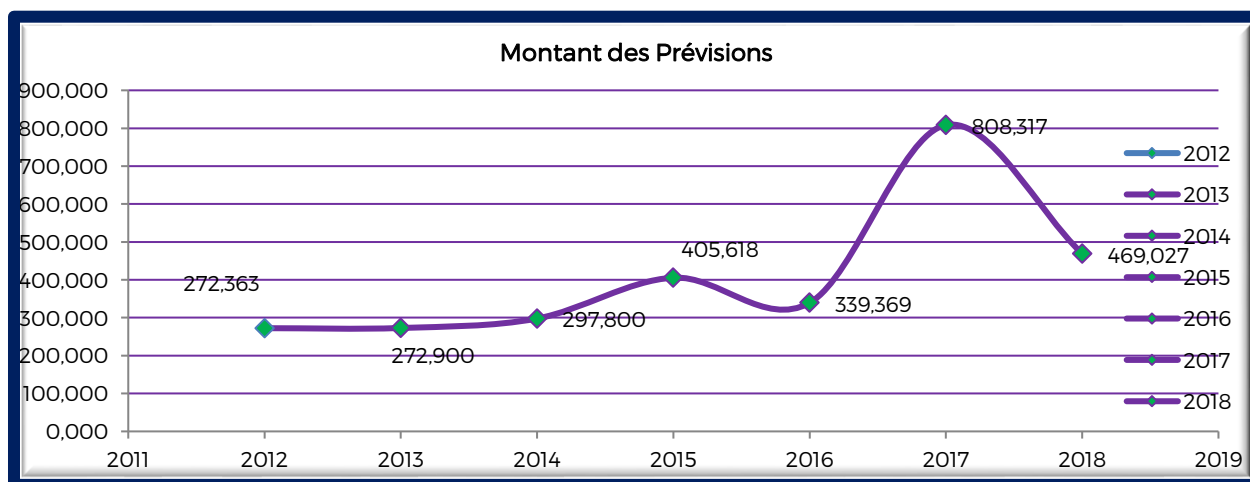
Source : DGPSIP/MPD, 2018

II.3- Evolution des prévisions des investissements publics de 2012 à 2018 (en milliards FCFA)

L'évolution des crédits alloués aux investissements publics de 2012 à 2018 montre globalement une variation en dents de scies. Ces crédits ont atteint un premier maximum relatif en 2015 (405,618 milliards FCFA) suivi d'un minimum relatif en 2016 (339,368 milliards FCFA) avant d'atteindre un pic en 2017 (808,317 milliards FCFA) pour rechuter en 2018 (469,027 milliards FCFA).

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des prévisions d'investissements publics sur la période 2012-2018 :

Graphique 3 : Evolution des prévisions des investissements publics de 2012 à 2018 (en milliards FCFA)



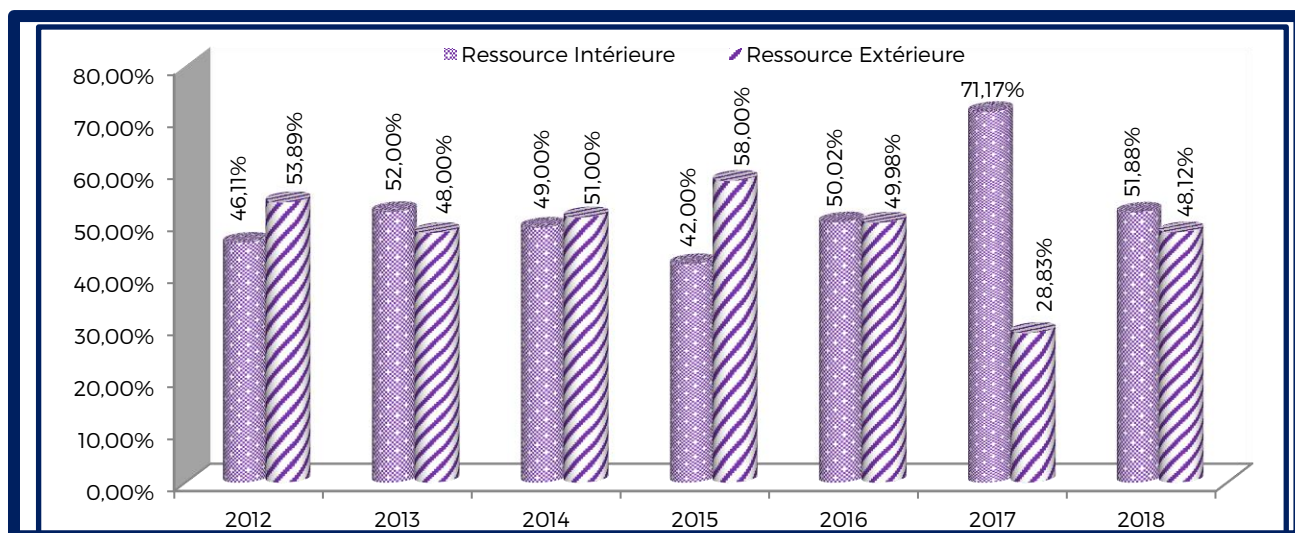
Source : DGPSIP/MPD, 2018

Sur la période 2012-2018, l'analyse montre que les financements sur Ressources Intérieures et sur Ressources Extérieures ont connu diverses trajectoires avec des rythmes de variations opposées :

- pour les Ressources Intérieures, augmentation de **5,89** points de 2012 à 2013, diminution de **10** points de 2013 à 2015, augmentation de **8,02** points de 2015 à 2016, augmentation de **21,15** points de 2016 à 2017 et diminution de **19,29** points de 2017 à 2018 ;

- pour les Ressources Extérieures, diminution de **5,89** points de 2012 à 2013, augmentation de **10** points de 2013 à 2015, diminution de **8,02** points de 2015 à 2016, diminution importante de **21,15** points de 2016 à 2017 et augmentation de **19,29** points de 2017 à 2018.

Graphique 4 : Evolution de la structure de financement du PIP de 2012 à 2018 par source de financement

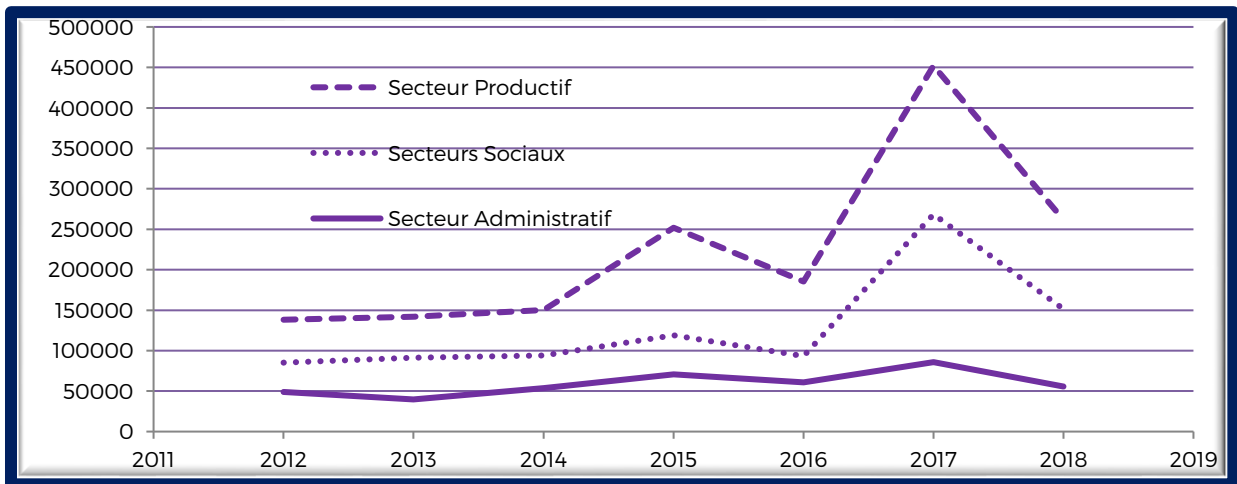


Source : DGPSIP/MPD, 2018

L'analyse de l'évolution des crédits d'investissements par grands secteurs du PIP, fait ressortir que la part des ressources allouées aux Secteurs Productifs est toujours plus importante de 2012 à 2018 que celles des autres Secteurs du PIP. Cette tendance est également conservée pour les Secteurs Sociaux par rapport au secteur Administration. Ces observations confirment l'ordre de priorité des interventions du Gouvernement en matière de croissance économique. En outre, il est noté que simultanément dans les trois secteurs, les variations des crédits d'investissements sont de mêmes natures, avec un pic relatif en 2015, un creux relatif en 2016. Une croissance exponentielle a été observée en 2017 au niveau des secteurs productifs et des secteurs sociaux qui ont connu une chute en 2018 en même temps que le secteur Administration.

Le graphique n°5 ci-dessous représente l'évolution de cette situation.

Graphique 5 : Evolution du PIP par grands secteurs de 2012 à 2018



Source : DGPSIP/MPD, 2018

Par ailleurs, la variabilité des dénominations des départements ministériels ne permet pas de montrer l'évolution de leurs dotations de crédits PIP de 2012 à 2018.

III. EXECUTION FINANCIERE

Au terme du quatrième trimestre 2018, le budget d'investissement a été engagé à hauteur de 80,61% puis ordonnancé à 71,68%. Ces chiffres, comparés à ceux du quatrième trimestre 2017, indiquent une hausse du taux d'engagement de 36,44 points et celui d'ordonnancement de 38,97 points. Cette situation pourrait s'expliquer par les mesures d'anticipation prises au cours du dernier trimestre de l'année et l'augmentation de la consommation des crédits. Les montants d'engagement et d'ordonnancement du PIP à fin décembre 2018 sont respectivement évalués à 378 063 242 240 FCFA et à 336 201 138 220 FCFA. Il se dégage ainsi un écart de 8,93 points entre les taux d'engagements et d'ordonnements.

En considérant le niveau d'exécution financière par source de financement, il est noté que le montant ordonnancé sur Ressources Intérieures au 31 décembre 2018 se chiffre à 178 712 450 110 FCFA sur une prévision annuelle de 243 329 000 000 FCFA, soit un taux d'exécution financière de 73,44%. Il est observé que le taux d'ordonnancement sur Budget National a fortement augmenté de 42,12 points par rapport au 31 décembre 2017 dont le taux était de 31,32%. Les ressources sur budget national exclusif ont été ordonnancées à 79,37% pour un montant de 124 418 440 400 FCFA tandis que le budget national contrepartie a affiché un taux de 62,71% pour un montant de 54 294 009 710 FCFA.

S'agissant des Ressources Extérieures, le montant ordonnancé au 31 décembre 2018 est de 157 488 688 110 FCFA sur une prévision annuelle de 225 698 000 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 69,78%. Au 31 décembre 2017, ce taux était de 36,14% pour un montant de 84 217 020 180 FCFA. Il s'en suit que le taux d'ordonnancement sur ressources extérieures a également augmenté de 33,64 points par rapport à la même période en 2017. Les taux d'exécution financière base ordonnancement au 31 décembre 2018 des prêts et des dons sont respectivement de 72,50% et de 63,16%.

Le tableau 3 et le graphique 6 ci-dessous présentent la synthèse de l'exécution financière du PIP par source de financement au 31 décembre 2018.

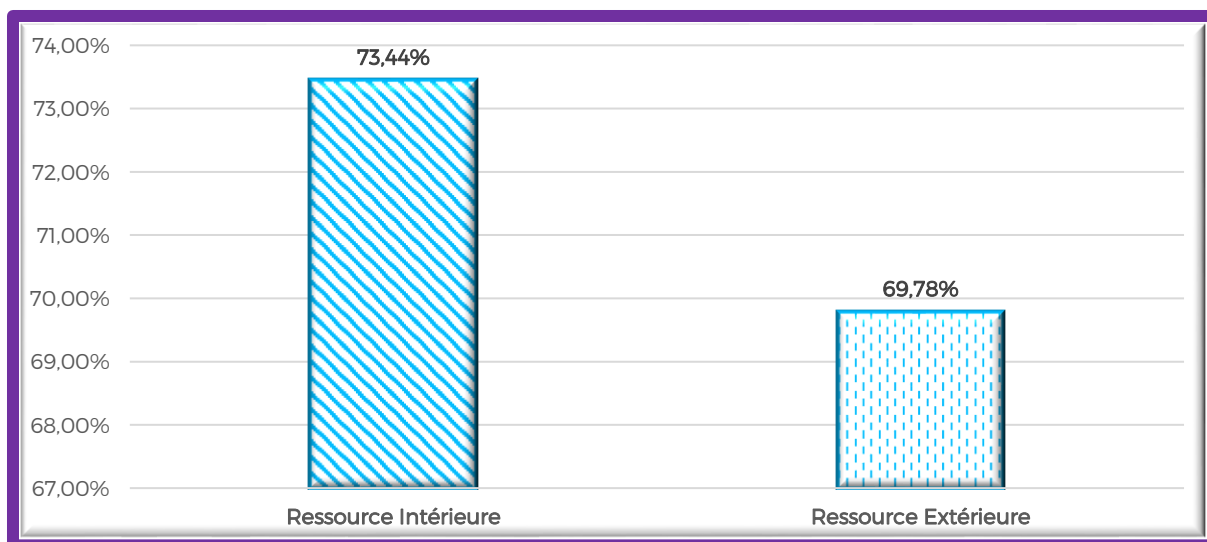
Tableau 3 : Exécution financière à fin décembre 2018 par source de financement (en milliers FCFA)

SOURCES DE FINANCEMENT	PREVISION 2018	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2018			
		ENGAGEMENT	TAUX (%)	ORDONNANCEMENT	TAUX (%)
SOURCES INTERIEURES	243 329 000,00	209 941 323,91	86,28	178 712 450,11	73,44
<i>BN EXC</i>	156 756 000,00	142 493 112,62	90,90	124 418 440,40	79,37
<i>BN CPT</i>	86 573 000,00	67 448 211,28	77,91	54 294 009,71	62,71

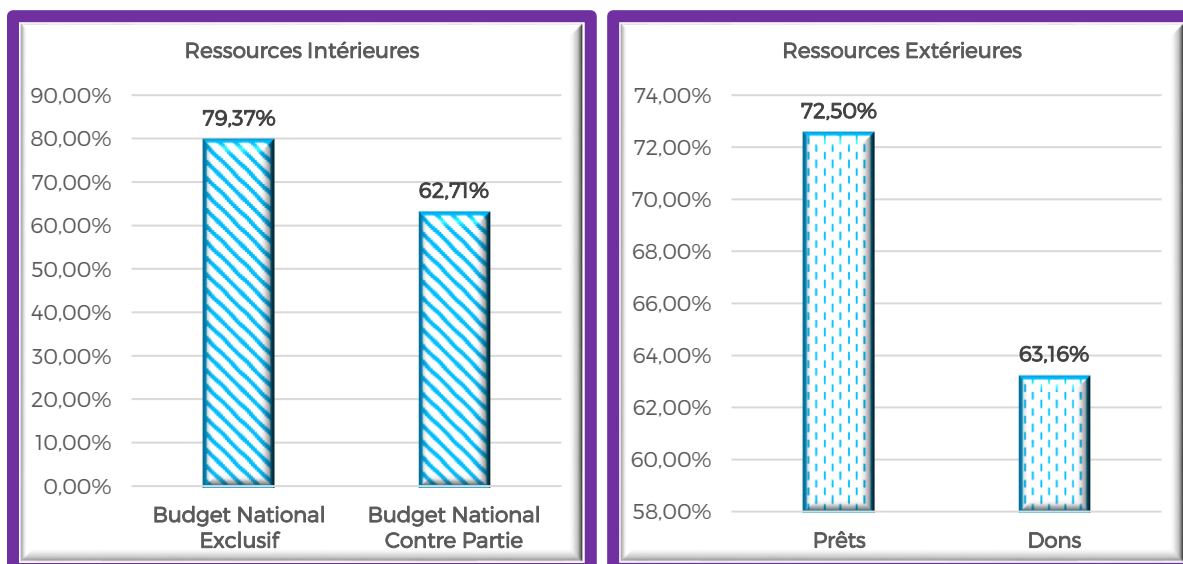
SOURCES EXTERIEURES	225 698 000,00	168 121 918,34	74,49	157 488 688,11	69,78
<i>Prêts</i>	160 000 000,00	121 958 352,39	76,22	115 993 131,88	72,50
<i>Dons</i>	65 698 000,00	46 163 565,95	70,27	41 495 556,23	63,16
TOTAL GENERAL	469 027 000,00	378 063 242,24	80,61	336 201 138,22	71,68

Source : DGPSIP/MPD, 2019

Graphique 6 : Taux d'exécution financière base ordonnancement du PIP par source de financement au 31 décembre 2018



Source : DGPSIP/MP, 2018



Source : DGPSIP/MP, 2018

Source : DGPSIP/MP, 2018

En ce qui concerne les secteurs d'activité, le niveau d'exécution du PIP au 31 décembre 2018 montre que les montants ordonnancés positionnent le secteur "Administration" en première place avec un taux d'ordonnancement de 99,61%. Il est suivi des "Secteurs Sociaux" pour un taux de 80,62%, puis des "secteurs productifs" avec un taux de 60,67%.

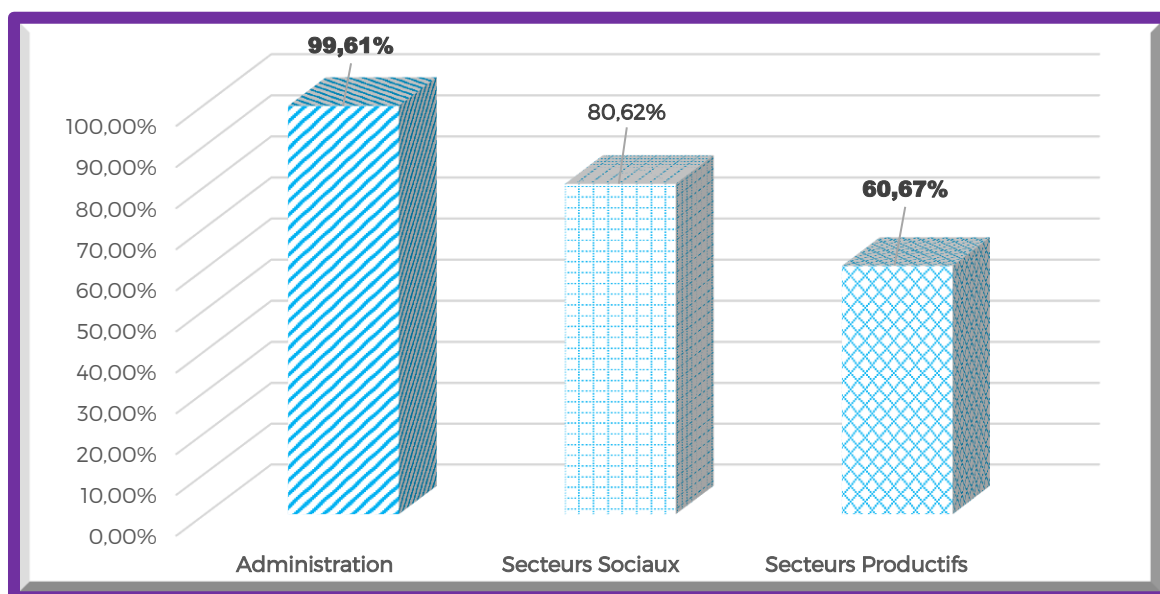
Le tableau 4 et le graphique 7 ci-dessous présentent la synthèse de l'exécution financière du PIP par grands secteurs au 31 décembre 2018.

Tableau 4 : Exécution financière par secteur au 31 décembre 2018 (en milliers FCFA)

Secteurs	PREVISIONS 2018		Engagement		Ordonnancement	
	Montant	Poids prévision par rapport au Total Général (%)	Montant	Taux d'exécution (%)	Montant	Taux d'exécution (%)
Secteur rural	58 306 000,00	12,43	48 170 954,66	82,89	41 104 340,18	70,73
Mines	0,00	0,00	0,00	-	0,00	-
Industrie et commerce	13 529 000,00	2,88	7 982 571,68	58,19	6 179 831,31	45,05
Services	16 589 000,00	3,54	12 797 200,07	77,14	12 261 135,58	73,91
Eau et électricité	74 444 000,00	15,87	75 045 619,44	100,81	69 053 811,11	92,76
Infrastructures	95 912 000,00	20,45	38 529 046,40	40,17	30 154 023,38	31,44
Artisanat et tourisme	2 900 000,00	0,62	0,00	0,00	0,00	0,00
Total secteurs productifs	261 680 000,00	55,79	182 525 392,24	69,75	158 753 141,54	60,67
Santé	21 030 000,00	4,48	12 108 432,40	57,58	9 921 352,12	47,18
Education	44 773 000,00	9,55	15 942 609,80	35,61	14 064 251,68	31,41
Habitat	30 262 000,00	6,45	52 905 656,77	165,56	48 422 588,58	151,53
Environnement	49 765 000,00	10,61	54 378 129,00	109,27	49 098 997,39	98,66
Autres secteurs sociaux	5 662 000,00	1,21	4 156 955,51	73,42	1 989 073,09	35,13
Total secteurs sociaux	151 492 000,00	32,30	139 491 783,48	91,06	123 496 262,86	80,62
Administration (souveraineté)	55 855 000,00	11,91	56 046 066,52	103,48	53 951 733,81	99,61
TOTAL GENERAL	469 027 000,00	100,00	378 063 242,24	80,61	336 201 138,22	71,68

Source : DGPSIP/MPD, 2019

Graphique 7 : Taux d'exécution financière base ordonnancement du PIP par grands secteurs au 31 décembre 2018



Source : DGPSIP/MP, 2018

Secteurs productifs

Les secteurs productifs affichent un taux d'exécution financière, base ordonnancement de 60,67%, représentant une consommation de 158,753 milliards FCFA. Le sous-secteur de "Eau et électricité" affiche la meilleure performance financière avec un taux de 92,76%. Il est suivi respectivement des sous-secteurs : Services (73,91%), Rural (70,73%), Industrie et Commerce (45,05%) et Infrastructures (31,44%). Mais *aucun engagement ni ordonnancement n'a été effectué au niveau du sous-secteur "Artisanat et Tourisme", donc les taux base engagement et ordonnancement sont nuls.*

Secteurs sociaux

Les secteurs sociaux affichent un taux d'exécution financière, base ordonnancement de 80,62% soit une consommation de 123,496 milliards FCFA. L'atteinte de ce niveau de performance est due aux réalisations financières des sous-secteurs : Habitat (151,53%) et Environnement (98,66%). Les plus faibles taux sont notés dans les sous-secteurs Santé, Autres secteurs sociaux et Education pour lesquels les taux ordonnancés sont respectivement de 47,18%, 35,13% et 31,41%.

Secteur de l'administration

Les dépenses effectuées dans ce secteur s'élèvent à 53,952 milliards FCFA. Ce secteur a enregistré un taux d'exécution base ordonnancement de 99,61%.

Une analyse par rapport au PAG indique que seul l'axe 6 « Renforcement des services sociaux de base et protection sociale » a enregistré la meilleure performance avec un taux de **117,59%** et de l'axe 7 « Développement équilibré et durable de l'espace national » avec **104,35%**, qui sont strictement supérieur à 100% prévu. Cela s'explique par la mobilisation de ressources complémentaires pour l'exécution de certains projets PIP. Les autres axes ont des taux inférieurs à 100%. Il s'agit, de l'axe 2 « Amélioration de la Gouvernance » qui affiche un taux de 99,87%, de l'axe 1 « Renforcement de la démocratie et de l'état de droit », 63,87%, de l'axe 4 « Amélioration de la Croissance économique », 61,70%, de l'axe 5 « Amélioration des performances de l'éducation », 28,34% et de l'axe 3 « Assainissement du cadre macroéconomique et maintien de sa stabilité », 22,59%.

Le graphique 8 ci-dessous présente le taux d'exécution financière, base ordonnancement, par axe du PAG au 31 décembre 2018.

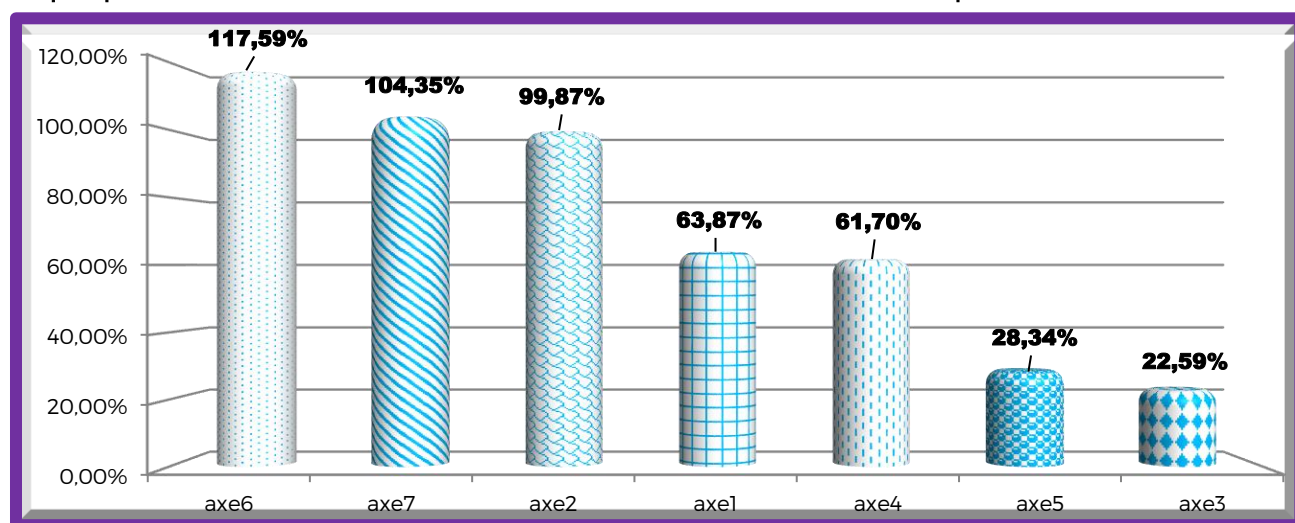
Le tableau 5 et le graphique 8 ci-dessous présentent la synthèse de l'exécution financière du PIP par axe du PAG au 31 décembre 2018.

Tableau 5 : Exécution financière par axe du PAG au 31 décembre 2018 (en milliers FCFA)

PILERS	AXES	Libellé	Prévisions	Engagement		Ordonnancement		Poids (%)
				Réalisation	Taux (%)	Réalisation	Taux (%)	
1: Consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit et de la Bonne Gouvernance	1	Renforcement de la Démocratie et de l'Etat de droit	3 252 000,00	2 678 976,52	82,38	2 077 089,75	63,87	0,69
	2	Amélioration de la Gouvernance	33 289 000,00	36 085 383,10	108,40	33 244 996,83	99,87	7,10
2: Amélioration des conditions de vie des populations	3	Assainissement du cadre macroéconomique et maintien de sa stabilité	2 265 000,00	600 662,76	26,52	511 644,25	22,59	0,48
	4	Amélioration de la Croissance économique	265 765 000,00	188 411 553,82	70,89	163 984 875,84	61,70	56,66
	5	Amélioration des performances de l'éducation	51 465 000,00	19 740 570,11	38,36	14 584 349,35	28,34	10,97
3: Engagement de transformation structurelle de l'économie	6	Renforcement des services sociaux de base et protection sociale	29 432 000,00	37 702 158,06	128,10	34 607 656,17	117,59	6,28
	7	Développement équilibré et durable de l'espace national	83 559 000,00	92 843 881,37	111,11	87 190 526,03	104,35	17,82
Total			469 027 000,00	378 063 242,24	80,61	336 201 138,22	71,68	

Source : DGPSIP/MPD, 2019

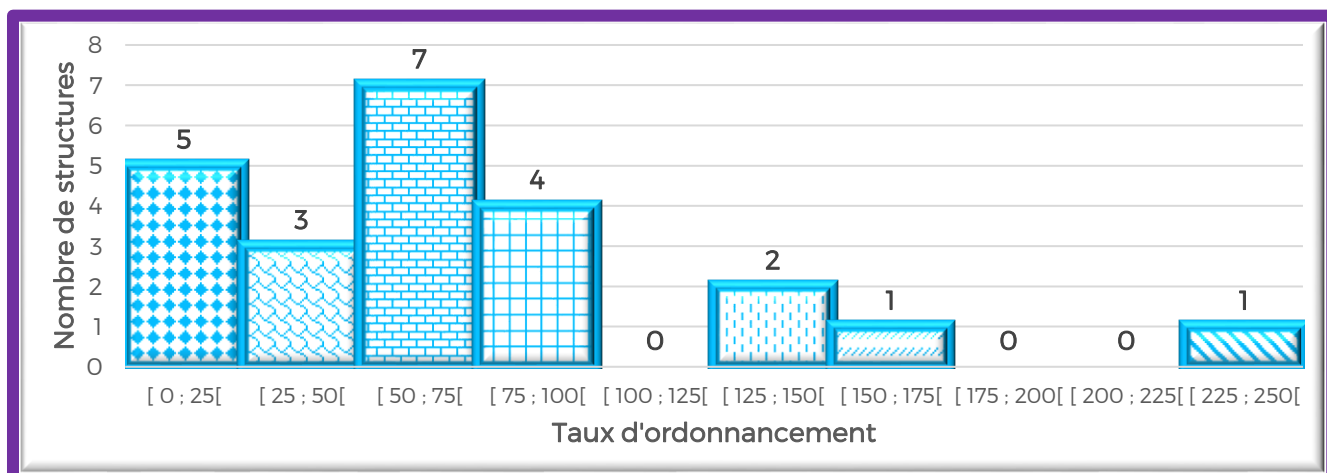
Graphique 8 : Taux d'exécution financière base ordonnancement du PIP par axe du PAG



Source : DGPSIP/MPD, 2018

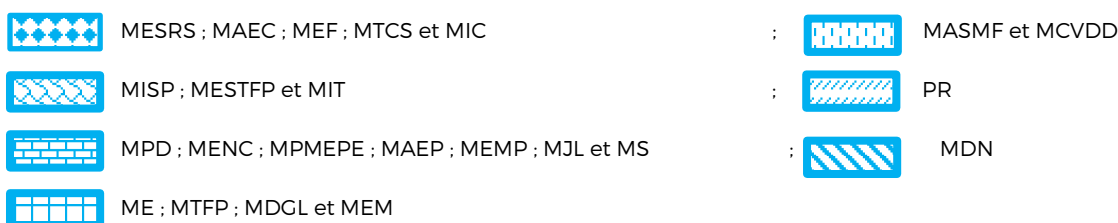
Au 31 décembre 2018, par ministère et institution, les taux d'ordonnancement affichés globalement, sont inférieurs à **100%**, hormis le Ministère de la Défense Nationale avec **244,19%**, la Présidence de la République avec **154,31%**, le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance avec **129,02%** et le Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable avec **126,17%**. Quatre (**04**) ministères présentent des taux d'ordonnancement compris entre **75%** et **100%**, il s'agit du Ministère de l'Energie (**98,20%**), du Ministère du Travail et de la Fonction Publique (**96,90%**), du Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (**94,60%**) et du Ministère de l'Eau et des Mines (**75,11%**). Sept (**07**) ministères affichent des taux d'ordonnancement compris entre **50%** et **75%** à savoir le Ministère du Plan et du Développement (**73,18%**), le Ministère de l'Economie numérique et de la Communication (**72,38%**), le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (**67,27%**), le Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (**65,91%**), le Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (**62,36%**), le Ministère de la Justice et de la Législation (**61,34%**) et le Ministère de la Santé (**51,36%**). Trois (**03**) ministères ont des taux strictement compris entre 25% et 50%, il s'agit du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (**32,18%**), du Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (**32,09%**), et du Ministère des Infrastructures et des Transports (**31,72%**). Cinq (**05**) ministères ont affiché des taux strictement compris entre 0% et 25%. Il s'agit du Ministère des Enseignements Supérieurs et de la Recherche Scientifique (**23,51%**), du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (**20,54%**), du Ministère de l'Economie et des Finances (**18,91%**), du Ministère du Tourisme, de la Culture et des Sports (**9,83%**), et du Ministère de l'Industrie et du Commerce (**3,14%**). La faible performance observée à certains niveaux pourrait requérir un diagnostic minutieux des goulots d'étranglement relatifs à la capacité d'absorption des crédits qui seraient rendus disponibles aux structures administratives chargées de leur gestion.

Graphique 9 : Histogramme des taux d'exécution financière base ordonnancement des structures.



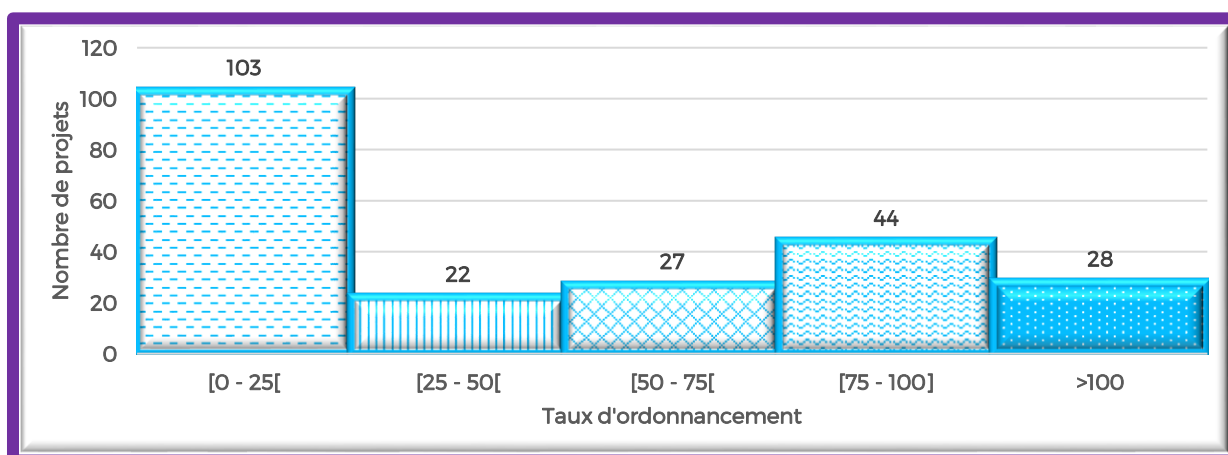
Source : DGPSIP/MPD, 2019

Légende :



Pour les 225 projets/programmes des 22 ministères et de la Présidence de la République, 103 projets possèdent des taux d'exécution financière base ordonnancement compris entre 0% et 25% ; 22 projets présentent des taux compris entre 25% et 50% ; 27 affichent des taux compris entre 50% et 75% ; 44 présentent des taux supérieures ou égaux de 75% à 100% ; 28 projets ont des taux strictement supérieurs à 100% et 1 projet n'a pas rendu disponible son taux d'exécution financière.

Graphique 10 : Histogramme des taux d'exécution financière base ordonnancement disponibles des projets.



Source : DGPSIP/MPD, 2019

NB : Le taux d'exécution financière base ordonnancement d'un projet n'est pas disponible. Il n'est pas pris en compte dans le graphique 10.

III.1- Comparaison des réalisations financières au 31 décembre 2017 et 2018

L'analyse de l'exécution financière base ordonnancement du PIP à fin décembre 2018 connaît une augmentation de **38,97 points** comparativement à celle au 31 décembre 2017. Cette tendance haussière est aussi observée au niveau des ressources intérieures (**42,12 points**) et des ressources extérieures (**33,64 points**). La hausse des ressources intérieures est attribuable à l'accroissement du budget national exclusif (**53,61 points**) et du budget national contre partie (**12,24 points**) alors que celle des ressources extérieures est expliquée par un accroissement dons (**42,88 points**) et des prêts (**30,85 points**). Il convient de signaler qu'en fin décembre 2018, l'écart entre le taux d'engagement et d'ordonnancement est de **8,93 points**. Cet écart est un inférieur à celui de fin décembre 2017 qui est de **11,46 points**.

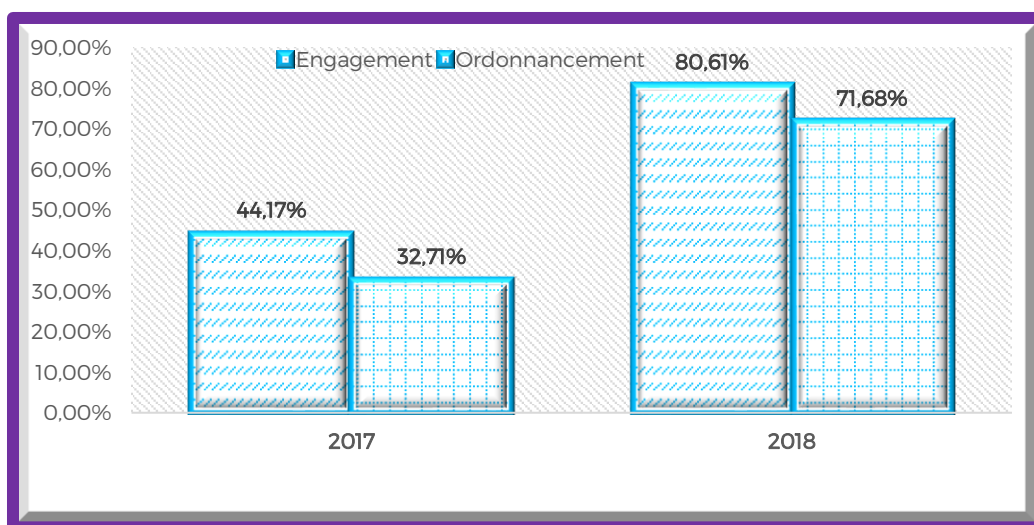
Le tableau 6 et les graphiques 11 et 12 ci-dessous illustrent la comparaison des exécutions financières base ordonnancement du PIP au 31 décembre 2017 et 2018 du PIP et par source de financement.

Tableau 6 : Comparatif de l'exécution financière à fin décembre 2017 et 2018 par source de financement (en milliers FCFA)

SOURCES DE FINANCEMENT	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2017		PREVISION 2018	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2018				ECART DES TAUX D'ORDONNANCEMENT ENTRE 2018 ET 2017 (%)
	ORDONNANCEMENT	TAUX (%)		ENGAGEMENT	TAUX (%)	ORDONNANCEMENT	TAUX (%)	
SOURCES INTERIEURES	180 198 630,68	31,32	243 329 000	209 941 323,91	86,28	178 712 450,11	73,44	42,12
<i>BN EXC</i>	114 824 965,58	25,76	156 756 000	142 493 112,62	90,90	124 418 440,40	79,37	53,61
<i>BN CPT</i>	65 373 665,10	50,47	86 573 000	67 448 211,28	77,91	54 294 009,71	62,71	12,24
SOURCES EXTERIEURES	84 217 020,18	36,14	225 698 000	168 121 918,34	74,49	157 488 688,11	69,78	33,64
<i>Prêts</i>	72 051 990,47	41,65	160 000 000	121 958 352,39	76,22	115 993 131,88	72,50	30,85
<i>Dons</i>	12 165 029,71	20,28	65 698 000	46 163 565,95	70,27	41 495 556,23	63,16	42,88
TOTAL GENERAL	264 415 650,86	32,71	469 027 000	378 063 242,24	80,61	336 201 138,22	71,68	38,97

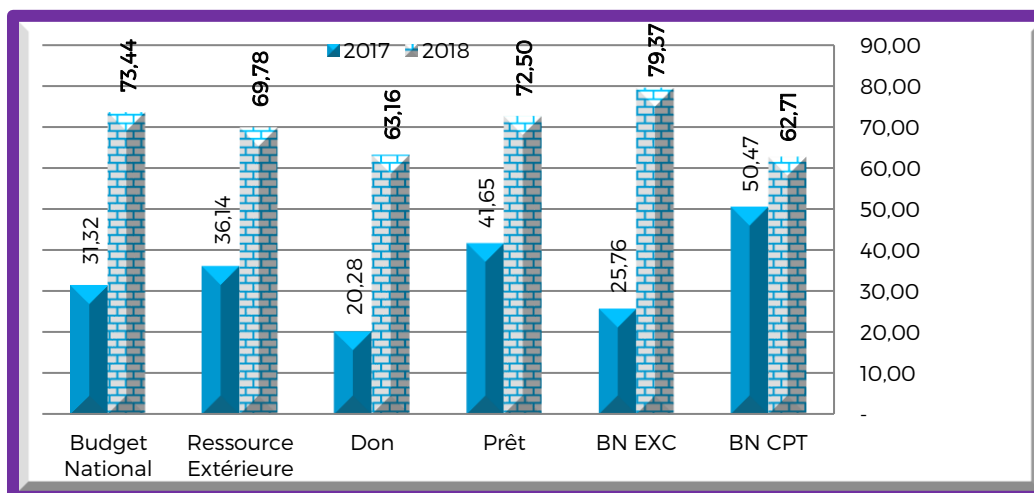
Source : DGPSIP/MPD, 2019

Graphique 11 : Comparaison de l'exécution financière du PIP à fin décembre 2017 et 2018



Source DGPSIP/MPD, 2019

Graphique 12 : Comparaison des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2017 et 2018 au 31 décembre par source de financement en pourcentage (%).



Source : DGPSIP/MPD, 2019

III.2- Comparaison de l'exécution financière base ordonnancement du PIP de 2017 à 2018 par secteurs

L'analyse par secteur d'activité montre que les montants ordonnancés lors de l'exécution du PIP au 31 décembre 2018 positionnent le secteur "Administration" en première place avec un taux d'ordonnancement de **99,61%**. Il est suivi des "Secteurs Sociaux" pour un taux de **80,62%**, puis des "secteurs productifs" avec un taux de **60,67%**.

Par contre, au 31 décembre 2017, le secteur "Administration" avait la meilleure performance avec un taux de **48,02%** suivi des secteurs productifs **33,40%**, puis des secteurs sociaux avec **26,15%**.

Poursuivant la comparaison, tous les montants ordonnancés des grands secteurs ont connu une hausse : les secteurs sociaux (**54,47 points**), secteur administration (**51,59 points**) et secteurs productifs (**27,27 points**).

L'augmentation du taux d'ordonnancement des secteurs sociaux est expliquée par l'accroissement des taux de tous les sous-secteurs. Il s'agit de : habitat (**118,95 points**), environnement (**73,59 points**), éducation (**31,19 points**), santé (**18,04 points**) et autres secteurs sociaux (**16,77 points**).

En ce qui concerne les secteurs productifs, la hausse du taux est imputable à l'augmentation des taux de cinq (5) sous-secteurs sur les huit (8). Il s'agit de : rural (**52,15 points**), eau et électricité (**37,06 points**), services (**16,73 points**), infrastructures (**2,88 points**) et industrie et commerce (**1,37 points**). Le taux du sous-secteur artisanat et tourisme a connu une baisse de **4,83 points**. Les taux des sous-secteurs « mines » et « hydraulique » sont indéterminés.

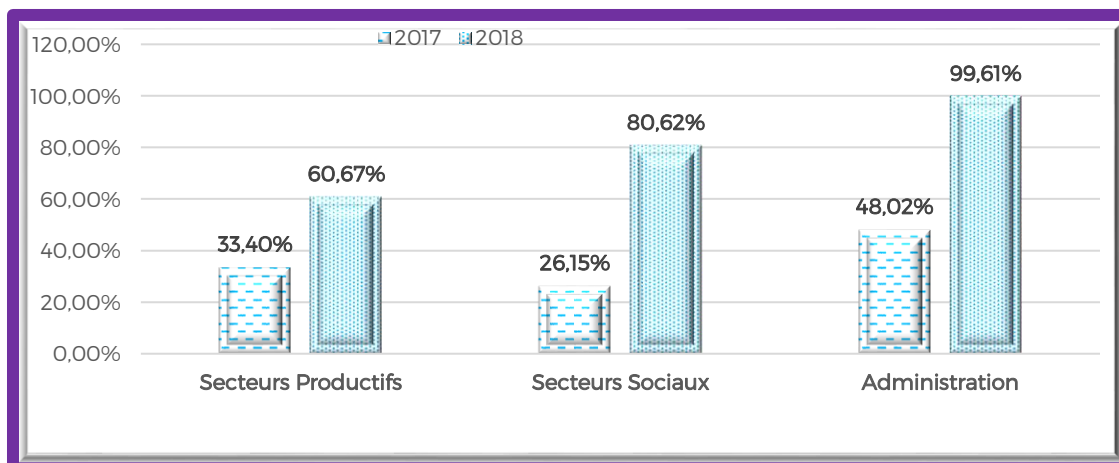
Le tableau 7 et les graphiques 13, 14 et 15 ci-dessous illustrent l'analyse.

Tableau 7 : Comparaison de l'exécution financière, à fin décembre base ordonnancement, par secteurs du PIP de 2017 à 2018 (en milliers FCFA)

SECTEURS	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2017		PREVISIONS 2018	EXECUTION FINANCIERE AU 30 DECEMBRE 2018		ECART Taux 2017 et 2018 (base ordonnancement) (%)
	Réalisation	Taux d'exécution (%)		Réalisation	Taux d'exécution (%)	
RURAL	14 214 721,61	18,58	58 306 000,00	41 104 340,18	70,73	52,15
MINES	129 654,80	0,42	0,00	0,00	-	-
INDUSTRIE ET COMMERCE	7 879 334,83	43,68	13 529 000,00	6 179 831,31	45,05	1,37
SERVICES	9 776 015,14	57,18	16 589 000,00	12 261 135,58	73,91	16,73
HYDRAULIQUE	-	-	-	-	-	-
EAU ET ELECTRICITE	69 750 687,46	55,70	74 444 000,00	69 053 811,11	92,76	37,06
INFRASTRUCTURES	46 129 128,55	28,56	95 912 000,00	30 154 023,38	31,44	2,88
ARTISANAT ET TOURISME	749 209,91	4,83	2 900 000,00	0,00	0,00	-4,83
TOTAL SECTEURS PRODUCTIFS	148 628 752,30	33,40	61 680 000,00	158 753 141,54	60,67	27,27
SANTE	7 153 056,69	29,14	21 030 000,00	9 921 352,12	47,18	18,04
EDUCATION	13836735,84	0,22	44 773 000,00	14 064 251,68	31,41	31,19
HABITAT	23 552 419,31	32,58	30 262 000,00	48 422 588,58	151,53	118,95
ENVIRONNEMENT	21 305 052,32	25,07	49 765 000,00	49 098 997,39	98,66	73,59
AUTRES SECTEURS SOCIAUX	4 334 890,90	18,36	5 662 000,00	1 989 073,09	35,13	16,77
TOTAL SECTEURS SOCIAUX	70 182 155,06	26,15	51 492 000,00	123 496 262,86	80,62	54,47
ADMINISTRATION (Souveraineté)	45 604 743,50	48,02	55 855 000,00	53 951 733,81	99,61	51,59
TOTAL GENERAL	264 415 650,86	32,71	469 027 000,00	336 201 138,22	71,68	38,97

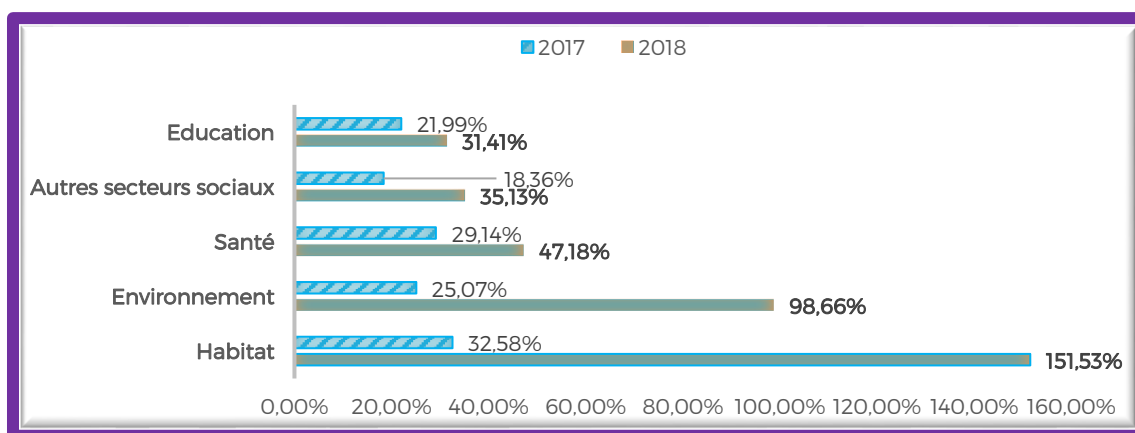
Source : DGPSIP/MPD, 2018

Graphique 13 : Comparaison des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2017 et 2018 au 31 décembre par grands secteurs en pourcentage (%).



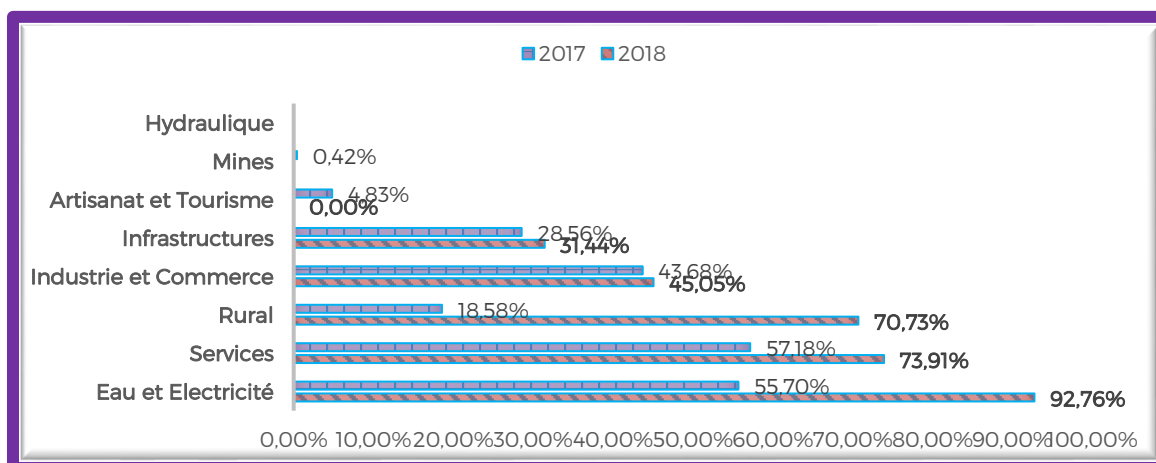
Source : DGPSIP/MPD, 2019

Graphique 14 : Comparaison des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2017 et 2018 au 31 décembre par sous-secteurs sociaux en pourcentage (%).



Source : DGPSIP/MPD, 2019

Graphique 15 : Comparaison des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2017 et 2018 au 31 décembre par sous-secteurs productifs en pourcentage (%).



Source : DGPSIP/MPD, 2019

III.3- Dépenses d'investissements réalisées hors cadrage au 31 décembre 2018

Dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies de développement, d'autres appuis financiers interviennent parfois après le vote du Budget Général de l'Etat. Ces ressources supplémentaires obtenues sont, soit au profit des projets et programmes inscrits au PIP ou au profit d'autres projets non-inscrits et dont la pertinence est prouvée.

Au 31 décembre 2018, il a été observé que plusieurs interventions programmées ont fait l'objet de dépenses d'investissement. Au titre de ces ressources, **30,281 milliards** FCFA ont été ordonnancés. La répartition globale, par source de financement, des dépenses supplémentaires d'investissement est de **26,916 milliards** FCFA pour le Budget National, **1,751 milliards** FCFA pour les Dons et **1,615 milliards** FCFA pour les Prêts. Ces dépenses ont été enregistrées sur **quinze (15) projets**.

Ces quinze (15) projets sont répartis au niveau des **six (06) ministères** : le Ministère du cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD) pour cinq (05) projets, le Ministère du Tourisme, de la Culture et des Sports (MTCS) pour quatre (04) projets, le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) pour trois (03) projets, le Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP) pour un (01) projet, le Ministère de la Défense Nationale (MDN) pour un (01) projet et le Ministère des Enseignements Maternel et Primaire pour un (01) projet.

La prise en compte des ordonnancements effectués sur les ressources extérieures mobilisées hors Cadrage fait passer le niveau nominal des réalisations financières de **157,489** milliards FCFA à **160,855** milliards FCFA reflétant un appui des partenaires au profit du développement. De même, la prise en compte des ordonnancements effectués en hors cadrage sur budget national (ressources intérieures) fait passer le niveau nominal des réalisations financières de **178,712** milliards FCFA à **205,628** milliards FCFA. Les détails se présentent dans les tableaux n°8, et n°9 comme suit :

Tableau 8 : Ressources hors cadrage ordonnancés par source de financement au 31 décembre 2018 (en milliers F CFA)

N° D'ORDRE	MINISTERES	INTITULE DES PROJETS		SOURCES	PROJETS		
		N°	INTITULE		Budget National	PRÊTS	DONS
1	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)	1	Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la Vallée de l'Ouémé (PAIA-VO)	FAD			311 797,288
		2	Programme d'Appui à la Production Vivrière (PAPVIRE-ABC)	FAD			1 007 371,144
		3	Projet d'Appui au Développement du Maraîchage (PADMAR)	OPEP		1 350 000	
2	Ministère du cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)	4	Projet d'Appui à la Gestion des Forêts et Communes (PAGECOM) II	FAD		264 812,750	110 640,426
		5	Projet d'Adaptation des Villes aux Changements Climatiques (PAVICC)	AFD			196 787,100

N° D'ORDRE	MINISTERES	INTITULE DES PROJETS		SOURCES	PROJETS		
		N°	INTITULE		Budget National	PRÊTS	DONS
		6	Aménagement des Berges de la Lagune de Cotonou	BN	3 000 000		
		7	Assainissement Pluvial de Cotonou	BN	9 000 000		
		8	Programme de Protection du Littoral contre l'Erosion Côtière (Cotonou-SIAFATO-HILACONDJI-BOUCHE DU ROY-GRAND-POPO)	BN	166 125,646		
3	Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP)	9	Projet Soutien à l'Enseignement Secondaire (SEnS)	AFD			124 760,398
4	Ministère de la Défense Nationale (MDN)	10	Projet de Renforcement des Capacités Opérationnelles des FAB	BN	3 682 541,341		
5	Ministère du Tourisme, de la Culture et des Sports (MTCS)	11	Programme de Promotion et de Développement des Activités Sportives	BN	1 505 000		
		12	Programme de Création des Académies Sportives	BN	3 964 800		
		13	Programme de Développement de la Pratique du Sport à la Base	BN	5 088 000		
		14	Programme de Dynamisation de ADO TV	BN	403 857		
6	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP)	15	Programme "Un Elève sous un toit, une classe, un maître pour l'Enseignement primaire" (Projet de Développement de l'Education de Base (BIDIV))	BN	105 443		
TOTAL					26 915 766,987	1 614 812,750	1 751 356,356
TOTAL GLOBAL HORS CADRAGE					30 281 936 ,93		

Source : DGPSIP sur la base des données collectées au niveau de la CAA et du SIGFIP au 31 décembre 2018.

Tableau 9 : Statistiques globales des ressources hors cadrage ordonnancés au 31 décembre 2018 (en milliers F CFA)

Nature des Projets	Nombre de ministères	Nombre de projets	Montant Budget national	Montant Prêts	Montant Dons	Total
Projets PIP (ressources hors Cadrage)	6	15	26 915 766,987	1 614 812,750	1 751 356,356	30 281 936,093
				3 366 169,106		

Source : DGPSIP sur la base des données collectées au niveau de la CAA, du SIGFIP et des ministères au 31 décembre 2018.

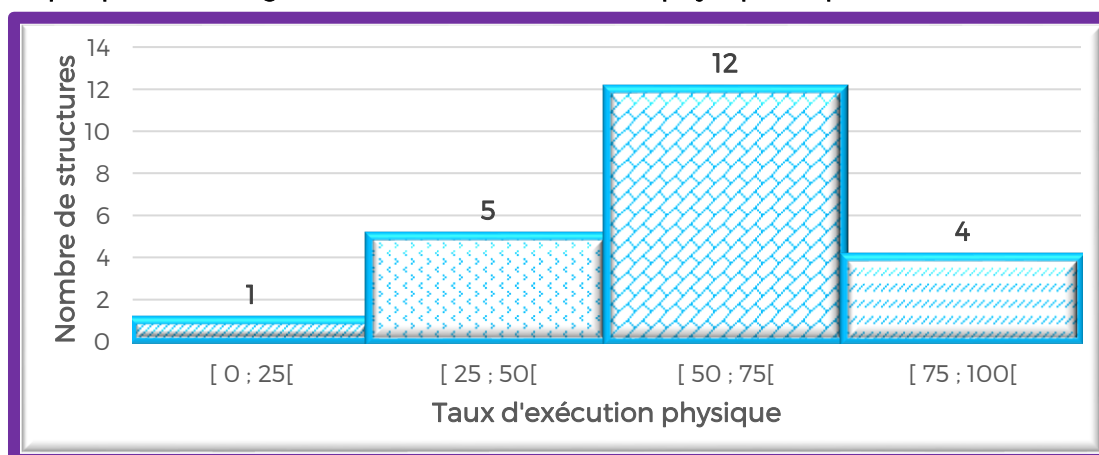
IV. REALISATIONS PHYSIQUES

Cette partie présente par département ministériel et pour la présidence de la République, les importantes activités réalisées sur les projets et programmes exécutés au cours de la période sous revue. Elle met également en exergue, à travers des taux d'exécution, les performances résultant des actions réalisées. Les réalisations physiques se regroupent en deux volets : bilan global et bilan par projet/programme.

IV-1 Bilan global

A fin décembre 2018, sur l'ensemble des 22 ministères et la Présidence de la République, aucune structure n'a enregistré un taux d'exécution physique égal à 100%. Mais il faut signaler que quatre (04) ministères ont enregistré des taux d'exécution physique compris entre 75% et 100% : MTFP (98,2%), MDGL (88,39%), MPD (81,06%) et ME (79,22%); douze (12) ministères ont eu des taux compris strictement entre 50% et 75% comme suit : MIT (74%), MASM (72,29%), MDN (71,84%), MPMEPE (64,33%), MEM (63,78%), MCVDD (63%), MEMP (63%), MAEP (62,62%), MS (61,97%), MAEC (57,22%), MISP (50,90%) et MEF (50,45%) ; quatre (04) ministères ((MJL (46,98%), MIC (43,75%), MESTFP (40%) et (MENC (31,96%)) et la Présidence de la République (37,58%) ont enregistré des taux compris entre 25% et 50% ; un (01) ministère (MTCS (16,27%)) a affiché un taux compris entre 0% et 25% et un (01) ministère (MESRS) n'a pas rendu disponible son taux d'exécution physique.

Graphique 16 : Histogramme des taux d'exécution physique disponibles des structures.



Source : DGPSIP/MPD, 2019

Légende :



MTCS



MJL, MIC, MESTFP ; PR et MENC



MIT, MASM, MDN, MPMEPE, MCVDD, MEMP, MAEP, MS, MEM, MAEC, MISP et MEF



MTFP, MDGL, MPD et ME

NB : Un (01) ministère n'a pas rendu disponible son TEP. Il n'est pas pris en compte dans le graphique 15.

IV.2- Bilan par ministère

IV.2.1- Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTEP)

Au total, **02** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Au 31 décembre 2018 le taux d'exécution physique est de **98,2%**. Tous les deux projets ont des taux d'exécution physique compris entre 75% et 100%. Il s'agit du Programme de Renforcement des Capacités du Ministère du Travail et de la Fonction Publique (RC-MTEP), 100% et du Projet d'Appui à la mise en œuvre de la Réforme Administrative et Institutionnelle et des Réformes de la Fonction Publique (PARAIFP), 82%.

IV.2.2- Ministère de la Santé (MS)

Vingt-cinq (25) projets/programmes sont inscrits au PIP 2018. Le taux d'exécution physique moyen est de **61,97%**. Sur ces 25 projets, **10** projets ont des taux compris entre 75% et 100% dont le FADEC-INVESTISSEMENT a enregistré un TEP de 100%, **04** projets ont des taux strictement supérieurs à 50% et strictement inférieurs à 75%, **04** projets ont des taux physiques compris entre 25% et 50%, **03** projets ont des taux strictement compris entre 0% et 25% et **04** projet sont des taux physiques nuls (0%) au 31 décembre 2018.

IV.2.3- Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP)

Le taux d'exécution physique au 31 décembre 2018 est de 63%. Trois (3) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Il s'agit : (i) du Programme "un élève sous un toit, une classe, un maître pour l'Enseignement Primaire" (Projet de Développement de l'Education de Base (BID IV)) ; (ii) de l'Initiative Ecole et Langues Nationales en Afrique Bénin (ELAN BENIN-DEUXIEME PHASE) ; (iii) du FADEC*INVESTISSEMENT. FADEC-Investissement a enregistré un taux d'exécution physique de **100%**. L'activité de ce projet pour le ministère est relative à l'affectation des fonds programmés (engagement et ordonnancement) aux communes pour la construction et l'équipement des salles de classe. Le Projet de Développement de l'Education de Base Phase IV (PROJET BID IV) a obtenu un taux d'exécution physique égal à **78%**. Par contre, le projet Initiative Ecole et Langues Nationales en Afrique Bénin (ELAN BENIN-DEUXIEME PHASE) n'a pas connu de réalisation. C'est plutôt le Programme de Construction et d'Equipeement d'Ecoles Primaires du Bénin (Japon 6, phase 6), non inscrit au PIP 2018, qui possède un taux d'exécution physique égal à 35%. A ce sujet, l'accord de don a été signé en janvier 2018 et le montant prévu pour 2018 est de 1 923 760 000 FCFA. Ce montant n'était pas inscrit au PTA 2018. Les formalités sont en cours afin que ces fonds soient mis à la disposition de l'Etat béninois.

Par ailleurs, le programme spécial de construction, de réhabilitation et d'équipement des infrastructures scolaires des zones à besoin spécifique (PSCREIS-ZoBS) et le programme de construction, de réhabilitations, d'équipement et de viabilisation des écoles normales, d'instituteurs et des circonscriptions scolaires (PCREV-ENI-CS) ont été suspendus par l'arrêté

n°121/MEMP/DC/SGM/CTJ/DAF/DPP/SA n°115/SGG17 du 20 septembre 2017. Aucune dotation n'a été prévue pour ces programmes au titre de 2018. Cependant dans le cadre de l'achèvement des travaux et de l'apurement des dettes relatives à ces deux programmes, des crédits en dépassement mis à disposition ont été engagés et ordonnancés au cours du quatrième trimestre 2018.

IV.2.4- Ministère de l'Energie (ME)

Dix-huit (18) projets/programmes sont inscrits au PIP 2018. Le taux d'exécution physique moyen est de **79,22%**. Sur ces 18 projets, **09** projets ont des taux compris entre 75% et 100% dont 03 ont des taux égaux à 100%. Il s'agit du projet de Réhabilitation de 15 moteurs dans les centrales de la SBEE, de l'Approvisionnement en carburants et lubrifiants des groupes électrogènes, des centrales thermiques de MRI, AGGREKO et APR et du Programme du Bénin pour le Millenium Challenge 2 (Contrepartie Budget National). **05** projets ont des taux strictement supérieurs à 50% et strictement inférieurs à 75%, **04** projets ont des taux physiques strictement compris entre 25% et 50% à fin décembre 2018.

IV.2.5- Ministère de la Justice et de la Législation (MJL)

Au total, **05** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Au 31 décembre 2018 le taux d'exécution physique moyen est de **46,98%**. Il faut noter que la meilleure performance a été enregistrée par le projet de modernisation du système pénitentiaire avec 68,27%. Il est suivi du Projet Appui à l'Amélioration de l'Accès à la Justice et de la Reddition de Compte (part du budget national) avec 43,97% et du Projet Opérationnalisation des Chambres Administratives dans les juridictions du fond avec 40,03%. Le projet de Modernisation des Services Judiciaires a eu 27,64%. Il est également noté que le projet d'appui à la justice financé uniquement sur ressources extérieures n'a pas été pris en compte dans le calcul du taux d'exécution physique moyen du MJL. Du coup, le taux réalisé par ce projet qui est de 70,80% (page 25 du rapport du MJL) n'apparaît pas dans le tableau 2 : synthèse du point de l'exécution du PIP du MJL au 31 décembre 2018 (page 9 du rapport du MJL).

IV.2.6- Ministère de l'Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP)

Huit (08) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est de **40%** au 31 décembre 2018. Il est établi dans ce ministère, que 02 projets présentent des taux compris entre 50% et 75%, 2 autres présentent des taux strictement inférieurs à 25%, **03 projets ont eu des taux compris entre 25% et 50%** et **01** projet (FADEC-INVESTISSEMENT) n'a pas rendu disponible son taux d'exécution physique.

IV.2.7- Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT)

Vingt-huit (28) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est de **74%** au 31 décembre 2018. Sur les 28 projets inscrits au PIP 2018-2020 du MIT, **16** projets affichent un TEP compris entre 75% et 100% ; le TEP de **05** projets varient entre 50% et 75% ; **05** projets ont un taux compris entre 25% et 50% et **02** projets ont un taux oscillant entre 0% et 25%. Les plus faibles performances ont été enregistrées par les projets :

Aménagement et de bitumage de la route des pêches et de ses bretelles accès : Phase 2: Tronçon Adounko-Porte du Non-retour et quatre bretelles (22,30 Km) :15% ; Aménagement et Bitumage de la route Djougou-Pehunco-Kérou-Banikoara : 23% ; Aménagement et Bitumage de la route Lokossa-Dévé-Aplahoué (36,11 Km) : 25% et Réhabilitation et Renforcement de la RNIE 2: Tronçon Béroubouay-Kandi-Malanville (177,20 Km) : 25%.

IV.2.8- Ministère du Plan et du Développement (MPD)

Au total, **06** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est de **81,06%** au 31 décembre 2018. Des 06 projets, **04** ont des taux d'exécution physique compris entre 75% et 100% dont le Projet d'Appui à l'opérationnalisation des Stratégies de Développement (PASD), **01** projet a enregistré un TEP compris entre 50% et 75% et **01** un TEP strictement compris entre 0% et 25%.

IV.2.9- Ministère des Affaires Etrangères et de Coopération (MAEC)

Au total, **04** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est de **57,22%** au 31 décembre 2018. Des 04 projets, **02** ont des taux d'exécution physique compris entre 50% et 75% dont le Programme Spécial de Construction, d'Acquisition et de Rénovation des Chancelleries et Résidences des Ambassadeurs du Bénin a enregistré la meilleure performance de TEP égale à 70,74% et **02** projets ont enregistré des TEP compris entre 25% et 50%.

IV.2.10- Ministère du Tourisme, de la Culture et des Sports (MTCS)

Au total, **10** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique au 31 décembre 2018 est de **16,27%**. Aucun des 10 projets n'a pu enregistrer un taux d'exécution physique de 100% prévu pour le quatrième trimestre de 2018. La meilleure performance est enregistrée par le programme de développement de la pratique du sport à la base (40,40%). **02** projets ont des taux physiques non disponibles. 06 projets ont des taux compris strictement entres 0% et 25% et 02 projets ont des taux strictement compris entre 25% et 50%.

IV.2.11- Ministère de l'Eau et des Mines (MEM)

Au total, **16** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est de **63,78%** au 31 décembre 2018. Au nombre des 16 projets/programmes, **04** projets ont enregistré des taux d'exécution physique compris entre 75% et 100%, **03** projets entre 50% et 75%, **07** projets entre 25% et 50% et **02** projets entre 0% et 25%.

IV.2.12- Présidence de la République (PR)

Au total, **02** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est de **37,58%** au 31 décembre 2018. Aucun des 02 projets/programmes n'a atteint un taux d'exécution physique de 50%. La meilleure performance est enregistrée par le programme Multisectoriel d'Alimentation de Santé et de Nutrition (**PMASN**) (**48,95%**) et le second Programme de construction, de réhabilitation et d'équipements des infrastructures de la Présidence et structures rattachées a enregistré un taux physique de **20,53%**.

IV.2.13- Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication (MENC)

Au total, **11** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est de **31,96%** au 31 décembre 2018. Sur les 11 projets, seulement 08 projets ont réellement démarré. Seuls 02 projets ont enregistré des taux compris entre 50% et 75%. Il s'agit du Projet de Passage de la Radiodiffusions Analogique à la Radiodiffusion Numérique (57,88%) et du Projet de Télévision Numérique Terrestre (65%). Cinq (**05**) projets présentent des taux strictement supérieurs à 0% et strictement inférieurs à 25%, 01 projet a enregistré un taux compris entre 25% et 50%. Les **03** projets "Appui à la Modernisation et au Renforcement Structurel des Radios Locales du Bénin", "e-agriculture" et "Achèvement et Equipement des constructions du MENC" n'ont pas démarré en 2018 car la moindre tâche n'a été exécutée sur ces projets, par conséquent leurs taux sont nuls (0%).

IV.2.14- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

Au total, **05** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est **50,45%** au 31 décembre 2018. Deux (**02**) des cinq (05) projets/programmes ont pu enregistrer des taux d'exécution physique compris entre 25% et 50% et trois (**03**) ont des taux entre 50% et 75%. La meilleure performance est enregistrée par le Projet d'appui à l'accroissement des recettes intérieures du Bénin avec **70,79%**.

IV.2.15- Ministère l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)

Au total, **24** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est **62,62%** au 31 décembre 2018. Deux (**02**) projets/programmes ont enregistré les meilleures performances. Il s'agit du Projet pour la Sécurité Alimentaire et le Renforcement de la Résilience (PROSAR) avec 100% et de FADeC-Investissement avec 100%. Ils sont suivis respectivement de 04 projets dont les taux sont strictement compris entre 75% et 100%. Il s'agit du Projet de protection et réhabilitation des Sols pour améliorer la sécurité alimentaire (PROSOL) avec 91,47%, du Projet de Développement de l'Agrobusiness au Bénin (PDAB) avec 76,05%, du Projet d'Appui aux Filières Lait et Viande (PAFILAV) avec 76% et du Programme de Promotion de l'Agriculture (ProAgri) avec 75,30%. 12 projets ont des taux compris 50% et 75%. 05 projets ont des taux strictement compris entre 25% et 50% et 01 projet a eu un taux strictement inférieur à 25%. Il s'agit du Projet d'Appui à l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (PA-AMAB) avec 19,14%.

IV.2.16- Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL)

Au total, **05** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est **88,39%** au 31 décembre 2018. Aucun des 05 projets/programmes n'a pu enregistrer un taux physique de 100%. **02** projets ont présenté des taux d'exécution physique strictement supérieurs à 75% et inférieurs à 100%. Il s'agit du Fonds d'appui au développement des COMMUNES (FADeC - Investissement) avec **92,40%** et le Programme de construction, de réhabilitation et d'équipement des infrastructures au niveau central et des préfectures avec **77,80%**. Un (**01**) Projet a enregistré un taux compris entre 50% et 75% et deux (**02**) entre 25% et 50%.

IV.2.17- Ministère de de l'Industrie et du Commerce (MIC)

Au total, **02** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Au 31 décembre 2018 le taux d'exécution physique est de **43,75%**. Aucun des deux projets n'a pu obtenir le taux d'exécution physique 100% attendu au 31 décembre 2018. Le Programme de Renforcement des Capacités Productives et commerciales a atteint 68,40% et le Programme de Renforcement des Capacités d'Investissements Publics des Agences du MIC, 30%.

IV.2.18- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (MISP)

Au total, **07** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est de **50,9%** au 31 décembre 2018. Seul le Programme de gestion intégrée des espaces frontaliers a enregistré la meilleure performance avec un taux d'exécution physique de 100% au quatrième trimestre de 2018. Il est suivi du Programme de Réduction de la Demande et de l'Offre Illicite de Substances Psychotropes (**68,89%**), du Programme de création et gestion du registre de population avec **52,05%** et du Projet d'opérationnalisation de la police républicaine (**51,56%**). Il est aussi suivi respectivement du Programme de prévention et de gestion des risques et catastrophes (**44,25%**), du Programme de construction et d'équipement des infrastructures au profit des forces de sécurité publique et des sapeurs-pompier avec **30,73%** et du Programme d'équipement au profit des forces de sécurité publique pour lutter contre le grand banditisme, le terrorisme et la radicalisation avec **08,84%**.

IV.2.19- Ministère de la Défense Nationale (MDN)

Au total, **05** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est de **71,84%** au 31 décembre 2018. Sur les **05** projets, 02 ont enregistré des taux compris entre 75% et 100% dont le Projet de Renforcement de la Défense Opérationnelle du Territoire (PRDOT) a enregistré un taux de 100%. 02 projets ont eu des taux compris entre 50% et 75% et 01 projet a enregistré un taux strictement inférieur à 50%.

IV.2.20- Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)

Au total, **26** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est de **63,00%** à fin décembre 2018. Sur les 26 projets, **01 projet a un taux nul (0%)**. **Il s'agit de l'Aménagement du camp Guézo pour en faire un centre d'affaires de référence**. **03** projets présentent des taux strictement supérieurs à 0% et strictement inférieurs à 25%, **03** projets ont des taux compris entre 25% et 50%, **09** projets ont enregistré des taux compris entre 50% et 75% et **10** projets des taux compris entre 75% et 100% dont 01 a enregistré un taux de 100%. Il s'agit du programme de développement de l'infrastructure géographique de base et du cadastre.

IV.2.21- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)

Au total, **08** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est **indisponible** à fin décembre 2018. Sur les 08 projets, **03** présentent des taux strictement supérieurs à 0% et strictement inférieurs à 25%, **03** projets ont des taux compris entre 25% et 50% et **02** projets présentent des taux **non disponibles**. La meilleure performance est enregistrée par le projet de construction Et D'équipement Des Infrastructures Administratives Et Pédagogique du MESRS avec **45,47%**.

IV.2.22- Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance (MASMF)

Au total, **03** projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2018. Le taux d'exécution physique est de **72,29%** à fin décembre 2018. Tous les 03 projets présentent des taux strictement inférieurs à **100%**. La meilleure performance est enregistrée par le Projet d'Autonomisation Économique des Femmes et de Promotion du Genre (PAEF-PG) avec **77,66%**. Il est suivi du Programme de Protection des Couches Vulnérables (PPCV) avec **70,63%**. Le Programme de Renforcement des Capacités du MASM (PRC-MASM) a quant à lui a enregistré un taux physique faible de **68,06%**.

IV.2.23- Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE)

Ce ministère présente un taux d'exécution physique de **64,33%** au 31 décembre 2018 et comporte **02** projets au PIP gestion 2018. Parmi les 02 projets, le Projet Emploi Jeunes (PEJ) a enregistré un taux d'exécution physique de **88,20%** et celui du Programme de Renforcement des Capacités d'Investissements Publics des Agences du MPMEPE un taux d'exécution physique de **40,45%**.

IV-3 Bilan par projet/programme

Au 31 décembre 2018, les taux d'exécution physique observés pour tous les projets peuvent être classés en deux grands groupes à savoir : le premier regroupe ceux dont les taux d'exécution physiques (TEP) sont rendus disponibles (**220**) et le second ceux dont les taux sont inconnus (**05**).

Le premier groupe, celui des projets à TEP disponible est scindé en cinq (05) sous-groupes comme suit :

IV.3.1. Projets à taux d'exécution physique nuls (0%)

Huit (08) projets ont enregistré un taux nul et correspond à **3,56%** de l'ensemble des projets. Ces projets sont inscrits dans le portefeuille actif de 03 ministères que sont : MS (04), MENC (03) et MCVDD (01).

IV.3.2. Projets à taux d'exécution physique compris entre 0% et 25%

Au nombre de **31**, ils correspondent à **13,78%** de l'ensemble dont le TEP au sens strict est compris entre 0% et 25%. Ils sont répertoriés dans 12 ministères que sont : (MTCS (06), MENC (05), MS (03), MCVDD (03), MESRS (03), MIT (02), MESTFP (02), MEM (02), MPD (01), MEMP (01), MAEP (01) et MISP (01) et la Présidence de la République PR (01).

IV.3.3. Projets à taux supérieur ou égal à 25% et strictement inférieurs à 50%

Ils représentent **23,11%** de l'ensemble des projets, soit **52** projets. Ils sont dénombrés dans 18 ministères ((MEM (07), MIT (05), MAEP (05), ME (04), MS (04), MESTFP (03), MCVDD (03), MESRS (03), MDGL (02), MJL (03), MEF (02), MTCS (02), MISP (02), MAEC (02), MDN (01), MENC (01), MPMEPE (01), MIC (01) et la Présidence de la République (01).

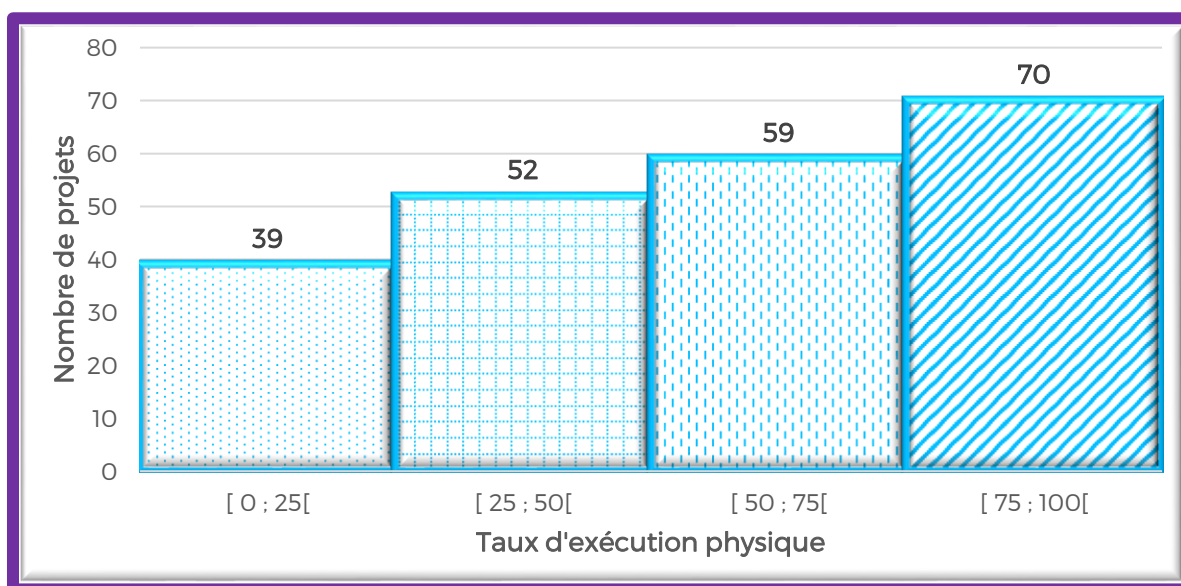
IV.3.4. Projets à taux supérieurs à 50% et strictement inférieurs à 75%

Ils sont au nombre de **59** et représentent **26,22%** de l'ensemble des projets inscrits. Ils se situent au niveau de 17 ministères à savoir : MAEP (12), MCVDD (09), MIT (05), ME (05), MS (04), MEM (03), MEF (03), MISP (03), MESTFP (02), MJL (02), MDN (02), MENC (02), MASM (02), MAEC (02), MDGL (01) MIC (01) et MPD (01).

IV.3.5. Projets à taux supérieurs à 75% et inférieurs ou égaux à 100%

Ils sont au nombre de **70** et représentent **31,11%** de l'ensemble des projets inscrits. Ils sont dénombrés dans 13 ministères que sont : MIT (16), MCVDD (10), MS (10), ME (09), MAEP (06), MPD (04), MEM (04), MDGL (02), MEMP (02), MDN (02), MTFP (02), MISP (01), MASM (01) et MPMEPE (01).

Graphique 17 : Histogramme des taux d'exécution physique disponibles des projets.



Source : DGPSIP/MPD, 2019

NB : Les TEP de cinq (5) projets ne sont pas disponibles. Ils ne sont pas pris en compte dans le graphique 17.

Le dernier groupe concerne les projets dont les taux d'exécution physique ne sont pas disponibles.

IV.3.6. Non disponibilité de taux

Cinq (05) projets sont concernés et représentent **2,22%** de l'ensemble des projets inscrits au PIP. Ils sont répertoriés dans trois (03) ministères que sont : MESRS (02), MTCS (02) et MESTFP (01).

V. DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS

V.1- Difficultés

Les difficultés rencontrées sont de deux ordres : celles liées à l'exécution du PIP et celles relatives à l'élaboration du rapport d'avancement.

Difficultés liées à l'exécution du PIP :

- le retard dans la mise en œuvre effective des PTA ;
- la mise en place tardive des Unités de Gestion des Projets ;
- le non chargement des lignes de crédits ;

Difficultés liées à l'élaboration du présent rapport :

- la transmission tardive à la DGPSIP des rapports d'exécution des projets programmes des ministères ;
- l'incomplétude des informations transmises : certains rapports exploités n'indiquent pas le taux d'exécution physique des projets et programmes suivant le canevas transmis ;
- le retard dans la mise à disposition des informations sur les Ressources Extérieures.

V.1.1- Difficultés d'ordre général

Elles sont, entre autres, liées à :

- la transmission tardive aux DPP des informations requises pour la production des rapports périodiques ;
- la non appropriation de la grille de pondération des tâches retenues, du Plan de Travail Annuel des projets et de l'état d'exécution des dépenses par Ministère et par nature économique du SIGFiP au niveau des Coordonnateurs des projets. Cette situation handicape l'appréciation et l'analyse du niveau d'exécution physique et financière des Sous Programmes et des activités sous-jacentes ;
- le manque d'anticipation des gestionnaires de crédit ;
- l'indisponibilité des informations sur l'exécution des ressources extérieures ;
- l'incomplétude des informations transmises : certains rapports exploités n'indiquent pas le taux d'exécution physique des projets et programmes suivant le canevas transmis ;
- la faible capacité technique des unités de gestion des projets et de certains coordonnateurs de projets dans le domaine de la gestion et du suivi - évaluation de projet ;
- non démarrage desancements des appels d'offre des grands chantiers de construction inscrits ;
- non chargement des crédits votés dans le SIGFiP.

V.1.2- Difficultés spécifiques

MDN

- insuffisance de ressources financières due au paiement des acomptes sur la contrepartie béninoise dans le cadre du contrat de marché relatif à la construction et l'équipement de la caserne d'Allada ;
- dépassement du crédit initial dû à l'acquittement de certaines prestations de service (avance de démarrage de la caserne d'Allada, équipements au profit de la Police Républicaine et des FAB) ;
- retard dans l'exécution des travaux..

MEF

- transmission tardive à la DPP des informations requises pour la production des rapports d'avancement : la non disponibilité à temps des informations rend difficile l'élaboration à bonne date des rapports ;
- indisponibilité des informations sur l'exécution des ressources extérieures ;
- incomplétude des informations transmises : certains rapports exploités n'indiquent pas le taux d'exécution physique des projets et programmes suivant le canevas transmis
- fermeture du SIGFiP qui bloque l'exécution des projets ;
- retard dans la résolution du problème de la gestion des crédits inscrits en "Transferts en capital" dans le PIP du MEF ;
- faible capacité technique des unités de gestion des projets et de certains coordonnateurs de projets dans le domaine de la gestion et du suivi-évaluation de projet.

Les projets ci-après connaissent également quelques difficultés dans leur mise en œuvre :

Projet de construction des bâtiments des régies financières de l'Etat :

- travaux de construction de la RP de Houéyogbé peinent à évoluer depuis son démarrage en 2014. Le chantier est à l'arrêt en dépit du paiement du décompte relatif à l'attachement n°02 et les nombreuses relances.
- commencés depuis 2015, les travaux de construction de la RFA peinent à s'achever. Le TEP est estimé au dernier attachement effectué en 2018 à 17% trois ans après le démarrage.
- travaux de construction du Centre des Impôts des Petites Entreprises d'Azovè qui ont démarré depuis 2013 sont à l'arrêt depuis deux (02) ans malgré les multiples relances et les mises en demeure adressées à l'entreprise.

Projet de construction du Bâtiment des Archives et du Centre de Formation Professionnelle de l'ACF :

- avance de démarrage a été payée à toutes les entreprises qui doivent intervenir sur ce chantier au cours de l'année 2015. Actuellement, l'entreprise en charge des gros œuvres a arrêté les travaux, son décompte est en instance de paiement au Trésor.

MS

- non chargement des lignes sur le SIGFiP ;
- retard dans la parution à bonne date des rapports ;
- non maîtrise par certains coordonnateurs de la méthode de calcul des TEP.

MTCS

- inaccessibilité à la plateforme SIGFiP ;
- non disponibilité des ressources.

MESTFP

- suppression des lignes 61 et 62 du budget des projets a rendu difficile leur mise en œuvre diligente. Toute les Unités de gestion de projets sont confrontées au problème de suivi des chantiers faute de ressources. L'insuffisance de la dotation de 2018 a entraîné la non prise en compte de beaucoup de chantiers ouverts en 2017 ;
- remplacement des unités de coordination des projets ressources intérieures par des points focaux sans ligne de fonctionnement ;
- régulation du SIGFiP qui ne facilite pas toujours les disponibilités financières ;
- tardive opérationnalisation de l'Agence de Construction des Infrastructures du Secteur de l'Education (ACISE) n'a pas permis la consommation des ressources positionnées sur la ligne 27 au titre des nouvelles constructions ;
- lourdeur et le retard dans la passation des marchés.

MENC

- non validation de l'accord-cadre avec l'UNESCO a entraîné la suspension de l'exécution du projet "Appui à la Modernisation et au Renforcement Structurel des Radios Rurales et Locales";
- non mobilisation des ressources pour le projet e-agriculture a induit sa non-exécution ;
- retard dans la nomination du DAF de l'ADN a induit le retard dans le transfert des ressources aux agences ;
- insuffisance de maturité de certaines activités programmées dans le PTA des projets phares a induit leur non-exécution ;
- insuffisance de maîtrise des besoins dans le cadre de la mise en œuvre du projet TNT amène à des demandes de révision de PTA du projet de passage de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique qui supporte le projet TNT pour des interventions spécifiques entraînant l'abandon de la mise en œuvre des activités effectivement programmées dans le PTA 2018 ; le temps de réajustement du PTA du projet et de sa validation induit des retards non négligeables sur son exécution.

MJL

- fermeture continue du SIGFIP au cours du second trimestre des différentes lignes budgétaires et par l'apurement des dettes (83,18% des 836 615 429 FCFA programmés sur PIP au titre de l'année 2018);
- faible taux d'exécution physique affecte négativement les différents niveaux atteints par les différents indicateurs.

MISP

- omission de certaines dettes voire leur mauvaise orientation ;
- non chargement de certaines lignes budgétaires dans le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques(SIGFIP).

MCVDD

- suppression des lignes Appui-Conseil aux Communes et indisponibilité de crédits dans le PTA réaménagé pour financer les activités des DDCVDD ;
- défaillance dans le fonctionnement du dispositif de suivi-évaluation et de passation des marchés publics du Ministère.
- retour des mandats ordonnancés en 2017 du Trésor ayant entraîné des réallocations de crédits,
- insuffisance de la dotation budgétaire par rapport au paiement de la contrepartie béninoise relative aux projets en mode PPP, aux dettes et nouveaux besoins liés aux interventions du Programme Habitat;
- retard dans l'obtention des Avis de Non Objection de la part des partenaires au développement du secteur.

MTFP

- démarrage tardif des activités des projets à cause de l'examen des PTA par le BAI ;
- non ouverture en permanence du SIGFIP ;
- lenteur dans la livraison de certains travaux.

MDGL

- accès difficile au SIGFIP.

MAEC

- non opérationnalisation du nouveau code et des organes de passation des marchés publics du Ministère qui n'a pas favorisé l'exécution des activités à forte incidence financière ;
- fermeture récurrente des lignes budgétaires qui retarde les engagements de dépenses pour la mise en œuvre des activités ;
- lenteur dans le traitement des dossiers aussi bien au niveau des gestionnaires de crédits que des services financiers de la DAF.

MIC

- modalité d'exécution des crédits de la ligne budgétaire « Transferts en capital » mise en place sur recommandation de la Direction Générale du Budget pour la prise en compte des dépenses d'investissements des Agences ;
- inexistence de régisseur pour les projets.

MESRS

- mesures de régulation prolongées du SIGFIP ;
- Insuffisance de crédits pour l'engagement et la signature des contrats ;
- lenteur dans la procédure des avis de non objection des partenaires (BADEA et FSD) ;
- lenteur dans la procédure de passation des marchés publics.

MIT

- défaut d'organisation de certaines entreprises engendrant des retards énormes dans l'exécution des travaux ;
- indisponibilité de ressources financières pour lancer l'exécution des travaux de certains axes importants définis dans le PAG ;
- inexistence d'une politique nationale de maintien en bon état de service du patrimoine routier et lenteur dans les prises de décision relative à la maintenance des infrastructures routières existantes conduisent à la multiplication des dégradations précoces des routes. Aucun contrat d'entretien courant mécanisé et d'entretien périodique n'a été signé à ce jour ;
- amplification de façon exponentielle des dégradations sur le réseau routier existant entraînant l'impraticabilité de certaines sections de route.

MPD

- retard occasionné par la restructuration du PARASEP ;
- instabilité politique persistante de la commune de Bonou qui a impacté négativement le processus de l'appropriation locale du PCM ;
- retard dans la transmission à la Coordinatrice du PCREBR, des dossiers d'apurement de dettes sur les projets sortis du portefeuille PIP du Ministère ;
- faible chargement des lignes de crédits au cours de l'année 2018 ;
- non disponibilité à temps des ressources de la contrepartie nationale.

ME

- nomination tardive des coordonnateurs de projets ;
- non disponibilité de crédit sur le SIGFIP pour l'exécution des tâches financées par le Budget National;
- lourdeur des procédures de passation des marchés ;
- retard dans la mise à disposition des crédits de contrepartie ;

- difficulté de consommation des ressources de la contrepartie nationale de certains projets.

PR

- aucune difficulté n'a été signalée.

MEM

- transmission tardive à la DPP des informations requises pour la production des rapports périodiques et annuels ;
- retard dans la mise en œuvre effective des PTA ;
- non chargement à temps des lignes de crédits ;
- incomplétude des informations transmises à la DPP : certains bilans des structures exploités n'indiquent pas le taux d'exécution physique des projets et programmes suivant le canevas transmis ;
- indisponibilité des informations sur l'exécution des ressources extérieures ;
- non appropriation de la grille de pondération des tâches retenues, du PTA et de l'état d'exécution des dépenses par Ministère et par nature économique du SIGFiP au niveau des Coordonnateurs des projets et programmes. Cette situation handicape l'appréciation et l'analyse du niveau d'exécution physique et financière des Sous Programmes et des activités sous-jacentes ;
- faible animation du cadre de gestion de la performance du Ministre ;
- projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Parakou et environs : Il s'agit notamment du retard de quatre (04) mois dans l'exécution des travaux de renforcement des équipements électromécaniques et électriques, de pose de conduites et de réalisation des travaux de Génie Civil par les entreprises ;
- projet d'approvisionnement en Eau Potable en milieu Rural et d'Assainissement des eaux usées Urbaines (PEPRAU) ;
 - faiblesse institutionnelle des antennes thématiques qui sont des structures publiques (MCVDD, DNSP, SONEB, DG Eau) responsables des aspects techniques sur lesquels la Coordination fiduciaire du PEPRAU assure l'exécution des activités.
 - longue période de restructuration (plus de 12 mois).
 - PPM a été revue à plusieurs reprises au cours de l'année fiscale. Le Plan initial prévoyait plus de 60 marchés à passer en 18 mois en inadéquation avec les ressources humaines disponibles
 - faible qualité des études existantes pour la réalisation des SAEP
 - insuffisance des ressources humaines à la Direction de la Passation des Marchés
- programme OMIDELTA, CAA, Guichet Acteurs Etatiques :

- signature tardive de l'accord de rétrocession des fonds du don néerlandais intervenue le 19 juillet 2018 ouvrant la voie aux engagements et décaissements par l'Agence sur ce financement ;
- lancement du marché de travaux des systèmes d'adduction d'eau multi-village n'a pas été fait dans les délais initialement prévus du fait de la reprise des études techniques actuellement en cours d'achèvement.
- projet d'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau potable dans 69 villages :
 - complexité des procédures du bailleur EXIMBANK INDE (Accord en vigueur et en léthargie depuis septembre 2013) ;
 - pré qualification des entreprises indienne a été faite en liaison avec EXIM BANK INDE avec notification à l'ANAEMPR juin 2018 des entreprises pré qualifiées. Le processus d'appel d'offres proprement dit suit son cours normal et la date limite de dépôt des offres est fixée au 07 février 2019.

MPMEPE

- non positionnement du premier quart du budget pour le démarrage des activités du PTA ;
- retard dans le décaissement des fonds du projet dû à l'arrangement financier essentiellement basé sur le système national d'exécution des dépenses publiques ;
- faible compréhension de l'arrangement financier du projet et du mécanisme de décaissement par les acteurs de la chaîne de dépenses publiques.

MAEP

- lenteur dans l'étude et la signature des projets de contrat transmis au Ministère (6 contrats signés sur 16 soumis au cours de l'année;
- annulation de 100 millions de crédit sur la dotation initiale de 2018 par arrêté N°1820/MEF/CAB/SGM/ DGB/DPSELF/SPB/DAE/214 SGG18 du 18 juin 2018 au profit du PAIA-VO ; lourdeur des procédures administratives qui a ralenti, voir empêché l'exécution de certaines activités notamment celles devant être financée sur le Budget National 2018. En effet, le ProAgri-3 n'a pu consommer que 0,57% du montant total de 500.000.000 FCFA alloué au projet sur le Budget National 2018 ;
- premier décaissement du prêt BOAD n'est pas encore effectué. Ce qui retarde certaines activités ;
- suspension des activités portées par les structures liquidées (CARDER, SONAPRA, CAIA, ONASA, APAH);
- non mobilisation des ressources de la contrepartie pour : (i) l'organisation des sessions statutaires des organes d'orientation et de suivi du projet et (ii) l'appui en matériel agricoles, en intrants aux producteurs ;
- retard dans l'exécution des contrats de marché par les prestataires ;

- problème foncier sur les sites devant abriter les infrastructures et aménagement qui empêche la libération desdits sites pour les travaux ; retard dans l'identification et la mise à disposition des sites par les élus communaux ;
- processus de recrutement de l'Ingénieur Conseil toujours en cours. Après son installation, il lui faudra quelques mois avant que les DAO ne soient lancés pour recruter les entreprises devant réaliser les travaux d'aménagement. Ainsi, le démarrage des travaux ne pourra être effectif qu'à partir d'août 2018 pour des délais d'exécution allant de 3 à 8 mois secs. En conséquence, les résultats physiques dans les zones d'intervention du projet n'interviendront qu'à partir d'octobre 2018.

MEMP

Projet de Développement de l'Education de Base Phase IV (Projet BID IV)

- retard de mise à disposition des fonds de contreparties ;
- problème rencontrés avec les prestations initialement dévolues à l'UNESCO du fait de la suppression du département retenu pour la mise en place du SIGE-infrastructures ;
- lenteur dans les avis de non objection au niveau de la BID ;
- évaluation des offres relatives aux constructions a généré un déficit de l'ordre de 3,633 milliards que demande au gouvernement béninois de mobiliser conformément aux dispositions de l'article 8, alinéa 14 de l'accord de prêt. Une communication a été introduite en conseil des ministres à cet effet.

Programme de Construction et d'Equipement d'Ecoles Primaires au Bénin (Japon VI) (Pas inscrit au PIP 2018)

- retard observé dans le processus de signature de l'arrangement bancaire ayant conduit au décalage de plus de 2 mois, du calendrier de mise en œuvre du projet ;
- occupation de certains sites d'écoles cibles par des populations ;
- implantation de nouvelles infrastructures scolaires par des communes et des ONG sur les sites retenus par le projet.

MASM

- non-paiement de l'ensemble des dettes et décomptes de l'Ex Programme de Construction et d'Équipement des Centres de Promotion Sociale et du volet construction du Programme de Protection des Couches Vulnérables ;
- retard dans le chargement des crédits est parfois constaté.

V.2- Principales recommandations

Pour une exécution efficace et efficiente des projets et programmes, il apparaît nécessaire que toutes les structures (ministères et institutions de l'Etat) mettent en œuvre les dispositions ci-après :

- assurer le suivi régulier et rigoureux du PTA ;
- veiller à la mise en place des Unités de Gestion des Projets/Programmes dégagées de toutes autres obligations, en vue d'améliorer le niveau de performance des projets et

programmes du PIP ; produire et transmettre à temps les rapports périodiques d'avancement du PIP au Ministère du Plan et du Développement.

Par ailleurs, les recommandations ci-après ont été formulées à l'endroit des structures centrales et des ministères sectoriels en vue de corriger les insuffisances liées à la mise en œuvre des projets.

Au niveau des structures centrales :

Elles concernent quatre niveaux.

A l'endroit de toutes les structures (ministères et institutions de l'Etat)

- assurer le suivi régulier et rigoureux du PTA ;
- veiller à la mise en place dans la 1^{ère} quinzaine du mois de janvier au bon fonctionnement des Unités de Gestion des Projets/Programmes ;
- produire et transmettre, à temps, les rapports périodiques d'avancement du PIP au MPD.

A l'endroit du Ministère du Plan et du Développement

- renforcer la capacité des ministères sur la méthodologie harmonisée du calcul du TEP ;
- veiller à la mise en place d'une plateforme intégrée de suivi des projets ;
- renforcer les capacités des acteurs en planification, programmation, suivi et évaluation des projets ;
- tenir l'atelier de formation/assistance des coordonnateurs de projets sur les exigences de la LOLF et le système d'informations sur les projets ;
- accélérer les travaux de réalisation de la plateforme du suivi des projets de développement.

A l'endroit du Ministère de l'Economie et des Finances

- veiller à l'ouverture de la plateforme SIGFIP tout en maintenant les lignes de crédits chargées à hauteur des attentes ;
- assurer un suivi régulier de l'exécution du Plan de Passation des Marchés ;
- veiller au décaissement de tous les montants ordonnancés pour éviter les imputations des montants engagés en année n à l'année n+1.
- rentrer en pourparlers avec les banques des entreprises dont les chantiers sont à l'arrêt soit, pour envisager l'exécution en régie contrôlée par la banque, soit faire exécuter la garantie et enclencher la procédure de résiliation pour les chantiers qui sont à leur début ;
- réaliser l'évaluation d'impact/finale des projets sortis et à mi-parcours des projets de plus de 10 ans dans le portefeuille en vue de prendre une décision ;
- donner la priorité au paiement des DENO avant tout nouvel engagement pour la gestion 2018 ;
- de faciliter le paiement des décomptes aux prestataires.

Au niveau des ministères sectoriels

- instruire les DPP pour le dépôt des rapports de synthèse au plus tard 15 jours après la fin du trimestre échu;
- prendre des dispositions idoines pour faciliter la consommation des crédits dès sa mise en place par les coordonnateurs de projets ;
- assurer une formation sur la gestion des projets PIP au profit des coordonnateurs de projets et de leurs collaborateurs ;
- sensibiliser les acteurs à tous les niveaux pour un traitement rapide et diligent des dossiers tant technique que financier ;
- allouer aux projets des dotations nécessaires pour l'atteinte des objectifs ;
- renforcer les capacités en matière d'appropriation des procédures et méthodes de gestion des finances publiques et des ressources provenant des PTF ;
- veiller au délai contractuel pour l'achèvement des travaux afin que les entreprises puissent rentrer dans leur fonds ;
- élaborer un manuel de procédures en matière d'exécution des dépenses ;
- plaider au niveau du trésor pour le paiement à temps aux entrepreneurs ;
- traiter les dossiers financiers dans les délais requis ;
- transmettre dans les délais requis, des dossiers de mandatement à la DGTCP ;
- renforcer les capacités des gestionnaires de crédit et des points focaux.

CONCLUSION

Le portefeuille actif de l'Etat, gestion 2018, comprend **225** projets et programmes dont **32** nouveaux. Il est évalué à **469,03** milliards FCFA.

Au 31 décembre 2018, l'exécution financière révèle que :

- **378,063** milliards FCFA ont été engagés, soit un taux de réalisation financière de **80,61%** ;
- **336,201** milliards FCFA ont été ordonnancés ; ce montant correspond à un taux de **71,68%**.

Il s'ensuit un écart de **8,93 points** entre les niveaux d'engagement et d'ordonnancement.

En glissement annuel, il est constaté une hausse financière base d'engagement de **36,44 points** de même qu'une hausse base d'ordonnancement de **38,97 points**.

Par rapport aux axes du PAG, au 31 décembre 2018, l'axe 6 « **Renforcement des services sociaux de base et protection sociale** » a enregistré la meilleure performance avec un taux base ordonnancement, de **117,59%** correspondant, en terme nominal, à **34,608 milliards** FCFA.

Par secteur d'activité, le niveau d'exécution du PIP au 31 décembre 2018 montre que les montants ordonnancés positionnent le secteur "**Administration**" en première place avec un taux d'ordonnancement de **99,61%** pour un montant de **53,952 milliards** FCFA.

En termes de ressource hors cadrage, **30,282 milliards** FCFA ont été ordonnancés. La répartition globale, par source de financement, des dépenses supplémentaires d'investissement est de **26,916 milliards** FCFA pour le Budget National, **1,751 milliards** FCFA pour les Dons et **1,615 milliards** FCFA pour les Prêts. Ces dépenses ont été enregistrées sur **quinze (15) projets**. La prise en compte des ordonnancements effectués sur les ressources extérieures mobilisées hors cadrage fait passer le niveau nominal des réalisations financières de **157,489** milliards FCFA à **160,855** milliards FCFA. De même, la prise en compte des ordonnancements effectués en hors cadrage sur budget national (ressources intérieures) fait passer le niveau nominal des réalisations financières de **178,712** milliards FCFA à **205,628** milliards FCFA.

Sur les **225** projets et programmes du portefeuille, (i) **39** projets (17,33%) ont obtenu des taux d'exécution physique strictement inférieurs à 25% ; (ii) **181** projets (80,44%) ont affiché des taux supérieurs ou égaux à 25% et (iii) **5** autres projets (2,22%) n'ont pas rendu disponibles leurs taux d'exécution physique.

Par ailleurs, plusieurs interventions non programmées ont fait l'objet de dépenses d'investissement. Au titre de ces ressources, **342,451 milliards** FCFA ont été ordonnancés pour les **projets hors PIP**. La répartition, par source de financement, des dépenses supplémentaires d'investissement est de **38,509 milliards** FCFA pour le Budget National, **19,656 milliards** FCFA pour les Dons et **284,286 milliards** FCFA pour les Prêts. Ces dépenses ont été enregistrées sur **cinquante (50) projets hors PIP**. Ces cinquante (50) projets sont répartis au niveau des **douze (12) ministères**. Confère les détails en annexes.

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau récapitulatif des taux de l'exécution financière et physique du PIP de la Présidence de la République et des ministères au 31/12/18

Tableau récapitulatif des taux de l'exécution financière et physique du PIP par ministère et la Présidence de la République au 31/12/18

N° D'ORDRE	INSTITUTIONS / MINISTERES	PREVISIONS 2018 EN MILLIERS DE FCFA	ENGAGEMENTS	TAUX ENG. (%)	ORDONNANCEMENTS	TAUX ORD. (%)	TEP (%)
1	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE (PR)	4 024 000,00	6 221 558,05	154,61	6 209 277,99	154,31	37,58
2	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE (MDN)	9 000 000,00	22 502 752,53	250,03	21 976 893,25	244,19	71,84
3	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	4 687 000,00	1 150 607,50	24,55	886 347,65	18,91	50,45
4	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION (MJL)	3 477 000,00	2 747 996,53	79,04	2 132 778,26	61,34	46,98
5	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE MTFP)	494 000,00	478 700,14	96,90	478 700,14	96,90	98,2
6	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION (MENC)	16 939 000,00	12 797 200,07	75,55	12 261 135,58	72,38	31,96
7	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (MIC)	1 494 000,00	781 021,23	52,28	46 976,21	3,14	43,75
8	MINISTERE DE LA SANTE (MS)	19 622 000,00	11 325 822,54	57,72	10 077 875,12	51,36	61,97
9	MINISTERE DE L'ENERGIE (ME)	52 426 000,00	56 635 634,76	108,03	51 484 010,08	98,20	79,22
10	MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES SPORTS (MTCS)	8 200 000,00	2 836 632,25	34,59	805 687,00	9,83	16,27
11	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE (MAEP)	50 530 000,00	41 263 078,36	81,66	33 301 847,69	65,91	62,62
12	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI (MPMEPE)	10 341 000,00	6 997 734,60	67,67	6 956 264,60	67,27	64,33
13	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESRS)	35 500 000,00	11 568 919,54	32,59	8 344 423,94	23,51	ND
14	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS (MIT)	91 581 000,00	37 273 561,70	40,70	29 045 828,29	31,72	74
15	MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE (MCVDD)	70 045 000,00	94 512 158,15	134,93	88 374 014,91	126,17	63
16	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MISP)	10 754 000,00	4 621 873,75	42,98	3 460 242,75	32,18	50,9
17	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE (MDGL)	29 286 000,00	28 389 330,10	96,94	27 706 018,22	94,60	88,39
18	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE (MEMP)	5 218 000,00	3 294 535,03	63,14	3 253 919,83	62,36	63
19	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE (MESTFP)	9 287 000,00	4 303 604,82	46,34	2 980 605,93	32,09	40
20	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION (MAEC)	1 970 000,00	655 594,81	33,28	404 617,70	20,54	57,22
21	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT (MPD)	10 021 000,00	7 669 954,45	76,54	7 333 710,43	73,18	81,06
22	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICROFINANCE (MASM)	1 030 000,00	1 393 888,83	135,33	1 328 911,13	129,02	72,29
23	MINISTERE DE L'EAU ET DES MINES (MEM)	23 101 000,00	18 641 082,50	80,69	17 351 051,51	75,11	63,78
TOTAL		469 027 000,00	378 063 242,24	80,61	336 201 138,22	71,68	

Source : DGPSIP sur la base des données collectées au niveau du SIGFiP, de la CAA, des ministères et de la Présidence de la République, 31 décembre 2018

Annexe 2 : Projets hors PIP ordonnancés par source de financement au
31 décembre 2018

Projets hors PIP ordonnancés par source de financement au 31 décembre 2018 (en milliers F CFA)

N° D'ORDRE	MINISTERES	INTITULE DES PROJETS		SOURCES	PROJETS		
		N°	INTITULE		Budget National	PRÊTS	DONS
1	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)	1	FI-Agri III	KFW			1 506 585,298
		2	TAZCO	AFD		0	123 032,926
		3	Projet d'Appui au Développement des Filières Protéiniques (PADeFIP)	AFD		0	196 787,100
		4	Projet d'investissement dans la résilience des zones côtières de l'Afrique de l'Ouest (Waca-ResIP) (6214)	AID		334 620,811	
		5	Programme pour la résilience des zones côtières Afrique de l'Ouest (V1160)	AID		36 940	
		6	Projet d'Appui à l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (PA-AMAB)	BN	200 000		
2	Ministère du cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)	7	Fondation des Savanes Ouest Africaine (FSOA)	KFW		0	495 332,711
		8	Ferc d'Etude et de Renforcement des Capacités (FERC)	AFD			40 497,408
		9	Programme pour la résilience des zones côtières Afrique de l'Ouest (Waca-BENIN). (AID 6214)	AID		1 020 000	
		10	Programme pour la résilience des zones côtières Afrique de l'Ouest (Waca-BENIN). (V1160)	AID		111 110,446	
		11	REPROFILAGE	BANQUE COMMERCIALE		170 548 820	
		12	ASPHALTAGE	BANQUE COMMERCIALE		52 500 000	
		13	Projet d'Aménagement et d'Assainissement dans les Villes	BN	5 500 000		
3	Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT)	14	Projet de transports Urbains à Parakou	FAD	0	799 160,292	117 309,299
		15	PFCTCAL	FAD		1 637 010,078	757 167,428
		16	Projet d'aménagement de la route Ségbana-Kandi-Frontière Nigéria	OPEP		40 244,303	
				FSD		487 487,544	
				FKDEA		207 408,800	
		17	Renforc. Infrastruct. Etéqipem. Port Autonome de Cotonou	BOAD		63 024,222	
		18	Etude du Projet de dédoublement de la route et carrefour Sèmè Porto-Novo	BOAD		101 166	
19	Appui à la Réhabilitation des Voies dans le Cadre des Festivités du 1 ^{er} Août	BN	0				

N° D'ORDRE	MINISTERES	INTITULE DES PROJETS		SOURCES	PROJETS		
		N°	INTITULE		Budget National	PRÊTS	DONS
		20	Etude Technique de Réhabilitation des Travaux de la Route Calavi-Bohicon-Dan	BN	0		
4	Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance (MDGL)	21	Financement Rural au Bénin	KFW	0		2 732 866,420
		22	Deuxième phase du projet des services Décentralisés des communes II (PSDCC) (VI160)	AID	0	475 182,331	
5	Ministère du Plan et du Développement (MPD)	23	Projet de Renforcement des Capacités Statistiques	AID			7 336,500
6	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	24	Projet d'Acquisition des Biens et d'Eq (PABE/SCRIP)	KFW	0		4 791,13
		25	Deuxième réforme fiscale et pour la croissance	AID		8 461 845,300	
		26	Programme d'Appui à la compétitivité du Bénin (PACEB)	FAD			1 734 445,422
		27	FERC	AFD			60 058,500
		28	Modernisation de l'Administration des Douanes	BN	15 709 463,649		
		29	Etude de faisabilité et expertise	BN	9 246 104,206		
7	Ministère de l'Energie (ME)	30	Projet de construction de la ligne d'interconnexion électrique 161 KV Bembéréké - Kandi-Malanville au Bénin	BOAD	0	3 463 039,468	
		31	Projet d'interconnexion Electrique 330 KV Ghana-Togo-Bénin	FAD		1 727 063,185	
		32	DEFISOL	FAD	0		1 311 914
		33	Renforcement des réseaux SBEE	AFD	0	1 407 317,657	1 407 317,657
		34	Projet de Réhabilitation du réseau électrique de la Communauté Electrique du Bénin	BEI		1 049 828,513	
		35	Programme de renforcement des Structures centrales Gouvernances (PRSCG)	KFW	0		248 164,945
8	Ministère de l'Eau et des Mines (MEM)	36	Projet de renforcement de Systèmes d'AEP de Djougou, Savè, Tchaourou et Tanguiéta	BOAD		292 638,646	
		37	Fonds de transition Eau	PAYS BAS			1 157 021,474
		38	Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable des villes de Savè, Dassa-Zoumé, Glazoué et environs	EXIMB ANK de CHINE	0	15 325 619,749	
		39	Programme d'accès universel à l'approvisionnement en eau dans les zones rurales du Bénin AQUA-VIE (6237)	AID		18 330 718,365	
		40	Programme d'accès universel à l'approvisionnement en eau dans les zones rurales du Bénin AQUA-VIE (D31607)	AID			5 405 455,192
		41	FERC	AFD			16 333,333
		42	Approvisionnement en Eau Potable en milieu Rural et Semi	BN	6 236 413		

N° D'ORDRE	MINISTERES	INTITULE DES PROJETS		SOURCES	PROJETS		
		N°	INTITULE		Budget National	PRÊTS	DONS
			Urbain (AEP-MRSU): Niveau Central				
		43	Projet de Renforcement d'alim en Eau Potable des Villes Svè-Dassa-Zoumé- Glazoué et environ	BN	0		
9	Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication (MENC)	44	PDI2T (Equipements des sous repartiteurs des clients et Best)	CHINE		5 091 742,707	
		45	Bénin Solutions numériques pour le développement durable (VI370)	AID		350 000	
10	Ministère de la Santé (MS)	46	Programme d'Appui Santé Maternelle Infantile (PASMI)	AFD	0		2 333 674,665
		47	Projet de construction de l'hôpital de zone d'Allada	BN	814 839,940		
11	Ministère du Tourisme, de la Culture et des Sports (MTCS)	47	Projet de Compétitivité du Tourisme transfrontalier (PCTT)	AID	0	423 993,576	
12	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP)	48	Programme de construction et d'équipement d'écoles primaires au Bénin (Japon 6)	BN	42 720,522		
		49	Programme spécial de construction, de réhabilitation et d'équipement des infrastructures scolaire des zones	BN	491 101,109		
		50	Programme de Construction, de réhabilitation, d'Equipement et de viabilisation des Ecoles Normales, d'instituteurs et des circonscriptions	BN	268 721,659		
TOTAL					38 509 364,085	284 285 981,993	19 656 091,991
TOTAL GLOBAL HOR PIP					342 451 438,069		

Source : DGPSIP sur la base des données collectées au niveau de la CAA, du SIGFIP et ministères au 31 décembre 2018.

Annexe 3 : Point des réalisations physiques de la Présidence de la République et des ministères

Point des réalisations physiques de la Présidence de la République et des ministères

Ministère de la Défense Nationale (MDN)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MDN est de **71,84%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Projet de renforcement de la défense opérationnelle du territoire (PRDOT) : 100%

- achat de biens et services du projet du renforcement défense opérationnelle du territoire (PRDOT).

Projet de Réhabilitation, de Construction et d'Equipement d'Infrastructures au Profit de l'Administration Centrale du MDN (PRCIAC) : 34,56%

- achat de biens et services ;
- acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles ;
- acquisitions constructions et grosses réparation de matériels et de meubles.

Projet de Réhabilitation, de Construction et d'Equipement d'Infrastructures au Profit de l'Etat-Major Général et des Structures Sous Tutelle (PRCIEMG) : 72,15%

- achat de biens et services ;
- acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles ;
- acquisitions constructions et grosses réparation de matériels et de meubles.

Projet de Réhabilitation, de Construction et d'Equipement d'Infrastructures au Profit des Forces (PRCIF) : 62,37%

- achat de biens et services ;
- acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles ;
- acquisitions constructions et grosses réparation de matériels et de meubles.

Projet de Renforcement des Capacités Opérationnelles des Forces Armées Béninoises (PRCO) : 95,14%

- achat de biens et services ;
- acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles.

Ministère de la Justice et de la Législation (MJL)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MJL est de **46,98%**. Il faut noter que le projet d'appui à la justice financé uniquement sur ressource extérieur n'a pas été pris en compte dans le calcul de ce taux. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Projet de Modernisation des Services Judiciaires : 27,64%

- fonds sont constitués pour l'achat de carburant au titre du premier et deuxième trimestre 2018 et paiement des frais de missions ;
- missions de suivi sont effectuées et les frais de mission payés;
- fonds mobilisés pour faire le suivi des activités du PAJ ;
- signature du contrat et sélection d'un cabinet ;

- prestataire est sélectionné et le contrat est signé, le dossier est engagé et transmis au DCF ;
- contrat du prestataire a été annulé en raison du fait que le tribunal a effectués sur fonds propre les travaux objet du contrat ;
- prestataire est sélectionné et le contrat est signé et notifié. Les travaux sont en cours de réalisation ;
- dossier monté et envoyé à la PRMP ;
- contrat est signé et les fonds sont engagés pour le suivi et contrôle technique des travaux de peinture de bâtiment et de carrelage de sol du TPI de Parakou et de Ouidah ;
- convention de maîtrise d'ouvrage délégué en cours de signature ;
- spécifications techniques élaborées et transmises à la PRMP ;
- partie des fonds est engagée pour le paiement des dettes y relatives (Paiement de décompte dans le cadre des travaux d'assainissement, de pavage et de reprise d'étanchéité des toitures au TPI de Kandi ,Paiement décompte N°1 des travaux de forage et de plateforme surélevée pour réservoir au TPI de Savalou ,paiement de la retenue de garantie des travaux de réhabilitation d'une partie de la rotonde ;
- dossier est monté, un fournisseur est sélectionné et le bon de commande lui a été notifié ;
- fonds sont engagés pour le paiement des dettes relatives à la prise en charge des magistrats dans le cadre des formations sur l'instruction pénale, sur la rédaction des arrêts et réquisitoires, sur le contentieux commercial dans le cadre des formations des OPJ sur les techniques d'enquête et formations des officiers de justice et greffiers; paiement des fonds relatifs à la conception d'une application de gestion de nationalité et à la prise en charge des participants dans le cadre de la concertation entre la justice défense et l'intérieur; paiement de la dette relative au suivi des travaux de réhabilitation des jardins et ateliers de formation au CSEA Agblangandan; paiement de la facture relative au suivi des travaux de carrelage des sol, de peinture et de forage ;
- dossier est monté et un cabinet est sélectionné ;
- paiement d'une partie des dettes ;
- partie des dettes a été payée ;
- contrôle recruté, suivi des travaux en cours ;
- contrôle recruté, suivi des travaux en cours.

Projet d'Opérationnalisation des Chambres Administratives dans les Juridictions de Fond : 40,03%

- spécifiques techniques sont identifiées. Une liste d'une quinzaine d'ouvrages est retenue. Le dossier de consultation est monté. Un fournisseur est sélectionné et le bon de commande est notifié. Douze (12) lots de treize (13) ouvrages de droit administratif ont été livrés ;

- spécifiques techniques sont identifiées. Une liste de fournitures de bureaux est retenue. Un fournisseur est sélectionné et le bon de commande est notifié. la commande est livrée par le fournisseur ;
- spécifiques techniques sont identifiées pour l'acquisition d'étagères et de matériels informatiques au profit des chambres administratives. Les dossiers de consultation sont montés pour l'acquisition d'étagères et de matériels informatiques. Un fournisseur est sélectionné et le bon de commande est notifié pour l'acquisition d'étagères un fournisseur est sélection pour l'acquisition de matériels informatiques mais le bon de commande n'est pas encore notifié réception de 18 étagères de 16 cases et de dimension 3m x 2m x 0,5 m (l x h x p). La dépense est ordonnancée ;
- TDR sont élaborés le dossier de consultation est monté un prestataire est sélectionné. Le contrat de prestation en cours de signature ;
- dossier engagé et ordonnancé. Fonds mis à disposition pour l'achat de carburant et paiement des frais de mission ;
- TDR sont élaborés. Le dossier de consultation est monté. Un prestataire est sélectionné. Le contrat de prestation signé, les deux guides sont élaborés et validés le 11 décembre 2018 ;
- TDR sont élaborés.

Projet de modernisation du système pénitentiaire (amélioration des conditions de détention et de réinsertion sociale des détenus) : 68,27%

- mise à disposition de fonds pour achat de carburant et lubrifiant et au paiement des frais de mission du projet modernisation du système pénitentiaire au titre du 1er trimestre 2018 ;
- organisation des missions de suivi de chantiers;
- un prestataire a été sélectionné pour exécuter l'activité ; le bon de commande lui a été notifié ; activité réalisée car montant ordonnancé et payé ;
- un prestataire est sélectionné et le bon de commande lui est notifié ;
- paiement de la dette relative au travaux de pavage de la pc a Abomey-Calavi; construction d'un bâtiment abritant les forces de l'ordre et d'un système de drainage d'eau à la pc d'Akpro-Missérété; de construction d'un logement de type f3 pour le chef de la brigade pénitentiaire à la pc Abomey; dette relative à l'attachement; paiement de la facture relative aux travaux de pavage et d'assainissement du quartier des hommes n°1 des travaux de construction de la clôture du domaine de la prison civile de Lokossa (lot 1,2,3,4); attachement pris sur travaux de construction d'un dortoir a la prison civile de Lokossa.;
- paiement de dette relative au suivi et contrôle des travaux de construction de logement de type f3 a la pc Abomey-Calavi et des travaux de réfection de l'administration , du bureau du gardien chef de la pc de Porto-Novo; dette relative au suivi et contrôle technique travaux réfection a la pc d'Akpro-Missérété et pavage cours

quartiers de détention des pc d' Abomey-Calavi, d'Abomey, de Savalou et de Parakou; suivi et contrôle des travaux de construction de la clôture du domaine de la prison civile de Lokossa;

- dossier de consultation a été monté et le contrat a été notifié au prestataire sélectionné ;
- prestataire a été sélectionné dans le cadre du suivi et contrôle technique des travaux de réalisation de la clôture intérieure de la grande cour des pc d'Abomey et de Savalou et le bon de commande lui a été notifié ;
- dossier de consultation a été monté ; un prestataire a été sélectionné et le bon de commande lui a été notifié ;
- prestataire a été sélectionné dans le cadre du suivi et contrôle technique des travaux de construction du 2nd mirador, de barbelés sur la clôture de la pc Cotonou et réfection du bloc de détention de la pc porto novo et le bon de commande lui a été notifié ;
- montant de la dette engagé et ordonnancé ;
- montant de la dépense engagé mais non ordonnancé ;
- travaux exécutés par l'entreprise Egnon Sarl ;
- biolynx: travaux de construction de la clôture de la pc Nati 50,64% suivant attachement n°1 du 24/07/2018 (73.507.708). Otab: construction d'un logement de type f3 a Abomey 100%(25.000.000) suivant réception provisoire du 19/07/2018 Chabaud: travaux d'assainissement pc Cotonou 74,46 % (119.526.450) suivant attachement n°1 du 17/09/2018 Berec: acquisition d'équipement médicaux au profit des pc réceptionné le 08/08/2018 (85.184.002) Tobi et fils: construction d'un bloc de détention de 64 places à la pc de Lokossa (20 182 407) Shola golden: travaux de construction de la clôture de la pc de Lokossa lot1 (11.656.676) attache 2 Shola golden: travaux de construction de la clôture de la pc de Lokossa lot2 (9.244.554) attache 2 CGE: acquisition et installation de groupe électro au profit des pc de Cotonou, Pkou, Porto et Lokossa (51 228 896) ;
- réception faite ; Ets Berec réceptionne le 08/08/2018 ;
- Tobi : construction d'un dortoir pc Lokossa 100% réception provisoire faite ;
- Ets G.J. espoir suivant réception provisoire du 06/09/18 ;
- imprimerie arts de l'espoir livre le 22/08/2018 ;
- imprimerie arts de l'espoir livre le 22/08/2018) ;
- imprimerie arts de l'espoir livre le 22/08/2018 ;
- acquisition des grilles anti infractions Ets Melon : 3.310.000 livré la 15/09/2018 location de véhicule Ets Marcos froid : 2.113.480 renouvellement du dispositif de pompage à la ma de Calavi Ets Binex : 1.850.000 travaux d'aménagement dans le cadre de la mise en service de la ma de Savalou : 11.707.000 Ets Fame services : installation d'un système d'alerte à la ma de Cotonou 1.854.200 réceptionné le 10/12/2018 ;

- facture le 18 juillet 2018 a mtn.

Projet d'Appui à l'Amélioration de l'Accès à la Justice et de la Reddition de Compte : 43,97%

- avant-projet de règlement intérieur est élaboré, disponible et en attente de pré-validation par les membres de la commission une fois désignée ;
- atelier de formation des cadres de la DAPPDH et des membres du Comité National de suivi des instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme sur la rédaction de rapports dus aux organes de traité et la gestion d'une base de données en 2017. Le Comité a été formé sur les techniques de rédaction des rapports pays. Le comité travaille actuellement sur la base de données est en cours de finalisation avec les experts informaticiens du MJL ;
- projet de plan de renforcement des capacités est élaboré et en attente de validation ;
- TDR ET Fiche de financement élaborés et transmis au DNP ;
- projet appuie le Centre de Documentation et d'Information Juridique (CDIJ) du MJL dans la dissémination des lois et de la jurisprudence. L'état des lieux du CDIJ révèle que sa base documentaire mise en place sous le logiciel Xo9 s'avère de plus en plus obsolète, malgré ses atouts pour l'enregistrement des textes et lois. Elle présente des insuffisances qui rende difficile sa mise à jour. Le logiciel ICA AtoM, un outil open source qui permet aux institutions de mettre en ligne les descriptions de leurs fonds d'archives ICA a été identifié par les techniciens de la Direction de l'Information et du Pré-Archivage et du CDIJ comme la solution à ces différentes lacunes ;
- draft de guide disponible ;
- réalisation d'un programme de lutte contre la détention préventive abusive ;
- draft de guide disponible ;
- TDRs élaborés et finalisés. Fonds mobilisés ;
- diverses missions et des achats de fournitures et consommables ont et effectués ont dans le cadre du fonctionnement de l'équipe de projet ;
- fournisseur a été sélectionné pour l'achat des équipements ;
- appui à la rédaction des textes relatifs au cadre programmatique de la CBDH ;
- Appui à la DAPPDH pour l'édition et la vulgarisation des recommandations issues de la présentation du rapport du Bénin sur l'EPU ;
- Modernisation des mécanismes alternatifs de règlements des différends administratifs ;
- Appui aux activités de communication média et production de documents de capitalisation des acquis du projet ;
- Atelier de planification stratégique : élaboration des plans de renforcement des capacités au profit de quelques institutions ;
- Information des prisonniers sur leurs droits ;
- préparation des projets de texte palliant les vides législatifs ou réglementaires du cadre des droits humains ;

- Appui à la mise en place et au renforcement des capacités des institutions ou mécanismes concourant à la promotion des droits des personnes vulnérables.

Projet d'Appui à la Justice : 70,8%

- Première mission exécutée par l'expert informaticien pour apprécier la faisabilité de l'activité;
- Actualisation du guide. Formation prévue pour le 1er trimestre 2019;
- Activité reformulée (Selon le rapport diagnostic de l'AT/PAJ). Elle doit être supprimée du PTA;
- Ouvrage réceptionné et mis en service le 25 octobre 2018;
- lits ont été conçus et mis à disposition de la PC d'Abomey ;
- Activité reformulée (Selon le rapport diagnostic de l'AT/PAJ). Elle doit être supprimée du PTA;
- rencontre périodique organisée ;
- Dossier élaboré en collaboration avec le CSM. Demande de cotation envoyée aux librairies
- Dossier élaboré en collaboration avec le CSM. Demande de cotation envoyée aux librairies ;
- L'IGSJ a sollicité l'actualisation du manuel et du règlement intérieur avant l'édition et la vulgarisation ;
- Elaboration des TdR. Recrutement de l'Expert formateur en cours ;
- Elaboration des TdR. Recrutement de l'Expert formateur en cours. Formation prévue pour le 1er trimestre 2019 ;
- Elaboration des TdR. Recrutement de l'Expert formateur en cours. Formation prévue pour le 1er trimestre 2019 ;
- Trois formations ont été organisées au profit des magistrats, officiers de justice et greffiers sur plusieurs thématiques ;
- Réception et mis en service de l'ouvrage ;
- Réceptionnés et mis à disposition des bénéficiaires (Porto-Novo et Lokossa) ;
- atelier d'échange sur la politique pénale, organisation des archives dans les juridictions de Kandi et de Cotonou, actualisation du cadre juridique de la chambre des comptes, élaboration d'un code de déontologie des magistrats.

Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MDGL est de **88,39%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Programme de Construction, de Réhabilitation et d'Equipement des Infrastructures au niveau central et des préfectures : 77,80%

- mission de suivi de chantier de réhabilitation du bâtiment central de la préfecture d'Abomey le jeudi 1er mars 2018 avec l'UPS ;

- validation et signature de l'avenant sans incidence financière du marché de réalisation du bâtiment central d'Abomey le 28 mars 2018 ;
- signature et suivi des travaux de construction d'une façade de la préfecture de Lokossa ;
- séance de travail avec le MCVDD et l'entreprise REHOBOT sur la réorientation du projet de construction des archives ;
- poursuite des travaux de construction de la salle de conférence au 7ème étage ;
- réalisation d'un attachement sur le marché de construction de la salle de conférence du Ministère au 7ème étage ;
- réception provisoire des travaux de réhabilitation du bâtiment principal de l'IGAA ;
- réalisation d'attachement des travaux de réfection des bureaux du 6ème étage ;
- autorisation de la DNCMP pour la résiliation du contrat relatif aux travaux de construction de hangars à Agbangnizoun.

Projet de Modernisation des Principaux Marchés des Communes : 69,45%

- suivi réguliers des chantiers d'Allada et de Dangbo notamment les mardi 13 et mercredi 14 février 2018 avec l'UPS.
- suivi des chantiers de construction de marchés à Dassa avec l'UPS le 13 mars 2018
- mission de constat d'achèvement du marché principal d'Allada le jeudi 22 février 2018.
- mission de suivi de chantier à Agbangnizoun le 28 février 2018 avec l'UPS.
- mission d'évaluation technique du reste des travaux à réaliser dans le marché d'Agbangnizoun le 27 mars 2018 pour sa mise en régie contrôlée ;
- suivi du chantier du marché de Dangbo pour le constat de reprise des travaux le 29 mars 2018 ;
- suivi de la procédure de signature de la convention de construction partielle du marché de Natitingou (travaux reversés au MCVDD pour la poursuite dans le programme de modernisation des marchés du Bénin) ;
- suivi de la procédure de signature du contrat de construction de hangars dans le marché de Zè (Aïfa et Agbata)
- mission de visite d'attachement dans le marché de Dassa le 11 avril 2018 (TEP = 40,15%)
- mission de prise d'attachement du lot RMAL1 dans le marché d'Allada le 30 avril 2018 (TEP = 83,23%)
- réception provisoire des travaux de construction de hangars dans le marché de Sèdjè-Dénou, de Aïfa et Agbata (Zè) et paiement des décomptes ;
- mission de suivi de chantier à Allada, Aplahoué et Dangbo du 15 au 19 mai 2018
- réception provisoire du lot RMAL2 dans le marché d'Allada le 29 juin 2018 ;

- réception provisoire du marché de Dangbo.

Fonds d'appui au développement des COMMUNES (FADeC - Investissement) : 92,40%

- transfert de la totalité du FADeC investissement et transfert du FADeC fonctionnement aux Communes ;
- organisation des séances de restitution des résultats de l'audit du FADeC 2016 aux acteurs communaux du 07 au 20 mars 2018 ;
- organisation des audits des communes sur le FADeC 2017 et des ressources propres des communes.

Projet de Construction et d'Equipeement du Centre de Formation du MDGL (CEFAL) : 36,50%

- identification de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux de construction ;
- déblayage des 5 hectares du domaine devant abriter les infrastructures ;
- reprise du dossier technique et architectural du projet ;
- séances de travail avec les autorités communales d'Allada pour la libération totale du domaine par les trois ménages qui continuent à l'habiter (dernier délai : 15 mars 2018) ;
- transmission dossier en Conseil des Ministres pour validation ;
- lancement du DAO, dépouillement et analyse des offres ;
- signature en cours avec l'entreprise retenue pour la construction du centre.

Projet de Délimitation et de Matérialisation des Unités Administratives du Benin: 25,60%

- formulation et validation par la commission ad 'hoc des TDR pour l'étude de faisabilité ;
- transmission des TDR pour l'élaboration du dossier d'appel à manifestation d'intérêt ;
- séances de sensibilisation avec le ministère de l'économie et des finances, le ministère du cadre de vie, ministère de la justice ; l'Agent judiciaire du trésor ; l'ANCB et l'ANDF ;
- lancement de l'avis à manifestation d'intérêt où la liste des cabinets retenus est connue ;
- recrutement du cabinet chargé de faire l'étude de faisabilité.

Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MISP est de **43,75%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Programme de Renforcement des Capacités Productives et commerciales : 68,40%

- organisation d'une mission de coordination de l'exécution du Projet de Renforcement des Capacités Productives et Commerciales (PRCPC) du Bénin, à Vienne en Autriche, du 16 au 19 janvier 2018 et à Genève en Suisse, les 22 et 23 janvier 2018 ;

- coordination et participation avec onze (11) acteurs de la filière de l'ananas au Salon Fruit Logistica 2018 à Berlin en Allemagne, les 7, 8 et 9 février 2018 ;
- soumission au Secrétariat Exécutif du Programme du Cadre Intégré Renforcé, du Projet d'Appui au Développement de la Chaîne de Valeur-Karité pour la Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin au Bénin ;
- soumission au Secrétariat Exécutif du Programme du Cadre Intégré Renforcé de l'Etude de faisabilité de la mise en place d'Espaces Marchands Transfrontaliers ;
- renforcement de capacités de dix-huit (18) acteurs des filières karité-ananas sur l'amélioration de la compétitivité des entreprises de transformation desdites filières : standard d'hygiène-sécurité et la qualité ; outils de base de la productivité, le 16 février 2018 ;
- organisation des réunions techniques pour contribuer au Document de Politique de Développement du Commerce (PNDC) ;
- organisation d'une mission d'échange d'expérience sur la création d'infrastructures marchandes transfrontalières à Kigali au Rwanda ;
- préparation et envoi au Secrétariat Exécutif du Programme du Cadre Intégré Renforcé des rapports technique et financier de 2018 ;
- finalisation des travaux de formulation du Programme à Moyen Terme sur le Commerce (PMTC) ;
- coordination avec le BRMN, des appuis directs en entreprise dans le cadre de la mise à niveau des entreprises sélectionnées bénéficiaires du Projet de Renforcement des Capacités Productives et Commerciales ;
- travaux de préparation du Projet de Durabilité du Cadre Intégré Renforcé au Bénin ;
- travaux de finalisation, en collaboration avec la CNUCED, du Projet Régional sur la Facilitation des Echanges, du Transit et du Transport en Afrique de l'Ouest ;
- travaux de finalisation, en collaboration avec l'ONUDI et le CCI, du Programme Cadre-Pays conjoint pour le Bénin ;
- travaux de préparation d'accords stratégiques entre le CIR-Bénin et le Bureau Régional de l'ONUDI ;
- travaux de préparation d'accords stratégiques entre le CIR-Bénin et le Rwanda Development Board ;
- participation à la cérémonie de lancement de la campagne 2018 de la commercialisation des noix d'anacarde ;
- participation aux travaux de l'élaboration du Document de la Politique Nationale de Sécurité Sanitaire des Aliments ;
- participation aux travaux de l'examen de la Politique Commerciale du Bénin ;

- coordination avec le BRMN, de l'appui direct de douze (12) Consultants nationaux et quatre (04) Consultants internationaux dans vingt-sept (27) entreprises (10 de la confection-textile, 08 de la pisciculture, 04 de l'ananas, 03 du karité et 02 de l'anacarde) ;
- appui à la formation de trente (30) acteurs du secteur textile sur le patronage et la gradation, du 16 au 20 avril 2018 ;
- travaux préparatoires de la prévalidation du Programme à Moyen Terme sur le Commerce (PMTC) ;
- travaux de révision budgétaire du PRCPC ;
- rapportage de l'exécution des activités du PRCPC et du PAPCIR au titre de 2017 suivant le nouveau canevas du CIR ;
- travaux préparatoires de la prévalidation de la Politique Nationale de Développement du Commerce (PNDC) ;
- travaux de collecte et d'analyse des données d'Indicateurs du CIR au Bénin ;
- travaux d'élaboration du rapport d'achèvement du PAPCIR ;
- travaux préparatoires des audits finaux du PAPCIR ;
- travaux de l'Audit comptable du PRCPC, gestion 2017 ;
- travaux d'élaboration du Document du Projet sur le Développement de la Chaîne de Valeur Sésame au Bénin ;
- travaux d'élaboration du Projet de Durabilité du CIR au Bénin ;
- travaux sur le projet de Protocole d'Accord entre le Centre du Commerce International (CCI) et l'Association Interprofessionnelle de l'Ananas du Bénin (AIAB) pour l'achat des emballages à l'effigie du Label Ananas du Bénin ;
- prévalidation du Programme à Moyen Terme sur le Commerce (PMTC) ;
- travaux de prévalidation de la Politique Nationale de Développement du Commerce (PNDC) ;
- finalisation du Projet d'Appui au Développement de la Chaîne de Valeur-Karité pour la Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin au Bénin ;
- approbation par le CIR de l'Etude de faisabilité de la mise en place d'Espaces Marchands Transfrontaliers ;
- validation de la Politique Nationale de Développement du Commerce (PNDC)
- participation de deux représentants du CIR-Bénin (DGC et Coordonnateur du Secrétariat Exécutif du Cadre Intégré Renforcé), aux Journées de l'OMC sur le Commerce Inclusif qui se dérouleront à Genève, les 13 et 14 juin 2018 ;

- approbation par le CIR du Projet d'Appui au Développement de la Chaîne de Valeur-Karité pour la Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin au Bénin ;
- dépôt du Document final de la Politique Nationale de Développement du Commerce (PNDC)
- préparation de l'atelier sur le partenariat industriel et la négociation.
- organisation de l'atelier sur le partenariat industriel ;
- soumission du Projet du soutien à la Durabilité au Programme du Cadre Intégré Renforcé ;
- soumission du Projet sur le Développement des Exportations béninoises et l'Intégration Régionale à la partie Chinoise ;
- mise en œuvre de certaines activités de coopération Bénin-Chine dans la Vallée dans l'Ouémé
- poursuite de mise à niveau des 30 entreprises du Projet ;
- participation à l'atelier de validation du rapport provisoire du Plan de Développement Communal de Tori-Bossito, le 14 août 2018 ;
- travaux de finalisation du rapport d'achèvement du PAPCIR ;
- travaux de finalisation du rapport d'Evaluation Finale du PAPCIR ;
- travaux d'achèvement du Programme à Moyen Terme sur le Commerce (PMTC) ;
- transmission du Projet d'Appui au Développement de la Chaîne de Valeur-Karité pour la Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin au Bénin, après la prise en compte des observations du SE-CIR et de GFAS ;
- finalisation et transmission du rapport semestriel 2018 au SE-CIR.
- contribution à l'organisation du Conseil International consultatif de Cajou, du 28 au 30 août 2018 à Cotonou ;
- préparation de l'atelier de formation sur l'élaboration des plans d'affaires au profit des acteurs de la filière de la pisciculture à Grand Popo, les 11, 12 et 13 septembre 2018 ;
- préparation de la participation du Bénin à l'atelier sur l'examen du système de suivi et de l'évaluation du CIR, les 17, 18 et 19 septembre 2018 à Genève en Suisse ;
- préparation de l'atelier de formation sur la traçabilité prévue pour se dérouler courant septembre 2018;
- organisation de l'atelier de formation sur la traçabilité, le 13 septembre 2018 à l'INFOSEC à Cotonou ;
- organisation de l'atelier de formation sur l'élaboration des plans d'affaires au profit des acteurs de la filière de la pisciculture au CODIAM à Cotonou, les 11, 12 et 13 septembre 2018 ;

- participation du Bénin à l'atelier sur l'examen du système de suivi et de l'évaluation du CIR, les 17, 18 et 19 septembre 2018 à Genève en Suisse ;
- organisation de l'atelier de validation du Programme à Moyen Terme sur le Commerce (PMTC), le 27 septembre 2018 ;
- lancement du processus du recrutement du cabinet devant réaliser l'étude de faisabilité de création d'espaces marchands transfrontaliers ;
- approbation par les instances du CIR du Projet de catégorie 2 du Bénin portant sur l'Appui au Développement de la Chaîne de Valeur – Karité pour la Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin au Bénin
- dépôt du Document final de la Politique Nationale de Développement du Commerce (PNDC)
- 70 opérateurs économiques formés sur le partenariat industriel ;
- organisation à Cotonou de la 7ème édition du Salon Africain de l'Invention et de l'Innovation Technologique (SAIIT) ;
- réalisation de l'Audit de gestion du Compte PAPCIR et PRCPC ;
- appui à la participation de l'équipe de gestion du CIR à 02 missions d'échange d'expériences au niveau régional ;
- élaboration et validation d'une Politique Sectorielle de Sécurité Sanitaire des Aliments (PSSSA) ;
- lancement du projet d'appui au développement de la chaîne de valeur karité pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin au Bénin ;
- renforcement des capacités des femmes relais sur l'application des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) et sur les Meilleures Pratiques Environnementales (MPE) ;
- organisation d'une mission à l'Alliance Globale Karité à Accra au Ghana.

Programme de Renforcement des Capacités d'Investissements Publics des Agences du MIC : 30%

- signature des contrats de passation de marchés en cours.

Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (MISP)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MISP est de **50,9%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Projet de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers (Programme National de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers) 100%

- poursuite de la gestion du différend frontalier Bénin/Burkina ;

- poursuite des travaux de réaffirmation/démarcation de la frontière terrestre bénino-togolaise ;
- poursuite des travaux d'extension du plateau continental du Bénin au-delà des 200 miles marins ;
- poursuite des travaux de délimitation de la frontière maritime avec le Togo et le Nigéria ;
- travaux de démarcation et de réaffirmation de la frontière terrestre bénino-nigériane ;
- poursuite de l'étude technique de démarcation du secteur fluvial (Niger) ;
- poursuite de l'appui aux opérations de sécurisation des FDS dans les localités frontalières ;
- poursuite de l'élaboration du Plan Local de Sécurité dans deux communes frontalières ;
- poursuite de l'appui au renforcement des capacités des FDS ;
- mise en œuvre de la loi portant règles particulières applicables en matière foncière et domaniale dans la zone frontalière ;
- poursuite et achèvement des travaux de construction de la brigade de gendarmerie d'Anandana (Copargo) et de module de quatre salles de classe + batterie de latrines + bloc administratif au CEG de Tchoumi-Tchoumi (Natitingou) ;
- fourniture d'équipements des infrastructures de sécurité en mobiliers ;
- poursuite de la mise en place d'une plateforme de concertation et d'échanges entre les FDS de part et d'autre de la ligne frontière Sème-Kraké.

Projet de Prévention et de Gestion des Risques et Catastrophes : 44,25%

- réalisation d'une étude technique et architecturale pour la construction du centre des opérations d'urgence ;
- réalisation d'une étude technique et architecturale pour la construction de trois digues de protection (1 dans l'Alibori, 1 dans l'Ouémé et 1 dans le Mono) ;
- paiement des dettes relatives aux activités engagées et non ordonnancées en 2017 ;
- travaux de construction et d'équipement du centre des opérations d'urgence ;
- règlement de la dette relative à l'acquisition de cinq (05) ambulances ;
- acquisition d'équipements au profit de l'ANPC et des sapeurs-pompiers ;
- règlement de la dette relative à l'acquisition de matériel et équipement au profit de l'ANPC au titre de 2017 ;
- règlement de la dette relative à l'acquisition de deux véhicules d'interventions diverses de marque TOYOTA HILUX 4X4.

Programme de Créations et de Gestion du Registre de Population : 52,05%

- formation des acteurs communaux pour l'animation du dispositif permanent de gestion des données d'état civil pour la mise à jour du registre de population (département du Borgou et de Ouémé) ;

- règlement de la dette relative à la facture liée à l'organisation de formation des acteurs communaux pour l'animation du dispositif permanent de gestion des données d'état civil pour la mise à jour du registre de population au titre de l'année 2017 ;
- règlement de la dette relative à la facture liée à la commande de registre de requérant et de registre d'acte de naissance ;
- règlement de la dette relative à la facture liée à la commande d'ordinateurs portatifs au profit du PCGRP ;
- règlement de dette liée à la commande des régulateurs et onduleurs au profit des 77 communes au titre de l'année 2017 ;
- élaboration d'un logiciel intégré de gestion de l'état civil et son expérimentation pilote.

Projet d'Équipement au Profit des Forces de Sécurité Publique pour Lutter contre le Grand Banditisme, le terrorisme et la radicalisation : 08,84%

- acquisition de deux véhicules spéciaux de lutte contre le terrorisme ;
- acquisition de matériels de protection (10000 bâtons BPPL)
- formations à l'extérieur des unités spécialisées dans le cadre de la lutte contre le grand-banditisme le terrorisme et la radicalisation
- acquisition d'équipements sensibles
- élaboration du répertoire téléphonique National de sécurité
- acquisition de deux véhicules de maintien de l'ordre publique (VMOP).

Projet de Réduction de la Demande et de l'Offre Illicite de Substances Psychotropes : 68,89%

- formation spécifique aux unités frontalières impliquées dans la lutte anti-drogue sur les techniques de fouille et de détection de drogue dans un environnement évolutif ;
- formation des personnels des ONG et autres structures en charge du traitement et de la réinsertion des toxicomanes au Bénin par les médecins ;
- règlement de la dette relative au contrat de prestation dans le cadre de l'élaboration du document de lutte contre la drogue ;
- mise en place d'une base statistique de gestion des données sur la saisine des substances psychotropes à l'OCERTID(Application) ;
- acquisition d'équipements moderne de fouille et de détection de drogue pour l'OCERTID, la CAAT et l'UMCC ;
- élaboration du manuel de procédure administratif du comité interministériel de lutte contre l'Abus des Stupéfiants et des Substances Psychotropes (CILAS).

Projet d'Opérationnalisation de la police Républicaine : 51,56%

- élaboration des plans locaux intégrés de sécurité des trois villes à statuts particuliers (Cotonou, Porto-Novo et Parakou) ;
- acquisition de matériels informatiques, mobiliers et équipements de bureau au profit du POPR et de la Police Républicaine ;

- acquisition de véhicules d'intervention au profit de la Police Républicaine Règlement de la dette relative aux acquisitions de 20 véhicules et autres matériels et équipements au profit de la police républicaine ;
- règlement de la dette relative au contrat d'Acquisition de paquetages au profit des Sapeurs-Pompiers au titre du budget 2017 ;
- élaboration et édition des registres de patrouille au profit des Unités de la Police Républicaine ;
- élaboration du document du projet d'opérationnalisation de la Police Républicaine ;
- règlement de la dette relative à l'acquisition de croquettes et conserves de chiens et de produits vivriers ;
- élaboration du projet de loi d'orientation et de programmation sur la sécurité intérieur ;
- renforcement de capacités des personnels de la Police Républicaine (Formations à l'intérieur et à l'extérieur, organisation de séminaires de formation ...) ;
- organisation de mission à l'extérieur dans le cadre de l'opérationnalisation de la Police Républicaine ;
- réalisation des enseignes des Unités de la Police Républicaine.

Programme de Construction et d'Equipement des Infrastructures au Profit du Groupement National des Sapeurs-Pompiers : 30,73%

- poursuite des travaux de Construction du Commissariat de Police de Tchaourou ;
- poursuite des travaux de construction du Commissariat de Police de Godomey Houlacomé ;
- de réfection du Commissariat de Police de Sègbeya ;
- travaux de clôture du site abritant le Commissariat de Police de Tchaourou ;
- travaux d'assainissement du domaine abritant le commissariat de Police de Tchaourou ;
- travaux de réfection des dortoirs et salles de cours de l'Ecole des Brigadiers et Gardiens de la Paix ;
- travaux de réfection du bloc administratif et des salles de cours de l'Ecole Nationale Supérieure de Police ;
- travaux de réhabilitation de l'Office Central de Protection des Mineurs (OCPM) à Tokplégbé.

Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication (MENC)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MENC est de **31,96%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Projet de Passage de la Radiodiffusion Analogique à la Radiodiffusion Numérique : 57,88%

- approvisionnement des groupes électrogènes en gaz oil pour les 4 sites du sud (Calavi, Porto Novo, Gbéhoué et Cotonou) ;
- déplacement et réinstallation sur les sites TNT de Malanville, Kérou, Kouande, Savalou Natitingou, Bassila, Tanguiéta et Boukoumbé ;
- achat de 17 postes téléviseurs de 52 pouces, un réfrigérateur HAIR et un micro-onde LG au profit des dix-sept (17) centres émetteurs ;
- paiement des factures du transitaire dans le cadre de l'enlèvement des équipements TNT;
- acquisition d'un ordinateur portable, d'une imprimante HP laser couleur au profit du gestionnaire du projet;
- acquisition d'un écran projection et divers matériels et mobiliers de bureau au profit du centre d'Abomey-Calavi;
- dégagement d'aires sur le site TNT d'Abomey-Calavi dans le cadre de l'aménagement des différents sites TNT;
- réalisation et réception des plaques indicative au niveau de tous les centres émetteurs;
- viabilisation des sites TNT en eau potable de la SONEB et construction des forages des sites de Bassila, Djougou, Savalou et Bantè;
- réalisation des forages sur les sites de Natitingou et Sèhouè;
- divers travaux de plomberie sur les sites : Bantè, Banikoara, Bassila, Bembèrèkè, Boukombé, Djougou, Kérou, Kouandé, Parakou, Savalou et Savè;
- travaux d'électricité sur les sites TNT de Malanville, Kérou, Kouandé, Savalou, Natitingou, Bassila, Tanguiéta et Boukoumbé;
- alimentation en énergie et raccordement d'eau au niveau du bâtiment du site de la TNT de Gbéhoué à Grand Popo;
- réfection des voies d'accès aux centres émetteurs devant abriter la TNT de Malanville, Lokossa et Bembèrèkè;
- remise de site dans les villes de Malanville, Parakou et Kandi dans le cadre de la réalisation de la clôture des sites de la TNT;
- création de trois (03) domaines au profit de la TNT à savoir tnt.bj, bd.bj, benindiffusion.bj;
- réfection des bâtiments des sites de Natitingou, Bembèrèkè, de Savalou et de Nikki réalisée;
- acquisition des mobiliers au profit des sites devant abriter la TNT (09 bureaux et 15 fauteuils ont été acquis pour les sites de Cotonou, Porto Novo, Calavi et Gbéhoué);
- textes d'application (04 décrets des cahiers de charges et conventions des éditeurs et de l'opérateur diffusion) de la TNT élaborés dans le cadre de l'élaboration du cadre institutionnel et réglementaire de mise en œuvre de la TNT. Il s'agit du décret relatif au régime d'agrément ou d'homologation des équipements terminaux et

des équipements ou installations d'accès aux services de communication audiovisuelle en République du Bénin; du décret portant modalités de gestion et clé de répartition du fonds de dividende numérique en République du Bénin; du décret fixant les normes et spécifications techniques relatives à la télévision numérique terrestre en République du Bénin; du décret portant conditions d'exercice des activités d'édition, de diffusion et de distribution de services de communication audiovisuelle par le privé en République du Bénin.

Projet de Renforcement des Structures Centrales de Gouvernance : 31,67%

- immeuble (gros œuvres) est construit et est en cours de finition : les travaux de carrelage des deux blocs se poursuivent. La pose des faux plafonds du bloc administratif et l'enduit des poteaux du bloc technique sont aussi en cours;
- paiement de l'assistance technique sur le PRSCG pour les trois premiers trimestres;
- recrutement des experts court terme, pour la réalisation des audits;
- organisation des ateliers de concertation des parties prenantes (MENC, MEF, ASSI, Présidence de la République, Ministère en charge du Plan, Ministère en charge de la Décentralisation, Ministère en charge de la Réforme Administrative, Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics, BTI S.A);
- comité de suivi technique a eu lieu le jeudi 26 juillet 2018 pour définir les conditions de mise en œuvre et d'exploitation du volet réseau du PRSCG en présence du DG BTI SA et des représentants de l'ADN;
- élaboration du DAO pour l'acquisition de matériels roulants pour les équipes de projets.

Télévision Numérique Terrestre : 65%

- construction des infrastructures TNT (bâtiment technique, construction pylône), sur les différents sites de la partie septentrionale à savoir : Parakou, Kandi, Malanville, Boukoumbé, Kandi, Djougou, Tchaourou etc;
- mise en place des équipements TNT sur les Site Lokossa, Site d'Abomey, Dassa, Kétou, Savè, Savalou et Sèhouè;
- réalisation des tests de mesures au niveau de la tête du réseau et de collecte TNT sur les sites de Calavi, Cotonou, Porto Novo, Gbéhoué;
- réception provisoire des sites de la sous-plaque méridionale (Calavi, Cotonou, Porto Novo, Gbéhoué);
- formation sur site des techniciens de la partie béninoise;
- mise en place achevée de la tête de réseau, et de Diffusion TNT à Calavi;
- achèvement des infrastructures TNT au niveau de la sous-plaque SNFI (Calavi, Cotonou, Porto Novo, Gbéhoué) : construction des pylônes, et mise en place des équipements TNT;

- création de la société de patrimoine : la Société Béninoise des Infrastructures de Radiodiffusion (SBIR);
- préparation d'une consultation pour la sélection d'une assistance technique à Bénin Diffusion;
- validation des documents de création de sociétés;
- contrat en cours de signature avec le prestataire devant fournir pour le segment satellitaire;
- réalisation des travaux techniques complémentaires (fondation parabole de TV5, E-Télé, test de pilonnage, soubassement d'étanchéité, peinture de réparation, etc.) sur les sites de Calavi, Cotonou, Porto Novo, Gbéhoué, Lokossa;
- installation de disjoncteur de connexion du courant sur les sites de Dassa, Abomey, Sèhouè, Savè, Savalou.

Projet CNAAP : 17,86%

- réalisation du lever topographique du domaine devant abriter le CNAAP;
- étude sur le modèle économique du projet : AMI diffusé dans le journal la Nation et réception des Offres; les (03) offres reçues dans les délais sont dépouillés par une sous-commission mise en place par la PRMP.

Projet de Déploiement de l'Internet Haut et très Haut Débit : 17,0%

- réhabilitation de l'extension du réseau de transport national avec 2000 Km de fibre à travers 67 communes avec 47 points de présence;
- construction de réseaux métropolitains à Cotonou, Porto Novo, Abomey-Calavi, à travers des boucles métropolitaines en fibre optique (environ 220 km de fibre optique); ces réseaux ont densifié le réseau de télécommunication de ces localités qui sont caractérisées par une forte densité de la population et qui représentent des intérêts économiques et sociaux non négligeables pour le pays;
- construction de réseau FTTX réalisé à travers l'installation de 125 MSAN (Nœud d'Accès Multi-Service) à Cotonou, Porto Novo, Abomey -Calavi, Parakou, Savè, Bohicon, Dassa et Nikki; Ces réseaux permettent d'approcher la fibre optique au plus près des populations ou des entreprises la modernisation du cœur de réseau de Bénin télécom Services
- extension du réseau 4g/LTE avec 30 nouveaux sites Radio;
- réception des travaux du réseau national de transmission relative Développement des Infrastructures de Télécommunication et de TIC (PDI2T) phase 1;
- réceptionner les travaux de réseaux d'accès FTTX;
- DAO relatif au Backbone du sud-ouest du pays;
- réalisation de la 1ère Phase de sécurisation entre Djougou et Savalou (290km), sur la base du cahier des charges et lancer l'appel d'offre est élaboré;

- validation du cahier des charges et lancement de l'appel d'offre relatif Backbone du sud-ouest du pays – Réalisation de la 2ème Phase aménagement du territoire entre Savalou, Abomey, Azovè, Lokossa, Comè, Cotonou et Ouidah (300km).

Projet SMART GOUV : 14,49%

- sélection d'un prestataire pour l'élaboration de l'étude d'identification du modèle économique des prestations des services de confiance basés sur la PKI entrant dans le cadre des études complémentaires de mise en œuvre du PKI et des applications afférentes;
- renforcement des capacités du personnel administratif de l'État (1 cadre du MENC, 1 cadre du Ministère en charge du Commerce, 1 cadre du Ministère en charge de l'Enseignement Supérieur, 1 cadre du Ministère en charge de la Microfinance et 14 cadres de l'ASSI);
- réalisation de l'audit et diagnostic des SI de quatre (04) ministères sectoriels (MAEP, MDGL, MTFPAS et MTCS);
- finalisation du lancement du DAO relatif à la réalisation de la plateforme gouvernementale de paiement;
- mise en place et opérationnalisation du e-visa (34 751 e-visas délivrés en 2018) ;
- réalisation du schéma directeur national des systèmes d'information;
- études ont été menées avec des Experts de Microsoft. L'architecture de l'intranet gouvernementale est connue;
- formation en gestion de projet CAPM a été exécutée. Tous les participants qui ont passés l'examen de certification l'ont obtenu. Prochaine date d'examen : décembre 2018;
- serveur de gestion des licences est mis en place et opérationnel dans le cadre de la centralisation de la gouvernance des licences de tous les ministères à l'ASSI;
- réalisation du Schéma Directeur National des Systèmes d'Information (SDNSI);
- trois voyages d'étude et d'échange d'expériences ont été organisés (Tunisie, Rwanda, l'Estonie) dans le cadre de e-visa et la mise en place du PKI et de la plateforme d'interopérabilité.

E-commerce : 13,5%

- élaboration des termes de références pour la mise en place d'une plateforme de l'e-marketing universelle (multisectorielle).

E-éducation : 10,10%

- interface avec la structure du projet WACREN et suivi des travaux dans le cadre de l'interconnexion internationale du réseau national des centres de recherche aux réseaux de l'Afrique de l'Ouest ;
- élaboration de la justification du projet détermination du périmètre de la Phase 1 et rédaction du DAO dans le cadre de l'interconnexion des établissements secondaires et de formation professionnelle (Phase 1 – Connexion terrestre).

Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MCVDD est de **63%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Projet Etudes MCVDD : 65,44%

- réalisation de l'étude de faisabilité pour la création d'un centre international de Recherche pour une Agriculture Résiliente aux Changements Climatiques (CIRACC) et l'opérationnalisation du centre ;
- règlement des décomptes relatifs aux études de faisabilité réalisées sur le projet Etudes MCVDD ;
- achat des fournitures et consommables au profit du PE ;
- recrutement d'un consultant pour la formation des acteurs de la chaîne PPBS sur la détermination des coûts unitaires des activités ;
- recrutement du prestataire pour l'extension du X-Project au profit des structures hors du Ministère et des directions départementales ;
- réalisation de la formation des acteurs de la chaîne PPBS sur la gestion du temps et l'élaboration du plan de travail annuel ;
- organisation de deux tournées de Suivi-Evaluation (l'une en début d'année relative aux projets inscrits au PIP 2017 et l'autre à mi-parcours des projets inscrits au PIP 2018 du MCVDD).

Projet Intégré de Réhabilitation du Lac Ahémé (PIRA) : 62,29%

- validation par l'Agence Béninoise pour l'Environnement de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) des projets de dragage et de réhabilitation du lac Ahémé et ses chenaux et délivrance du Certificat de Conformité Environnementale ;
- réception et examen du rapport provisoire d'étude sur la modélisation hydrologique du lac Ahémé et ses chenaux ;
- dépôt du rapport définitif de l'étude sur les macro-invertébrés et les éléments nutritifs des poissons dans le Lac Ahémé et ses Chenaux ;
- dépôt du rapport définitif de l'étude sur les macro-invertébrés et les éléments nutritifs des poissons dans le Lac Ahémé et ses Chenaux.

Programme de protection du littoral contre l'érosion côtière (Cotonou-Siafato, Hilacondji-Bouche du roy, Grand-Popo-Ouidah) : 89,07%

- paiement des sinistrés engendrés par les travaux de protection de la côte à l'Est de Cotonou ;
- production et approvisionnement de plus de 232 000 tonnes d'enrochements sur les chantiers à Cotonou ;
- prolongement de la racine de l'épi 7 de 110 mètres et construction d'un revêtement à l'Est de cet épi ;
- rechargement de certaines cellules de plage de 1500000 m³ de sable marin ;

- construction à 100 % de l'épi B ;
- construction à 100 % de l'épi A Bis ;
- construction à 100 % de l'épi C ;
- ouverture de trois carrières au Bénin et une en Norvège.
- approvisionnement de plus de 420 000 Tonnes d'enrochements à Cotonou;
- signature avec la Banque Mondiale (BM) de l'accord de financement Crédit n°NDF C108 pour la mise en œuvre au Bénin du programme de gestion du littoral ouest Africain (WACA-Bénin). Ce financement permettra entre autres de réaliser les travaux de protection de la côte entre Hillacondji et grand popo ;
- lancement des travaux de protection du segment prioritaire de la côte à Avlékété et Djègbadji le 06 décembre 2018 et démarrage de la phase physique de construction de la digue immergée ;
- réalisation des travaux de rechargement ponctuel du coude du fleuve Mono à la place du 10 janvier à grand-popo (3643 mètres cube de rechargement partiel et 2500 mètres cube d'amené et d'épandage de sable)
- réalisation des travaux de réhabilitation partielle de la piste entre Grand-Popo et Avloh au Bénin (Plus de trois kilomètres de route réhabilitée par un reprofilage lourd).

Programme de Gestion des Forêts et Terroirs Riverains, phase additionnelle : 96,02%

- formation en cours de 30 fonctionnaires des Eaux, Forêts et Chasse à l'Ecole Nationale des Officiers de Toffo ;
- identification des fonctionnaires pour le défilé militaire ;
- participation de 02 pelletons et d'une session de la DGEFC au défilé militaire du 1er août 2018 ;
- élaboration et lancement des DAO ;
- remise de site *Raccordement du Centre de Formation Forestière de Toffo au réseau électrique ;
- paiement des dettes relatives à l'acquisition du matériel roulant au profit du personnel forestier sur le PGFTR ;
- réalisation d'opérations de contrôle et d'inspection au sein des postes forestiers et IF ;
- sensibilisations des populations sur le processus de retour vers les séries agricoles ;
- réalisation de missions de ratissage dans les FC de l'Alibori Supérieur, de Trois Rivières et de Ouémé-Boukou ;
- organisation des manifestations commémoratives de la 34ème JNA dans tous les départements par la mise en terre de 195 540 plants toutes essences confondues sur 102,7ha et 98 ml ;
- célébration de la Journée Internationale des Forêts ; de celle de la Biodiversité ; de l'environnement et de la Lutte contre la désertification et la sécheresse ;
- lancement de la campagne d'allumage des feux précoces au niveau national et régional ;

- suivi et appui-conseils aux promoteurs des AaGRs par le Service AaGR et les CTAF ;
- suivi et appui-conseils aux promoteurs des AaGRs par le Service AaGR et les CTAF ;
- validation du rapport d'achèvement-pays du PGFTR-FA ;
- élaboration des bilans 2018 du PTA PEFC ;
- élaboration et validation du rapport d'activités 2017 du secteur forestier et de l'annuaire des statistiques forestières.

PAPDFGC: Projet d'Appui à la Préservation au Développement des Forêts Galeries et Production de Cartographie de Base Numérique : 83,23%

- organisation d'une session de comité de pilotage des projets supervisés par le PNUD ;
- élaboration des TDRs ;
- organisations de sessions de formation ;
- réalisation et diffusion de (02) documentaires (composante 1 et composante 2) sur les acquis du projet ;
- relecture des documents de planification et de budgétisation des communes à travers l'intégration des problématiques de l'environnement et des changements climatiques ;
- réception définitive des 3 barques motorisées acquises en 2017 ;
- accompagnement des maires dans la prise des arrêtés de reconnaissance des forêts galeries dotées de PAGs et des sites reboisés ;
- réception provisoire des infrastructures réalisées ;
- formation sur l'apiculture et processus d'installation des bénéficiaires en cours ;
- validation (contrôle qualité) des ortho-photos couvrant l'ensemble du territoire dans les communes et départements ;
- construction de 03 plateformes multifonctionnelles ;
- élaboration des rapports de progrès du projet au titre du 1er, 2ème et 3ème trimestre de 2018 ;
- élaboration du rapport d'auto-évaluation 2017 du projet ;
- élaboration et transmission à la DGEFC du PTA 2019 du projet.

Programme de reboisement intensif du territoire national par des mesures incitatives : 73,27%

- signature du contrat et réalisation du cadrage méthodologique ;
- paiement des dettes relatives à l'acquisition du matériel roulant au profit du personnel forestier sur le PRI ;
- réfection du bâtiment abritant la section communale des Eaux, Forêts et Chasse de Sème-kpodji ;
- élaboration et lancement des DAO dans le cadre du contrat pluriannuel de reboisement ;
- ouverture des offres prévue pour le 15 janvier 2019 ;
- réalisation des travaux d'entretien des plants mis en terre en 2017 ;
- élaboration du rapport d'activités 2017 du projet et du rapport d'auto-évaluation 2017 ;

- élaboration des rapports trimestriels d'activités 2018 du PRI ;
- organisation de missions de suivi des entretiens et des plants mis en terre.

PAGEFCOM 2: Projet d'Appui à la Gestion des Forêts Communales, phase 2 : 32,50%

- organisation de 04 rencontres avec l'UGP PAGEFCOM2 ;
- organisation d'une session ordinaire du COS du PAGEFCOM2 ;
- convention élaborée et transmise à la BAD pour Avis de Non Objection ;
- convention élaborée et transmise à la BAD pour Avis de Non Objection ;
- convention élaborée et transmise à la BAD pour Avis de Non Objection ;
- élaboration et internalisation de la grille de performance du projet à tous les agents ;
- élaboration des contrats de performance du personnel sur la base de la grille élaborée ;
- remise des contrats au personnel du projet pour exécution ;
- consultation restreinte et sélection du cabinet pour la réalisation des travaux d'aménagement du siège du projet ;
- organisation de séances de sensibilisation pour l'identification des groupements ou des bénéficiaires de transformation de miel dans la zone d'intervention du projet ;
- identification et formalisation des groupements de transformation de miel ;
- organisation de séances de sensibilisation pour l'identification des groupements ou des bénéficiaires de transformation du karité dans la zone du projet ;
- Identification des 10 écoles et choix des sites pour le reboisement ;
- organisation des séances d'informations et de sensibilisation sur le PAGEFCOM2 ;
- organisation de missions de prospection, identification et choix des sites ;
- élaboration des documents de planification stratégique et opérationnelle ;
- élaboration du rapport d'activités 2017 du projet et du rapport d'auto-évaluation 2017 ;
- élaboration du bilan à fin juin du projet.

Projet de substitution du bois énergie par le gaz domestique : 80,78%

- élaboration et validation du rapport de l'étude de faisabilité du PSBE-GAZ ;
- organisation d'un voyage d'échange d'expériences en Côte d'Ivoire en matière de substitution du gaz au Bois-Energie ;
- organisation des concertations avec les sociétés distributrices de gaz domestique au Bénin pour l'amélioration de l'accès des populations au gaz domestique.

PRBTDM: Projet de Réserve de Biosphère Transfrontalière du Delta du Mono : 95%

- organisation d'opérations de surveillance et de sécurisation du parc W ;
- suivi de la mise en œuvre des contrats entre le projet et les associations communales de conservation de la biodiversité ;
- élaboration des Plans d'Aménagement des sites de Dèvè, Togbadji et Avédji ;
- élaboration du rapport d'activités 2017 du projet et du rapport d'auto-évaluation 2017 ;
- élaboration des bilans à fin 2018 du projet.

Programme des villes durables : 47,3%

- mise à disposition du financement AFD ;
- mise en place du Comité de pilotage PAVICC Préparation et élaboration des contrats de ville ;
- sensibilisation des populations riveraines Résoudre les plaintes ;
- suivi de l'exécution des activités de reboisement Elaboration des rapports ;
- mise en place des compensations ;
- renforcement des capacités des CTR et des CRO ;
- sensibilisation des populations riveraines ;
- organisation des séances de sensibilisation de proximité ;
- suivi de l'exécution des activités de reboisement ;
- organisation des séances de sensibilisation de proximité ;
- élaboration des rapports ;
- établissement et dépôt des factures ;
- paiement des factures ;
- examen et validation des DAO proposés par les MOD ;
- suivi du processus de sélection des entreprises devant réaliser les travaux ;
- achèvement des travaux de construction d'un collecteur d'assainissement de crête à Bohicon ;
- réalisation des études environnementales sociales, techniques, suivi et contrôles des travaux de réalisation d'un dalot 200X200 à Hlagba-Dénou-Dèmè ;
- réalisation des travaux d'aménagement paysager et de réhabilitation d'adduction d'eau villageoise à KINTA dans la commune d'AGBANGNIZOUN (Lot1) ;
- réalisation des travaux de réhabilitation de 200ml de murailles dans le palais du roi Glèlè à Covèkpa lot1 ;
- livrables fournis et validés 1-diagnostic, 2-stratégie de développement, 3-scénarios et étude urbanistique, Livrable 4-plan directeur reçu, à finaliser ;
- étude de faisabilité d'un Espace Economique Frontalier à Hillacodji ;
- édition des décrets d'application de la loi-cadre sur l'aménagement du territoire ;
- édition de divers autres (Plaquettes de spatialisation du PAG, de mise en œuvre de l'agenda spatial et ou des marchés des territoires) documents ;
- édition du guide d'élaboration et de mise en œuvre des SDAC ;
- élaboration des spécifications techniques ;
- sélection d'un fournisseur ;
- réception des plaques de centrage.

Projet de développement de programmes immobiliers d'habitat social et économique :
70,30%

- finalisation de la signature des contrats ;
- évaluation à mi-parcours de la réalisation des études ;

- élaboration de la demande d'autorisation d'acquisition de deux pick-up et de matériel informatique ;
- élaboration des contrats ;
- réservation de crédit ;
- remise de sites.

Création d'un complexe international (conférences et théâtre) à Cotonou : 68,36%

- programme / Etude de faisabilité ;
- recherche et mobilisation des partenaires ;
- sensibilisation et libération du site et de la zone ;
- recherche d'un Partenariat Public Privé pour la conception, la recherche de financement, la construction et l'exploitation d'un Mall ;
- sélection du partenaire public privé potentiel ;
- rédaction de la convention de PPP ;
- signature de la convention de PPP.

Projet de construction de bâtiments administratifs : 76%

- mandatement de fonds pour le règlement de factures relatives aux travaux de réfection d'aménagement et d'équipement des bâtiments de la Présidence de la République et des villas présidentielles ;
- transfert de fonds pour le règlement de facture relatives à la poursuite des travaux de réfection, d'aménagement et d'équipement des bâtiments: Présidence de République et villas présidentielles ;
- transfert de fonds dans le cadre de la poursuite des travaux de réfection, d'aménagement et d'équipement des bâtiments de la Présidence de la République et des villas présidentielles ;
- transfert de fonds dans le cadre de la poursuite des travaux de réfection, d'aménagement et d'équipement des bâtiments de la Présidence de la République et des villas présidentielles ;
- transfert de fonds dans le cadre de la poursuite des travaux de réfection, d'aménagement et d'équipement des bâtiments de la Présidence de la République et des villas présidentielles ;
- élaboration du rapport spécial adressé à la DNCMP pour demander l'autorisation d'une consultation restreinte ;
- validation des documents ;
- signature du contrat ;
- dette envers ETS ERA-BTP sur travaux de réhabilitation du bâtiment de l'ex- DDHU A/L et de construction d'un magasin d'archives provisoire dans l'enceinte de la DGDU ;
- définition des caractéristiques et élaboration des lettres de consultations (TDR) ;
- dette envers DECO & EQUIPEMENT SARL sur fourniture et pose de mobiliers pour la salle d'attente du Ministre, 5ème étage du bâtiment MCVDD ;

- dette envers DECO & EQUIPEMENT SARL sur fourniture et pose de mobiliers pour la salle d'attente du Ministre, 5ème étage du bâtiment MCVDD.

Projet de construction des infrastructures socio-communautaires sous tutelle des autres ministères sectoriels : 71,50%

- élaboration des TdR ;
- transmission de la liste des missions à l'extérieur du Programme Habitat au MEF ;
- traitement des lettres d'invitation ;
- obtention de la note verbale élaborée par le Ministre des Affaires Etrangère ;
- obtention des billets d'avion et de la carte de crédit auprès la CVO ;
- établissement des Ordres de Mission ;
- participation au Conseil d'Administration de l'ONU-HABITAT ;
- compte rendu au Conseil des ministres ;
- remise de site au titulaire du marché, Ordre de service de démarrer les travaux et Suivi et contrôle de l'exécution des travaux des Chefs de l'Inspection Forestière de l'Alibori, du Borgou, de l'atacora, du Donga, du Mono - Couffo, du Ouémé - Plateau, de l'Atlantique - Littoral ;
- lancement des DAO ;
- dépouillement des offres ;
- signature des contrats ;
- remise de sites de Ouidah, Toffo, Abomey, Covè, Ouessè, Savalou, Djougou, Bembèrèkè, Nikki, Kouandé, Banikoara, Malanville, Tanguiéta, Kétou, Adjohou, vrankou, Grand-Popo, Comè, Djakotomey, Aplahoué, Dogbo ;
- dette envers AMEN SARL sur COMMANDE D'ORDINATEURS PORTATIFS ASUS, TABLEAU SUPPORT-PLAN FORMAT AO ET DE CHEVALET ;
- dette envers MEL CONCEPT SARL sur Fourniture et pose de mobiliers de bureau ;
- dette envers l'Entreprise LOGIC sur COMMANDE DE MATERIELS ET EQUIPEMENTS DE BUREAU.

Projet de modernisation du système de collecte et de gestion efficace des déchets dans le grand Nokoué : 55%

Aménagement des berges de la lagune de Cotonou : 18%

Assainissement et aménagement des berges de la lagune de Porto-Novo : 08%

Modernisation du marché de Dantokpa, marché international de référence : 54%

Construction de marchés régionaux, secondaires et de quartiers : 88%

Aménagement du camp Guézo pour en faire un centre d'affaires de référence : 0%

Projet de réhabilitation et d'aménagement des voiries des villes de Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Bohicon et Abomey : 65%

Assainissement pluvial de Cotonou : 80%

Programme de développement de l'infrastructure géographique de base et du cadastre : 100%

Projet d'Aménagement URbain et d'Appui à la Décentralisation : 24,3%

Programme Spécial de Réhabilitation de la Cité Historique d'Abomey (PSRCHA) : 83,67%

Projet FADeC-cadre de vie : 51,76%

Programme pour l'Adaptation des Villes aux changements climatiques au Bénin : 47,76%

Ministère du Tourisme, de la Culture et des Sports (MTCS)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MTCS est de **16,27%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Programme de promotion et de développement des activités sportives : 13,59%

- appui au fonctionnement des classes sportives « Participations et formations »(10%) ;
- sélection des encadreurs sportifs pour l'animation des Classes Sportives ;
- formation des encadreurs sportifs pour l'animation des Classes Sportives et des Association sportives communales ;
- déploiement des encadreurs sportifs pour l'animation des Classes Sportives et des Association sportives communales ;
- paiement des allocations des encadreurs sportifs des associations sportives communales (48%) ;
- acquisition du matériel et équipement au profit des Classes Sportives et des associations sportives communales (15%) ;
- subvention du fonctionnement des associations sportives communales (10%) ;
- organisation des phases départementales et nationale des championnats Scolaires (10%) ;
- organisation des tournoi inter-arrondissements (Subventions aux arrondissement) (10%) ;
- organisation des championnats inter-Communes (10%).

Projet de Création des Académies Sportives (PCAS) : 10%

- poursuite de la construction des académies sportives (0%) ;
- élaboration des dossiers de spécifications techniques des contrats d'acquisition d'équipements sur le programme.

Programme de Développement de la Pratique du Sport à la Base : 40,40%

- poursuivre de la construction/réhabilitation des stades communaux (25%) ;
- attributions des marchés de constructions de salles aux prestataires ;
- préparation des remises de sites aux attributions en cours.

Projet de Dynamisation d'ADO-TV (PDAT) : 14,65%

- signature du PV de préparation du contrat de location de locaux au profit de la Nouvelle Chaîne de Sport (10%) ;
- spécification technique, sélection du fournisseur pour l'acquisition d'équipements techniques pour la nouvelle chaîne de Sports (30%).

Préservation et Mise en Valeur du Patrimoine Culturel et du Patrimoine Naturel à Caractère Culturel : 1,94%

- célébration de la Fête de la Musique (100%) ;
- organisation du Festival des Musiques Urbaines (100%).

Promotion des Talents et Renforcement des Capacités dans le Secteur de la Culture : 6,67%

- présélection des encadreurs culturels (100%).

Projet d'Appui à la Numérisation de la Bibliothèque Nationale : 18,20%

- poursuite les travaux de construction des façades (principale et secondaires) de la clôture de la Bibliothèque Nationale (90%).

Projet d'Aménagement Sites Touristiques et leurs Voies d'Accès : 29,99%

- réalisation des études architecturales et techniques des travaux d'aménagement des sites et voies d'accès(10%) ;
- poursuite le contrôle et suivi des travaux de réhabilitation et d'aménagements des sites et voies d'accès (40%) ;
- réalisation des ouvrages d'assainissement et aménagement de la voie d'accès au site des chutes de Tanougou (10%) ;
- suivi et contrôle des travaux de construction des ouvrages d'assainissement (10%) ;
- poursuite les travaux d'aménagement des sites et voies d'accès (40%) ;
- réalisation les études relatives à l'aménagement sites touristiques secondaires de la ville de Ouidah (10%)
- organisation du recensement des réceptifs hôteliers (10%).

Ministère la Santé (MS)

Le taux d'exécution physique moyen du PIP au 31 décembre 2018 du MS est de **61,97%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Projet de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement (PPHA) : 83%

- poursuite des travaux de construction des cinq (05) modules de latrines institutionnelles de 4 cabines à vidange arrière dans les écoles et centres de santé entamés en 2016 ;
- poursuite les travaux de construction des vingt-six (26) incinérateurs de type de Montfort entamés en 2016 y compris les fosses à objets cassants dans les centres de santé ;
- acquisition des fournitures de bureau et consommables informatiques au profit de la coordination du Programme et des agents ;
- paiement de la dette relative à l'achat de 05 Ordinateurs Portables ;
- acquisition du Carburant et lubrifiant au profit de la coordination ;
- supervision des travaux de construction des ouvrages d'assainissement (incinérateurs et latrines).

Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) : 75%

- réalisation d'une mission de suivi de la gestion des MIILD de routine dans les 6 Départements ;
- recensement de toutes les structures de ventes de moustiquaires et d'insecticides dans tous les départements ;
- acquisition de 40 000 MIILD ; mise à jour des données du paludisme au niveau de chaque zone sanitaire ;
- réalisation d'une mission d'échange avec les structures départementales du PNLP ;
- contribution à l'organisation de la JMP 2018 ;
- contribution à l'organisation de la JMP 2018 ;
- acquisition de 10 microscopes au profit des laboratoires des formations sanitaires de 6 départements ;
- acquisition de 02 ordinateurs portatifs au profit des cellules départementales ;
- acquisition de 7 ordinateurs portatifs au profit de la coordination ;
- mission pour assurer le paiement des primes et frais de missions au personnel du PNLP en poste dans les six départements ;
- organisation de chaque trimestre un contrôle de qualité du diagnostic biologique du paludisme dans 15 laboratoires publics et assimilés ;
- mission suivie de l'intégrité physique des moustiquaires imprégnées 2017 des ménages dans les zones sanitaires des 12 départements du pays et leur utilisation dans la communauté ;
- documentaire de 13 minutes en vue de documenter les réussites du PMI, les meilleures pratiques et les leçons apprises en travaillant pour les bénéficiaires ;
- coût CAME liés à l'achat et la distribution des intrants /Prestation CAME lie a la acquisition, réception stockage, et distribution (8% de la valeur DDP)-Secteur privé ;
- coût CAME liés à l'achat et la distribution des intrants /Prestation CAME lie a la acquisition, réception stockage, et distribution (8% de la valeur DDP)-Secteur public.

Programme National contre la Tuberculose (PNT) : 86%

- réalisation d'une étude architecturale pour la construction d'un bâtiment abritant un service de pneumologie et un service de kinésithérapie respiratoire ;
- acquisition d'un (01) spiromètre et un (01) fibroscope pour le service de pneumologie de Cotonou ;
- paiement de la dette relative à la réhabilitation de la salle de réception et de consultation des malades tuberculeux de la clinique du CNHU-PP de Cotonou (Centre de référence pour la tuberculose) ;
- paiement de la dette relative à la construction d'une cuisine au profit des malades tuberculeux hébergés au CNHU-PPC ;
- paiement des frais relatifs au contrat de sensibilisation des populations clés avec 12 ONG par semestre ;

- organisation d'une réunion annuelle de discussion et d'échanges sur le rapport annuel du PNT avec le niveau intermédiaire ;
- production d'un rapport annuel d'activités du programme faisant une synthèse de la situation épidémiologique ;
- acquisition des réactifs et consommables au profit du service de radiologie du CNHU-PPC ;
- apport d'un appui alimentaire aux malades tuberculeux (TB/VIH, TB-MR et dénutris) au cours de leur traitement en complément à la contribution de l'Etat ;
- organisation à Cotonou du Cours International sur la lutte contre la TB ;
- acquisition du matériel informatique (ordinateurs, imprimantes, onduleurs) au profit du CNHU-PPC de Cotonou et du CHPP de Porto-Novo ;
- achat des produits d'entretien pour le nettoyage et l'entretien des salles et bureaux du CNHU-PPC ;
- équipement en mobiliers les nouveaux bureaux réfectionnés ;
- acquisition du matériel informatique (ordinateurs, imprimantes, onduleurs) au profit du CNHU-PPC de Cotonou et du CHPP de Porto-Novo ;
- activités traditionnellement financées par l'UICMR (organisation à Cotonou du Cours International sur la lutte contre la TB) ;
- achat des médicaments antituberculeux de 1ère ligne pour la prise en charge des malades tuberculeux ;
- acquisition des réactifs et consommables au profit du service de radiologie du CNHU-PPC ;
- paiement des frais relatifs au contrat de sensibilisation des populations clés avec 12 ONG par semestre.

Programme National de Lutte contre les Maladies Non Transmissibles (PNLMNT) : 41%

- clôture du jardin de plantes médicinales des communes de Savalou ;
- réfection des locaux du Programme National de la Pharmacopée et de la Médecine Traditionnelles (Carrelage, peinture, compartimentage...);
- paiement de décompte pour la réhabilitation du Centre expérimental de prise en charge traditionnelle de l'ulcère de Buruli et la clôture du jardin de plantes médicinales de la commune de Djakotomey ;
- acquisition du matériel de bureau pour le PNPMT et l'ANAPRAMETRAB (Bureaux-fauteuils-chaises visiteurs) ;
- acquisition des lits-matelas-béquilles- bancs au profit des centres traditionnels de prise en charge des fractures de Glo djigbé- Ouaké et de Djougou ;
- édition de 500 exemplaires de cadre réglementaire ;
- acquisition des fournitures de bureau et produits d'entretien ;
- acquisition du carburant et lubrifiant pour la dotation du personnel et l'organisation des élections dans le cadre du renouvellement des membres des organes ;

- acquisition de vingt (20) motos + Casques pour le suivi des activités de la médecine traditionnelle au niveau national et départemental (PNPMT et ANAPRAMETRAB) ;
- recensement les praticiens de la médecine traditionnelle/Association et assurer la supervision des jardins de plantes médicinales du Bénin ;
- organisation d'une mission de collectes de données pour la rédaction du bulletin d'information "Médecine Traditionnelle" ;
- entretien des bureaux du PNPMT de janvier -décembre 2018 ;
- paiement des frais relatifs à l'installation de deux climatiseurs et à la réparation d'un climatiseur split (dettes 2016) ;
- mission de renforcement de capacité de 100 Promoteurs de Médicaments traditionnels améliorés en production MTA ;
- réalisation du répertoire national des cabinets/ cliniques de médecine traditionnelle des pratiques traditionnelles et des pathologies ;
- organisation de la célébration de la Journée Africaine de la Médecine Traditionnelle au Bénin (31 août) ;
- réalisation du suivi semestriel des activités de promotion de la pharmacopée et de la médecine traditionnelle en partenariat avec le bureau national ;
- entretien du parc informatique, des climatiseurs et de la plomberie du PNPMT.

Projet de Construction de l'Hôpital de Zone d'Allada (PCHZA) : 96,31%

- réalisation du pavage et l'assainissement de l'hôpital ;
- construction de la clôture du site de l'hôpital d'Allada et réaliser deux (02) forages munis de pompes et les raccorder au réservoir d'eau et au château d'eau ;
- acquisition des équipements au profit des services de kinésithérapie, de maintenance et de buanderie;
- acquisition et installation des meubles généraux ;
- acquisition et installation d'un groupe électrogène de 100 KVA, d'un véhicule pick-up 4X4 et d'une moto.

Programme National de Lutte contre les Maladies Transmissibles (PNLMT) : 25%

- paiement la taxe de voirie au cordon douanier sur les médicaments utilisés dans le cadre de la lutte contre les Maladies Tropicales Négligées au titre de 2018 ;
- acquisition des consommables informatiques : encres pour imprimantes laserjet et jet d'encre, encres pour photocopieurs, antivirus ;
- acquisition du carburant pour le fonctionnement de la coordination, la supervision, la mise en œuvre des activités de terrain et l'alimentation des groupes électrogènes lors des sorties dans le cadre de la lutte contre les MTN ;
- acquisition des pièces pour la maintenance du parc automobile ;
- maintenance du matériel informatique au titre de 2018 ;
- supervision des acteurs intervenants dans la lutte contre les MTN (oncho, filarioses lymphatique, schistosomoses, géohelminthiases, THA, ver de Guinée, etc...);

- traitement de masse contre la Bilharziose et les vers intestinaux dans les écoles.

Projet de Construction de l'hôpital de zone de Savè (PCHZS) : 0%

- frais de personnel ;
- suivi, la supervision et l'évaluation des activités du projet ;
- acquisition de carburant pour dotation et missions diverses ;
- acquisition de pneumatique et autres accessoires d'entretien du véhicule du projet ;
- acquisition de fournitures de bureau et produits d'entretien au profit du projet ;
- traduction des documents à échanger avec le PTF en anglais ;
- mission de maîtrise d'œuvre du projet PCHZS sur le Fonds Saoudien ;
- contrepartie béninoise de la mission de maîtrise d'œuvre complète du projet PCHZS ;
- achèvement des travaux de construction de clôture et du logement du pédiatre de l'Hôpital de Zone de Savè.

Programme Elargi de Vaccination (phase iv) : 80%

- remboursement des frais liés à l'acheminement des échantillons de MPE;
- organisation des Journées Nationales de Vaccinations contre la poliomyélite d'Avril 2018 ;
- remboursement des frais liés à l'acheminement des échantillons de MPE ;
- assurance des honoraires du commissariat au compte exercice 2017 ;
- manutention des cargaisons de vaccins et consommables du PEV ;
- réalisation de l'inventaire des vaccins et autres intrants PEV au niveau central, intermédiaire et périphérique ;
- acquisition du carburant et lubrifiant pour le fonctionnement de l'agence ;
- atelier de finalisation du PAQD ;
- organisation de la mise en œuvre de la Semaine Africaine de la Vaccination dans tous les départements ;
- acquisition du carburant et lubrifiant pour les groupes électrogènes de la DLOG et des départements ;
- appui de la tenue des réunions de coordination de l'ANV-SSP : CCIA, Groupes Techniques de Coordination (Logistique, Vaccination et Surveillance, Communication ;
- renforcement des capacités de 2 cadres de l'ANV et 10 acteurs chargés de la gestion logistique du PEV au niveau intermédiaire et périphérique en logistique de la vaccination (Formation 20courte) ;
- suivi du monitoring des températures des chambres froides et des réfrigérateurs des départements et formations sanitaires ;
- organisation du suivi de la mise en œuvre de la SAV 2018 dans les départements ciblés ;
- organisation d'une supervision des acteurs dans le cadre de la mise en œuvre de l'IVD ;
- appui à la mise en œuvre de la Semaine Africaine de la Vaccination dans tous les départements ;

- appui à la supervision des acteurs du niveau intermédiaire sur les activités de communication en faveur du PEV (Campagnes de masse et Routine).

Programme National de Développement des Ressources Humaines du secteur Santé (PNDRHS) : 80%

- poursuite de la formation de 14 paramédicaux dans les spécialités au Bénin : Epidémiologie à l'ENATSE : 6, Nutrition : 6, à la FSS ; Puériculture 1ère année ;
- poursuite la formation de 12 paramédicaux dans les spécialités au Togo avec une bourse de formation (Master en Instrumentation chirurgicale : 2, Licence en Aide chirurgie : 1, Master en chirurgie : 2, Master en Anesthésie Réanimation : 2, Puériculture : 1, Licence en Anesthésie-Réanimation : 2, Licence en Instrumentation : 1, Stérilisation : 1) : 1ère année (PAG) ;
- poursuite la formation de 7 médecins dans les spécialités à l'étranger (Pneumologie : 2, Infectiologie: 1, Neurochirurgie : 1, Virologie : 1, Néphrologie : 01? Parasitologie:1) : 1ère année (PAG) ;
- poursuite la formation de 2 agents aux nouvelles technologies de maintenance des appareils d'imagerie médicale : 1ère année ;
- poursuite la formation de cinq paramédicaux en Master en Exploration fonctionnelle de la vision et ophtalmologie: 1ère année ;
- paiement des frais d'inscription de 52 médecins en quatrième année de spécialisation au Bénin ;
- paiement des frais de formation d'un médecin en médecine physique et réadaptative (3ème année) ;
- Appui de la formation de 10 agents administratifs et techniques dans les écoles professionnelles du Bénin ;
- acquisition des fournitures de bureau ;
- acquisition de six ordinateurs portables au profit de l'Observatoire des Ressources Humaines en Santé ;
- acquisition de six ordinateurs de table au profit de l'Observatoire des Ressources Humaines en Santé.

Programme d'Appui au Système de Santé (PASS-SOUROU) : 91%

- appuis stratégiques (AQ, SONU, MNT et RCR) au niveau des EEZS, ZS, HZ, CS dans l'Atacora/Donga et le Mono/Couffo ;
- mise en œuvre la démarche qualité dans les ZS couvertes ;
- mise en œuvre les soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) ;
- mise en œuvre le plan de réponse aux MNT dans les ZS de couverture ;
- suivi de la performance de la mise en œuvre du PITA/MS ;
- acquisition des climatiseurs pour les nouveaux bureaux PASS ;
- remboursement de l'acquisition des matériels pour l'interconnexion à la Fibre Optique du Bureau PASS-BEC.

Programme National de Lutte contre les Hépatites (PNLH) : 19%

- organisation d'une mission de collecte de données pour l'élaboration du document de Politique -Normes et Procédures de PEC des malades d'hépatites au Bénin ;
- organisation d'un atelier de pré-validation du document de Politique -Normes et Procédures de PEC des malades d'hépatites au Bénin ;
- organisation d'un atelier de validation et de finalisation du document ;
- édition de 1000 exemplaires le document de Politique - Normes et Procédures de PEC des malades d'Hépatites au Bénin ;
- organisation d'un atelier de pré- validation du guide de surveillance épidémiologique des d'hépatites au Bénin ;
- organisation d'une mission de collecte de données pour l'élaboration du guide de PEC communautaire des Hépatites ;
- organisation d'un atelier de validation et de finalisation du guide de PEC communautaire ;
- élaboration du manuel de procédures administrative et financière de gestion du programme ;
- organisation d'un atelier de validation et de finalisation du document ;
- édition de 15 exemplaires le manuel de procédures administrative et financière de gestion du programme.

Programme Santé de Lutte contre le SIDA(PSLS) : 71%

- acquisition des fournitures de bureau pour le CIPEC Borgou-Alibori ;
- acquisition des fournitures de bureau pour le CIPEC Atacora-Donga ;
- acquisition des fournitures de bureau pour le CIPEC Atlantique-Littoral ;
- acquisition des fournitures de bureau pour le CIPEC Ouémé-Plateau ;
- acquisition des fournitures de bureau pour le CIPEC mono-Couffo ;
- acquisition du carburant pour le PSLS (groupe électrogène du PSLS, groupe électrogène du Laboratoire de référence du PSLS et pour les activités de supervision et dotation au personne ;
- réunions semestrielles avec les démembrements du PSLS (Le niveau central, les CIPEC, les ONG en partenariat avec le PSLS et les PT ;
- maintenance des appareils médico -techniques du Laboratoire de Référence du PSLS ;
- supervisions du niveau opérationnel par chaque CIPEC (un million deux cent cinquante par CIPEC ;
- 2 supervisions au niveau des départements et des sites par le niveau central ;
- Organisation de la supervision des gestionnaires des dépôts répartiteurs des zones sanitaires et des agents de santé prescripteurs d'ARV.

Programme National de Réhabilitation et de Construction des Centres Hospitaliers (PNRCCH) : 65%

- règlement des frais des études architecturales et biomédicales des travaux de construction et d'équipement des unités de dialyse des CHD de l'Atacora, du Mono, du CHUD de l'Ouémé, des unités de scanographie des CHD de l'Atacora, du Mono, du CHUD du Borgou et de l'unité de l'IRM du CHUD du Borgou ;
- construction de l'unité de dialyse du CHU de l'Ouémé/Plateau : Paiement de l'avance de démarrage (PAG) ;
- paiements des factures relatives aux travaux d'extension et de réhabilitation des blocs d'hospitalisation du Centre National Hospitalier Psychiatrique de Jaquot à Cotonou de l'entreprise LA GEBS - SA : BC n° 610/MS/DC/SGM/DIEM/SGC/SA du 21 - 08 - 2015 : paiement d'un décompte ;
- règlement de la facture relative aux travaux d'achèvement des blocs des toilettes au CHD Natitingou (BC n° 538/MS/DC/SGM/DIEM/SEGC/PNRCCH/SA du 25-10-2017 de DAMASH COMPANY LTD ;
- financement de la contre partie béninoise de l'accord de partenariat entre le CHD Borgou/Alibori et le Centre Hospitalier d'Orléan en France : Réception des travaux de réalisation de forage avec le raccordement aux divers services (BC n° 475/MS/DC/SGM/DIEM/SEGC/PNRCCH/SA du 21-08-2017 de SOGEC PLUS) ;
- règlement de la facture relative à la retenue de garantie des travaux de construction de la clôture du domaine devant abriter l'Hôpital Universitaire de Parakou (BC de l'entreprise ACHAK & FILS n° 830/MS/DC/SGM/DIEM/SEGC/SA du 06 - 11 - 2018 ;
- acquisition du carburant au profit du PNRCCH ;
- acquisition des pneus et entretien du matériel roulant du PNRCCH ;
- relevé d'état des lieux, le suivi, les attachements, la réception et les supervisions trimestrielles et l'estampillage des équipements et des travaux de construction dans les CHD et CHU.

Projet d'Equipement et de Réhabilitation des Formations Sanitaires (PERFS B) : 20%

- acquisition des outillages de maintenance ;
- acquisition d'un véhicule pick up 4x4 double cabines ;
- acquisition des pneumatiques et autres accessoires pour la maintenance du véhicule de la CE/PERFSB ;
- acquisition d'une unité d'IRM au profit du CNHU (PAG) ;
- acquisition de deux unités de scannographie au profit des CHD O/P et ZC (PAG) ;
- acquisition des équipements de Radiodiagnostic et d'Echographie (PAG) ;
- acquisition des équipements d'hygiène et de stérilisation ;
- acquisition des équipements de Laboratoires, Bloc opératoire, Anesthésie, Réanimation et Maternité ;
- acquisition des mobiliers, Equipements généraux et logistiques ;
- assurance du paiement des travaux de construction de la radiologie du CS Sème Podji, ;

- assurance du paiement des travaux de construction de la morgue de Grand-Popo ;
- assurance du paiement des travaux de construction de la radiologie HZ de Lokossa ;
- payement du solde dans cadre travaux construction de la radiologie HZ Papané ;
- Paye ment des ntravaux construction de la maternité du CS Kpankoun ;
- assurance du paiement du bureau de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la mise en œuvre du PERFS-B ;
- acquisition du carburant pour le fonctionnement du projet ;
- acquisition des fournitures de bureau et produits d'entretien.

Projet Santé et Population de la Grande Commune de Tchaourou (PSP_GCT) : 29%

- paiement des frais d'obtention du certificat de conformité environnementale et sociale auprès de l'ABE ;
- paiement partiel la facture de la réception provisoire des travaux de réalisation des forages sur les sites de Goro, Alafiarou, Sanson, Tchatchou, Bétérou et Kika ;
- paiement des frais de l'Etude d'Impact Environnemental du Projet ;
- assurance des frais de personnel (indemnités des membres de l'Unité de Gestion) ;
- acquisition du carburant pour le fonctionnement du PSP-GCT ;
- acquisition des fournitures de bureaux et produits d'entretien ;
- paiement du montant partiel des frais de raccordement électrique des différents sites à la SBEE ;
- assurance de la remise de site, le suivi, les attachements des travaux et la visite des différents sites ;
- paiement de la facture d'acquisition des équipements informatiques au profit de l'Unité de Gestion du Projet ;
- recrutement d'un Bureau de maîtrise d'œuvre ;
- lancement les appels d'offres pour la sélection des entreprises devant réaliser la construction de l'Hôpital de Zone et les six centres de santé dans la commune de Tchaourou ;
- paiement de la facture de la réception provisoire des deux véhicules qui seront livrés au profit de l'UGP.

Programme National de Lutte contre la Lèpre et l'Ulcère de Buruli (PNLLUB) : 90%

- appuie en médicaments essentiels les CDTUB de Lalo, Allada et Zagnanado pour la prise en charge de leurs malades ;
- appuie en produits alimentaires les CDTUB de Lalo, Allada et Zagnanado pour les malades hospitalisés ;
- acquisition du carburant pour le suivi des malades des CDTUB de Lalo, Allada, Zagnanado, Davougon et Pobè ;
- acquisition d'un lot d'équipements médicotéchniques pour le CDTUB d'Allada ;
- acquisition de matériel informatique et mobilier de bureau pour les salles de réunion et de recherche du PNLLUB ;
- appui en produits d'entretien des salles d'hospitalisation et de pansement des CDTUB de Lalo, Allada et Zagnanado ;
- réalisation d'une enquête autour des cas de lèpre MultiBaccilaire (MB) dans les zones sanitaires PAK,ADD,KTL,TMC, Tchaourou, ZOBOZA et ATZ ;
- organisation d'une tournée de sensibilisation des CS périphériques pour relancer le dépistage de la lèpre (Atlantique, Littoral, Plateau et Atacora) ;
- monitoring des activités des 4 CDTUB ;
- acquisition d'un lot d'équipements médicotéchniques pour le CDTUB de Lalo ;

- acquisition d'un lot d'équipements médicotechniques pour les CTAL de Parakou, Djougou et Natitingou ;
- don aux anciens malades et les patients sous traitement de vivres et tissus dans les 8 CTAL (CTAL de Ouidah, Dassa, Pobè, Madjrè, Davougon, Djougou, Natitingou et Parakou) dans le cadre des J.M.L.

Projet d'Appui aux Activités de la Sante de la Reproduction (PAASR) : 53%

- acquisition d'un photocopieur et 02 Climatiseurs 02 ordinateurs portatifs, 02 imprimantes et 01 scanner avec accessoires ;
- acquisition du carburant pour le fonctionnement du Programme ;
- appui de l'organisation de la réunion de la commission béninoise de la fortification des aliments ;
- élaboration du manuel de procédure de gestion du PAASR ;
- acquisition de fourniture de bureau et de secrétariat pour la régie et la coordination du PAASR ;
- suivi des prestataires formés sur la CPN/PTME/GATPA dans 6 ZS (01ZS/DDS) ;
- réalisation de 02 missions de supervision intégrée de 90 prestataires formés dans 04 DDS sur Technologie contraceptive/SONU/SRAJ/ Prise en charge de Malnutrition ;
- paiement les arriérés de primes et indemnités 2014, 2015, 2016 et 2017 au personnel d'appui au programme ;
- paiement des arriérés de frais de mission 2017 ;
- acquisition du matériel anthropométrique pour la qualité de la prise en charge des malnutris dans les CNT et CNA ;
- organisation d'une fois par semestre une mission de collecte des données et d'évaluation de la mise en œuvre des recommandations issues des audits des décès maternels et des SONU dans les 6 départements ;
- réalisation de 02 missions de suivi de l'introduction de Sayana Press dans les centres de santé et la communauté des zones sanitaires pilotes (ZS DCO, Bassila, Tchaourou, Kandi, AS, Cotonou 2&3) ;
- acquisition des Produits contraceptifs (Jadelle, Dépoprovera, Implanon et Sayana press et Norlevo) ;
- organisation de la Campagne de supplémentation en vitamine A et de déparasitage couplées avec les JNV (2 tours) ;
- appui de l'organisation de séances spécifiques de sensibilisation sur l'AME lors de la Semaine Mondiale de l'Allaitement Maternel (SMAM).

Programme National de construction et d'Equiperment et de Fonctionnalité des Formations Sanitaires (PNCEFFS) : 90%

- construction de l'antenne départementale Ouéme-Plateau ;
- construction de l'antenne départementale Borgou-Alibori ;
- construction de l'antenne départementale Zou-Collines ;

- poursuite les travaux de construction du logement du Médecin Chef de Gansosso ;
- autonomisation en eau des formations sanitaires ;
- paiement de 20% des frais des études lancées dans le cadre du PAG ;
- des outillages de maintenance ;
- réalisation de 10 forages dans les centres de santé (PAG) ;
- paiement des factures relatives à l'acquisition d'une machine à laver et d'une machine à sécher de l'hôpital de zone de Boko ;
- paiement des factures relatives à l'acquisition du matériel de kinésithérapie au profit de l'hôpital de zone de Banikoara ;
- assurance du fonctionnement du PNCEFFS ;
- paiement les primes du personnel du PNCEFFS.

Programme national de la Pharmacopée et de la Médecine Traditionnelle(PNPMT) : 77%

- clôture du jardin de plantes médicinales des communes de Savalou;
- réfection des locaux du Programme National de la Pharmacopée et de la Médecine Traditionnelles (Carrelage, peinture, re compartimentage...);
- paiement de décompte pour la réhabilitation du Centre expérimental de prise en charge traditionnelle de l'ulcère de Buruli et la clôture du jardin de plantes médicinales de la commune de Djakotomey;
- acquisition du matériel de bureau pour le PNPMT et l'ANAPRAMETRAB (Bureaux-fauteuils-chaises visiteurs) acquisition des lits-matelas-béquilles- bancs au profit des centres traditionnels de prise en charge des fractures de Glo djigbé- Ouaké et de Djougou organisation de la célébration de la Journée nationale de la médecine traditionnelle (12 juin)
- organisation de la célébration de la Journée Africaine de la Médecine Traditionnelle au Bénin (31 août)
- réalisation du suivi semestriel des activités de promotion de la pharmacopée et de la médecine traditionnelle en partenariat avec le bureau national
- entretien du parc informatique, des climatiseurs et de la plomberie du PNPMT.

Projet de Création de l'Unité de Radiothérapie (PUR) : 30%

- équipements seront livrés entre le mois de septembre et le mois d'octobre 2018 ;
- activité consiste à dimensionner les locaux existants et à réserver les salles de travail en fonction des normes de construction d'un Service de Médecine nucléaire ;
- action a été réalisée par le Prof. Bouyoucef Salah Eddine, Expert de l'AIEA dépêchée au Bénin pour la circonstance ;
- derniers acquisitions, réparations et grosses réparations qui permettront la mise en place du service de médecine nucléaire ;
- montants des dépenses envisagées ici étaient inscrits pour acquérir des équipements de maintenance ;

- montants des dépenses envisagées ici étaient inscrits pour acquérir des équipements de maintenance.

Projet de Construction de 23 Centres de Santé (PDRH) : 0%

Projet de Renforcement de la Performance du Système de Santé (PRPSS) : 0%

FADEC-investissement : 100%

Projet Régional Commun de Prévention et de Prise en Charge des IST/VIH/SIDA le Long du Corridor de Migration Abidjan-Cotonou-Lagos (PROJETCORRIDOR) : 55%

Etude du Projet de Construction et équipement d'un Centre Hospitalier Universitaire et d'une unité de radiothérapie : 15%

Etude du Projet de Construction et d'équipement d'un laboratoire d'anatomie pathologique et d'un laboratoire de biologie : 0%

Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MEMP est de **63%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Programme "un Elève sous un Toit, une Classe, un Maître pour l'Enseignement Primaire" (Projet de développement de l'Education de Base (BID IV)) : 35%

- informations non disponibles sur les activités réalisées.

Programme de construction et d'équipement d'écoles primaire dans le Département de l'Atlantique (Japon 6, phase 6) : 78%

- L'accord de don japonais a été signé en janvier 2018 et le montant prévu pour 2018 est de 1 923 760 000 FCFA. Ce montant n'était pas inscrit au PTA 2018. Les formalités sont en cours afin que ces fonds soient mis à la disposition de l'Etat béninois.

FADEC-INVESTISSEMENT du Budget-national (3 000 000 000) F CFA: 100%

- affectation des fonds est entièrement réalisée. Toutefois, les services compétents du ministère ignorent si les décaissements ont effectué et si réellement les travaux auxquels ces fonds sont destinés connaissent un début de réalisation physique.

Par ailleurs, le point d'exécution au 31 décembre 2018 de deux programmes de construction suspendus en 2017 a été présenté. Il s'agit :

- 1- du Programme Spécial de Construction, de Réhabilitation, d'Equipement des Infrastructures Scolaires des Zones à Besoins Spécifique (PSCREIS-ZoBS) dont le TEP est de 79% pour un montant engagé de 707 551 200 FCFA et un montant ordonnancé de 707 551 200 FCFA.
- 2- Du Programme de Construction, de Réhabilitation, d'Equipement et de Viabilisation des Ecoles Normales, d'Instituteurs et des Circonscriptions Scolaires (PCREV-ENI-CS) dont le TEP est de 65% pour un montant engagé de 490 922 000 FCFA et un montant ordonnancé de 85 635 100 FCFA.

Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MESTFP est de **40%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Projet de Construction, de Réhabilitation et d'Équipement des Infrastructures Scolaires dans l'Enseignement Secondaire Général (PCREIA) : 5%

- remise de site est faite pour la poursuite des travaux de construction d'un bloc administratif au CEG3 de Ouidah.

Projet de Construction, de Réhabilitation et d'Equipement des Infrastructures D'ETFP (PCREI-ESG) : 35%

- travaux sur les lot (2), (4) ,(10) et (11) ont fait l'objet d'attachement et des décomptes ont été calculés ;
- réception du lot 6 a été faite ;
- processus de paiement d'avance de démarrage a été enclenché sur les lots (2), (5) et (9) et les travaux de réhabilitation du lycée de jeunes filles de Ouidah ;
- travaux de construction de 300 mètres linéaires de mur de clôture sont achevés et réceptionnés provisoirement, respectivement aux CEG Ouidah 2, Comé 2 et Athiéme centre et les travaux au CEG Ouèdèmè ont fait l'objet d'un attachement ;
- travaux de construction de blocs de latrines à 4 cabines dans les CEG OUIDAH 1-2-3, La VERDURE et LOBOZOUNKPA sont achevés et réceptionnés provisoirement..
- travaux préliminaires pour l'élaboration du DAO sont en cours pour les construction et équipements d'un module de 4 salles de classe au CEG3 Savalou, d'un module de 4 salles de classe au CEG5 Djougou, d'un module de 4 salles de classe au CEG Gbakpodji (Commune de Bopa), d'un module de 4 salles de classe au CEG Gbédodé Houndjava (Commune de Ouidah) et d'un module de 4 salles de classe au CEG Zoumondji (Commune de Lalo) ;
- ravaux préliminaires pour l'élaboration du DAO sont en cours pour la construction de 7 blocs de latrines à 4 cabines dans 7 CEG ;
- réalisation des investissements sur FADEC (Transfert aux communes). Les fonds ont été engagés, 07 et payés.

Projet de Construction, de Réhabilitation et d'Equipement des Infrastructures D'ETFP (PCREI-TFP) : 50%

- attributaire sélectionné et contrat élaboré pour signature pour le démarrage des travaux de réalisation et d'équipement des forages au profit des LT (Akassato, Pobè) et du LTA (Bariéno) ;
- travaux en cours d'exécution pour le démarrage des travaux de construction des infrastructures au profit du LT de Tchaourou: Le Taux d'exécution physique du réfectoire est de 28, 53% et de l'atelier électrotechnique est de 38,52% soit un taux global de l'ensemble estimé à 67, 06 %. Le montant total estimé pour le 1er attachement réalisé le 27/07/2018 s'élève à 66 178 163 FCFA ;
- marché est reparté en trois (3) lots et sont tous notifiés aux différents prestataires. Ils sont en instance d'enregistrement ;
- achèvement des travaux de construction d'un bloc pédagogique au CFPA de Bopa ;
- bloc pédagogique du CFPA Bopa est construit à plus de 90,9% et presque achevé ;
- attributaires sélectionnés et contrats signés pour la réalisation de l'ameublement des blocs pédagogiques et administratifs du Centre de Formation Professionnelle de BOPA ;

- travaux sont pratiquement achevés pour la construction d'un bloc pédagogique au CFPA de Bopa
- spécifications techniques sont fournies et le DAO est en cours d'élaboration pour la construction des logements pour l'équipe de direction et enseignants en mission (1 villa de type F2, 4 villas de type F3 et 1 villa de type F4) au CFPA de Bopa ;
- attribution du marché relatif à l'alimentation du CFPA de Bopa en énergie électrique
- cabinet a été recruté pour assurer le suivi des chantiers de construction du CFP de Bopa dans le cadre de la Supervision, contrôle et suivi technique des chantiers (Cabinet Conseils) ;
- dossiers de paiement de la dette relative aux travaux de construction d'un dortoir au Lycée Technique Industriel de Djougou sont engagés ;
- dossiers de paiement de la dette relative aux travaux de construction et d'équipement d'un module de quatre (04) salles de classes au LTI de djougou sont engagés ;
- paiement des dettes relatives à la fourniture de matériels et équipements au profit du CFP de Dogbo et CM de Sê, à l'achat de fournitures de bureau au profit de l'ex-EFTP, gestion 2017, à l'achat de deux (02) onduleurs APC/1500 VA et cinq (05) ventilateurs à pieds WESTPOINT au profit du PCREI-EFTP et aux travaux de construction d'un bloc de latrines à quatre cabines à fosses sèches aux LTA BARIENOU et au LTCl DJOUGOU.

Projet d'Appui à l'Enseignement Secondaire au Bénin (PAESB) :55%

- rapport de l'atelier de définition du rôle, de la mission et de la synergie de complémentarité des acteurs du REAP est approuvé et le solde payé. Le cadre conceptuel est présenté et approuvé au CDIR du MESTFP. Le cadre conceptuel du REAP a été diffusé aux acteurs des niveaux décentralisé et local pour son approbation avec prise en compte de leurs observations. Le DIPIQ a amorcé la révision des outils d'inspection sur la base du nouveau REAP ;
- acteurs au niveau central et déconcentré sont informés du contenu du cadre conceptuel et de ses implications ;
- Référentiels de compétences et de métier de l'Inspecteur élaborés et validés. Référentiels de métiers et de compétences des personnes de direction des établissements élaborés et validés ;
- plupart des structures centrales et déconcentrées en charge du REAP sont associées en amont au processus d'élaboration des référentiels. Les référentiels des personnels de direction leur seront diffusés à l'occasion de la formation sur la Vie scolaire
- processus de recrutement des candidats aux fonctions de CP a été arrêté pour raison de certaines dispositions du décret portant statut particuliers des enseignants qui méritent de clarifications préalables ;
- modalités d'appui sont clarifiées et incluses dans les TDR de l'activité. Matériel remis et installé dans les IPD. Le fournisseur du matériel des IPD entièrement payé ;

- planification de la formation élaborée et validée. Projet de Convention élaboré et en discussion avec les différentes parties impliquées pour le financement de la formation. Les échanges pour la prise des textes de recrutement des élèves inspecteurs sont en cours entre les directions techniques et structures impliquées ;
- document-cadre de la Vie scolaire est élaboré, validé et intégré au Guide Vie scolaire. Le cadre conceptuel est intégré au Guide d'implémentation de la Vie scolaire et diffusé par voie électronique aux acteurs centraux. Une version provisoire a été éditée et diffusée ;
- Elaboration des masques et développement des outils d'implémentation de la vie scolaire. Elaboration du projet de Guide d'implémentation de la Vie scolaire ;
- Le test des outils a été fait dans 08 établissements des départements de l'Atlantique, du Littoral, de l'Atacora et de la Donga Intégration au Guide des amendements consécutifs aux tests dans les établissements ;
- thèmes de formation ont été identifiés et intégrés aux TDR pour la formation des équipes de direction qui ont reçu l'avis de non objection de l'AFD ;
- conceptualisation du dispositif de gestion basée sur les contrats de performance a été faite et intégrée au Guide Vie scolaire. L'équipe de travail sur l'implémentation de la Vie scolaire impliquant les ONGs a travaillé sur la conceptualisation des contrats de performance. Le Comité de suivi de la mise en œuvre des lettres de mission mis en place par le MESTFP ;
- cadre de mise en œuvre des projets d'établissement et des contrats de performance est élaboré et intégré au Guide Vie scolaire ;
- besoins sont identifiés et intégrés au rapport ;
- 03 thèmes identifiés : Modèle de collège - Evaluation finale du FCB-PME - Réflexion sur les établissements privés ;
- Contrat du cabinet d'audit signé, enregistré et notifié au cabinet. Rapport de l'audit du PAESB au 31/12/2017 approuvé par l'AFD et les recommandations mises en œuvre. L'audit du premier semestre 2018 en cours ;
- personnel régulièrement payé et frais divers de fonctionnement pris en charge ;
- divers bons de commandes signés dans le cadre des activités. Paiement du fournisseur de matériel de l'UGP et des diverses fournitures fait ;
- premières sessions du Comité de suivi trimestriel et du Comité de pilotage préparées. Sessions de fin d'années des comités de suivi et de pilotage du Projet préparées. Premières sessions du Comité de suivi trimestriel et du Comité de pilotage organisées ;
- préparation des visites de chantiers par le Ministre et de la mise en service officielle des modules réalisés sur le PAESB. Participation aux missions de supervision des chantiers restants organisées par l'UATS. Préparation de la mission de mise en service officielle de 07 modules dans l'Atlantique et le Littoral. Visites de chantiers de constructions par le Ministre. Mission de mise en service officielle de 20 modules de

04 salles de classe dans l'Atlantique. Mise en service officielle des 32 modules et 64 blocs de latrines réceptionnés par le Ministre. Mise en service officielle de 07 modules restants de l'Atlantique et du Littoral ;

- études des rapports produits. Nouvelles missions de l'AT/FI et de l'AT/DRAP réalisées et rapports disponibles. Organisation de la mission de supervision de la Chargé du Projet du CIEP pour faire le point de mise en œuvre du contrat d'assistance technique. Traitement des justificatifs produits fait et paiement engagé.

Projet d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Insertion des Jeunes (AFPIJE) : 10%

- curricula des 4 nouveaux métiers sont en cours d'élaboration et ceux des 5 anciens métiers sont en cours d'actualisation au CFPA d'Abomey ;
- lots 1 et 6 de l'acquisition des équipements de renforcement des capacités formatives des centres sont réceptionnés ;
- diligences de la FECECAM et de l'UCOZ sont levées et la convention UCOZ- AFD finalisée.

Projet de Développement de l'Enseignement technique, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle (DEFI- Pro) : 45%

- élaboration des programmes architecturaux de construction/réhabilitation des 04 lycées et des 03 CFPA;
- réalisation des études géotechniques du sol du nouveau site de Bohicon ;
- réalisation des études planimétriques et altimétriques du nouveau site de Bohicon ;
- mission d'expertise par la DIE des infrastructures du LTA d'INA ;
- contrat est en cours de signature pour la réalisation d'une étude de faisabilité sur les modalités de mise en œuvre d'un appui au secteur du Tourisme, de l'Hôtellerie et de la Restauration ;
- atelier avec les professionnels de la mécanique appliquée à la mécanique automobile a été organisé et le rapport de l'atelier est disponible ;
- atelier avec les professionnels du secteur des énergies renouvelables été organisée et le rapport de l'atelier est disponible;
- contrat est en cours de signature pour le recrutement de l'auditeur financier ;
- résultat de l'évaluation des offres techniques est envoyé à la DNCMP pour avis;
- session ordinaire du comité de pilotage a été organisée et le rapport est disponible ;partie des fournitures de bureau et du matériel et équipement ont été acquis pour le fonctionnement du projet.;

Projet de Soutien à l'Enseignement Secondaire (SEnS) : 40%

- contractualisation avec le cabinet adjudataire provisoire est en cours. L'ANO de l'AFD sur le contrat est obtenu ;
- véhicule 4x4 station Wagon a été réceptionné au profit du projet;
- acquisition des matériels et équipements (vidéo projecteurs et des ordinateurs...) au profit du service statistique;
- sessions de formation sur le remplissage des fiches électroniques de collecte de données statistiques scolaires sont tenues dans tous les départements au profit des responsables administratifs des établissements;
- mission de renforcement de capacités des acteurs sur l'approche programme s'est déroulé dans tous les DDESTFP et l'Intégration des données budgétaires dans SYMAP est faite;
- TDR élaborés sont transmis à l'AFD pour ANO ;

- mission d'identification des sites s'est déroulée dans 100 établissements des départements de l'Ouémé, du Plateau, du Zou et des Collines pour la construction de 150 modules de 4 salles de classes;
- contrat est signé pour la mise en place de l'AMO Constructions ;
- contrat est en cours de signature pour acquérir 04 véhicules pick-up dans le cadre du programme de construction ;
- acquisition des matériels informatiques et de bureau au profit dans le cadre du programme de construction ;
- contrat de l'auditeur est signé pour les audits financiers périodiques ;
- CCMP a donné son avis favorable sur le PV d'analyse des offres de la DP ;
- 1er COPIL s'est tenu le 13 mars 2018; un lot de matériels informatiques est acquis pour le fonctionnement du projet; Installation du logiciel de gestion comptable, financière et budgétaire sur trois ordinateurs des différents projets SEnS, PAESB et DEFI-PRO.

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MESRS est Non déterminé. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Projet de Construction et d'Equipement des Infrastructures Administratives et Pédagogiques du MESRS (PCEIAP) : 45,47%

- entreprise a été invitée à lever les réserves formulées lors du constat d'achèvement des travaux ; Réception provisoire prononcée ; bâtiment a été inauguré et mis en service ;
- réception provisoire des travaux est prononcée ;
- dettes apurée ;
- entreprise est invitée à achever les travaux ;
- travaux réceptionnés ;
- demande de poursuite des travaux en mode régie sollicitée par la PRMP auprès de la DNCMP ;
- relance de l'entreprise pour la poursuite des travaux.

Projet de Construction et d'Equipement des Nouveaux Centres Universitaires (PHASE I) (PCENCU) : 38,84%

- lancement du DAO pour le recrutement des entreprises ; dépouillement des Offres. Saisine du FSD en cours pour obtention de l'ANO sur les rapports de dépouillement ; dépouillement des offres ; chantier abandonné. Résiliation en cours

Projet de Renforcement des Infrastructures Sociales (PRIS) : 30,42%

- démarrage des travaux ; Signature des contrats et notification de marché ; validation des APD. Elaboration du DAO ; dépouillement des Offres.

Projet de Centre d'Excellence en Afrique (SMA) : 15%

- néant

Projet Création et Investissement dans les Filières Cibles Techniques et Professionnelles à l'Université (BAC+2) (PCIFC) : 17,6%

- travaux en cours d'exécution ; reprise du DAO sans les tracteurs en cours ; Travaux en cours d'exécution ; contrat est signé, remise de site à effectuer .Programme Spécial de Couverture des Besoins en Infrastructures et Equipements des Universités Nationales du Bénin (PS) : 20%
- démarrage des travaux ;)
- élaboration de l'APS ; contrat est signé ;contrats sont signés, livraison de matériels à l'UP Projet Centre de l'Innovation et du Savoir (ciis) : ND

Projet de Développement de l'Enseignement Supérieur : ND

Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP)

Le taux d'exécution physique moyen du PIP au 31 décembre 2018 du MTFP est de **98,2%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (RC-MTFP) : 100%

- réception du réfectoire construit au profit de l'INFOSEC le 29 mai 2018 ;
- réception le 29 mai 2018 des travaux de pavage et d'assainissement de la Cour de la DDTFP /ZC
- réception des travaux de construction de la clôture de la DDTFP Mono-Couffo ;
- réception des travaux de construction d'une salle polyvalence de type RDC extensible à R+2 à l'INFOSEC le 29 juin 2018 ;
- réception des travaux de réfection du bâtiment principal de l'OFPA le 29 juin 2018 ;
- réception des travaux de construction de la Direction Générale de la Famille et des Affaires Sociales le 29 juin 2018 ;
- réception provisoire des travaux d'extension de la DDTFP Atlantique et Littoral le 15 novembre 2018 ;
- réception des travaux de pavage de la cour intérieure de la DDTFP Borgou-Alibori le 17 novembre 2018
- réception et mise en service de deux forages à motricité électrique au niveau des DDTFP Atacora-donga et Zou-Collines le 17 novembre 2018
- démarrage des travaux d'extension des locaux de la DDTFP Borgou-Alibori ;
- acquisition de matériels informatiques et accessoires, matériels et équipements de bureau au profit des DDTFP ATL-MONO-COUFFO.

Projet d'Appui à la mise en œuvre de la Réforme Administrative et Institutionnelle et des Réformes de la Fonction Publique PARAIRFP : 82%

- développement et test de la plateforme Portail des démarches administratives du MTFP ;

- formation des cadres du SRU/MTFP (H/F) à l'exploitation de la plateforme Portail des démarches administratives ;
- développement et test des autres fonctionnalités du SyGEC (flux financier, projet de courriers, gestion des instructions, etc) ;
- atelier de formation des cadres et agents (H/F) du MTFP à l'exploitation du SyGEC ;
- numérisation et nommage des actes de carrières parus au titre de 2014 à 2017 ;
- renforcement des capacités du personnel de la DGRCE en matière de maîtrise des procédures internes ;
- renforcement des capacités des points focaux (H/F) de la DGRCE dans tous les ministères et institutions de l'Etat ;
- élaboration du document synthèse de la réforme en matière de modernisation de l'administration publique ;
- définition des indicateurs d'effets et d'impacts des programmes de réformes administratives et institutionnelles ;
- élaboration du mécanisme d'opérationnalisation de la veille stratégique et mise en place du cadre institutionnel ;
- finalisation du mécanisme/outils de suivi évaluation des politiques et programmes de réforme administrative et institutionnelle ;
- élaboration des mécanismes/outils de suivi de la mise en œuvre des projets gouvernementaux ;
- conception d'un mécanisme de suivi des décisions prises en Conseil des Ministres.

Ministère de l'Energie (ME)

Le taux d'exécution physique moyen du PIP au 31 décembre 2018 du ME est de **79,22%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Programme Energie : 75,28%

Construction d'une Centrale Thermique de 120 Mégawatts à Maria-Gléta : Phase 1 : 85%

- travaux de construction de la centrale, démarrés le 15 Janvier 2018, sont en cours conformément au planning établi avec pour objectif, une réception en Juin 2019. Les commandes fermes des équipements de la centrale sont effectuées à 100%. L'installation des moteurs est achevée. La construction des bâtiments est réalisée à 80% et la voie d'accès réalisée à 50%.
- travaux au niveau de l'école se poursuivent (avec la réalisation de la clôture à 70%, la construction de l'infirmerie à 65% et la construction de Salles de classe au niveau du collège de Houètô à un taux de réalisation <1%). Les travaux de densification du réseau électrique : réalisés à environ 1%, le câblage et le raccordement à 5%.
- mise en œuvre des activités au cours de l'année 2018 a permis d'atteindre un taux d'exécution physique (TEP) de 85%.

Réhabilitation de 15 moteurs dans les centrales de la SBEE : 100%

- à fin décembre 2018, le projet est achevé. Toutes les centrales de Porto-Novo, Parakou et Natitingou sont réceptionnées et les 30 MW sont disponibles.

Normalisation des Installations Electriques dans les Bâtiments Administratifs et Promotion de la Qualité du Matériel Electrique (NIEBA-PQME) : 38,08%

- mission de visite de site dans le cadre des travaux de réhabilitation des installations électriques du bâtiment de la pédiatrie du CHD Borgou-Alibori ;
- exécution du diagnostic électrique des installations électriques au niveau de certains sites des 13 (treize) bâtiments administratifs à usage touristique et sociocommunautaire ;
- acquisition de matériels et outils informatiques et de mobiliers au profit de l'Unité de Gestion du Projet
- envoi des demandes de proposition relatives à l'Exécution du diagnostic électrique des installations électriques et de l'audit énergétique de quinze (15) bâtiments administratifs à usage de bureau ;
- analyse des offres pour la réalisation des Travaux de réhabilitation des installations électriques du bâtiment abritant la maternité du CHD Borgou-Alibori audité au cours de l'exercice 2017.

Projet de Développement de l'Accès à l'Energie Moderne (DAEM) : 99,30%

- achèvement des travaux de construction de la ligne de transport 161 kV entre Onigbolo et Parakou. Les essais de mise sous tension ont eu lieu le 15 novembre 2018 avec succès.
- réalisation des études environnementales pour la construction de la ligne 161 kV Natitingou-Tanguiéta-Porga avec postes à Tanguiéta et à Porga et validation par l'ABE ;
- réalisation des études techniques (APD et DAO) pour la construction de la ligne 161 kV Natitingou-Tanguiéta-Porga avec postes à Tanguiéta et à Porga
- achèvement des travaux de construction du réseau électrique au niveau des localités de Bérébouay et Gounarou. Toutefois, il existe une dette relative à la fourniture de matériels électriques et la réalisation des travaux d'électrification des localités de Bérébouay et Gounarou pour un montant de 213 562 167 FCFA à ré-imputer sur le budget du projet PASE ;
- mise en place en cours des marchés ruraux de bois dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'aménagement participatif de 300.000 ha de massifs forestiers du domaine protégé de la zone du Moyen-Ouémé.
- élaboration de la seconde série de plans d'aménagement forestier sur 300 000 ha et validation des rapports thématiques définitifs ;
- acquisition et mis en terre de 300 000 plants pour la réalisation de 100 ha de plantation ;
- formation des paysans en technique de carbonisation et de bûcheronnage est réalisée et livraison des équipements aux bénéficiaires ;

- promotion des foyers NANSU dans les villes de Cotonou, Abomey-Calavi, Porto-Novo et Parakou. Les 6 000 foyers programmés au titre de l'année 2018 sont subventionnés portant le total de foyers améliorés subventionnés à 25 000 ;
- promotion d'équipements gaz butane et de foyers améliorés dans les villes de Porto-Novo et de Parakou. Les 5 000 foyers ont été subventionnés puis écoulés. Tous les équipements de cuisson à gaz ont été vendus. L'objectif de 8 000 a été dépassé, soit un total de 9 137 équipements vendus.

Appui à la Réalisation des Projets de Construction de Barrages Electriques au Bénin (CBEB) : 62,10%

- approbation en cours, du marché relatif à l'actualisation de l'EIES et du parc de Dogo bis est par le MEF.
- réalisation en cours, des travaux d'ouverture de la voie d'accès au site de Vossa.
- achèvement et réception des travaux d'ouverture de la voie d'accès au site de Bétérou.

Appui Institutionnel et Renforcement des Capacités des Acteurs du Secteur de l'Energie au Bénin (RECASEB : 80,80%

- élaboration des TdR, lancement, dépouillement et attribution du marché relatif à l'étude faisabilité du projet d'Appui à l'Utilisation Massive des lampes économiques à Diodes Electroluminescentes (LEDS) au Bénin (PAUMALED) ;
- réalisation des travaux de réfection du bureau du DGE et SA/DGE.
- réalisation des travaux d'aménagement des bureaux de la DGE ;
- élaboration des TdR, lancement, dépouillement et attribution du marché relatif à l'acquisition et l'installation du logiciel de suivi évaluation des projets et programmes (X-Project et formation des utilisateurs). La signature du contrat est en cours.
- acquisition de matériels informatiques, de fournitures de bureau et consommables informatiques au profit du projet RECASEB.

Programme du Bénin pour le Millenium Challenge 2 (Contrepartie Budget National) : 100%

- à fin décembre 2018, la contrepartie béninoise est entièrement décaissée.

Approvisionnement en carburants et lubrifiants des groupes électrogènes, des centrales thermiques de MRI, AGGREKO et APR : 100%

- au cours de la période, les principales réalisations concernent l'acquisition de carburant pour les groupes des centrales thermiques de MRI, AGGREKO et APR et le Paiement des frais de location des groupes MRI, APR et AGGREKO. Ce qui porte le taux d'exécution physique (TEP) à hauteur de 100,00%.
- en effet, au cours de l'exercice 2018, 5.241.000 litres de gasoil ont été livrés pour l'approvisionnement des centrales louées. Les factures d'approvisionnement en combustibles des centrales payées s'élèvent à 3.556.225.000 FCFA dont 895.940.000 FCFA au titre des factures de 2017 payées en 2018 et 2.660.285.000 FCFA pour celle de 2018.

- les factures de la société APR ont été entièrement payées et couvrent la période de mai à décembre 2017 et janvier à mars 2018. Les factures de location des groupes AGGREKO sont payées jusqu'en avril 2018. Celles en instance de paiement couvrent la période du 1er mai au 31 décembre 2018 et portent sur un montant de 8 485 351 040 FCFA.

Construction de Ligne HTA Kandi-Banikoara : 37,10%

- à fin décembre 2018, le contrat d'acquisition de poteaux béton et celui de conducteurs nus sont soumis à la signature du Ministre de l'Economie et des Finances depuis le 17/07/2018 et sont toujours en attente d'approbation. S'agissant de la construction de la ligne Kandi BANIKOARA, l'analyse des dossiers est reprise conformément à l'avis du de la DNCMP le 17/10/18.

Renforcement et extension des réseaux électriques : 49%

- fourniture de matériels et réalisation des travaux d'alimentation en énergie électrique de AHLAN, AIZE-OZOKPODJI, ZOUGOME, KNZODJI, AIZE CENTRE, a été signé le 19 /11/18.
- premières observations de la DNCMP sur le rapport de dépouillement des offres relatives à la fourniture et à la réalisation des travaux de renforcement et d'extension de réseaux électriques de 25 localités, reçues le 18/10/2018, ont été prises en compte par la PRMP/ME et renvoyé à la DNCMP depuis 26/10/2018. D'autres Observations ont été reçu le 29/11/2018 de la DNCMP et sont en cours de traitement.
- Contrat relatif à l'acquisition de 35 transformateurs de 8000 mètres de câble torsadé BT et de 100 lampadaires pour l'éclairage public, est en cours de signature auprès du Ministre de l'Economie et des Finances.

Réalisation en urgence des travaux d'électrification de 17 localités rurales par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE : 50%

- achèvement et la réception des travaux dans les localités de NAMBOULI, KOUNRI, OURIYORI, POURINIARI, TOUBOUGNINI, TOPOGA, BORIFIERI, TIHOUN et BIRNI ;
- réception des travaux d'électrification à BORI et GBEGOUROU ;
- achèvement des travaux d'électrification dans les localités de ITADJEBOU et DUNKASSA ;
- poursuite de l'exécution des travaux dans les localités de DUNKASSA et MAREBOUROU à 70% de réalisation.

Restructuration et extension des réseaux de la SBEE dans la Commune d'Abomey-Calavi et le Département de l'Atlantique : 51,10%

- poursuite des négociations avec l'entreprise BOUYGUES adjudicataire du lot relatif à la construction des lignes HTB. Après l'avis de la DNCMP reçu le 06/11 sur l'ANO de l'AFD par rapport aux projets de Contrat, les observations ont été prises en compte et renvoyé le 12/11 ;

- trois marchés relatifs à la fourniture de matériels électriques et la construction de réseau HTA et BT sont signés et enregistrés à la DGID ;
- demande de fonds de concours au MEF pour l'enregistrement des avances de démarrage des marchés distribution a abouti et permettra d'engager les crédits dans le SIGFIP.
- factures d'avance de démarrage du volet distribution sont réceptionnées, traitées et transmises à la CAA pour paiement effectif aux entreprises adjudicataires des différents lots. Les Démarches pour la levée des conditions suspensives de la BEI sont concluantes avec la CAA suite à la signature des contrats du volet HTA et BT ;
- pour le marché relatif à l'acquisition de kit de branchement, la SBEE a activé l'option d'achat de 20% de compteurs supplémentaires, pour un nombre total prévisionnel de 51 480 (au lieu de 42 900). L'ANO de la DNCMP est reçu le 05/11, et les observations sont prises en compte et renvoyées le 12/11 ;
- réception de l'ANO de l'AFD sur le projet de Contrat relatif au PARC. L'ANO de la DNCMP a été reçu le 06/11 et les observations ont été prises en compte et renvoyées le 12/11/18 ;
- ouverture des offres financières du cabinet SERF BURKINA le 25/06/18 suite à l'ANO de l'AFD du 24/05/18 et de la DNCMP en date du 31/05/18 sur le rapport d'évaluation des offres techniques et financières relatif au PARC;
- pour les activités d'IMS, il est mis en place un système de paiement via mobile money. Les accords de confidentialité tripartites IED-SBEE-MTN et IED-SBEE-MOOV ont été signés.

Programme d'Actions pour l'Electrification des Localités Rurales au Bénin (PAELRB) : 80,50%

- achèvement et réception provisoire des travaux d'électrification dans les 63 localités finalement prises en compte par le projet (4 localités non éligibles pour cause d'accès difficile). Les mises en services officielles ont été faites dans dix (10) localités.
- électrification de trois (03) localités.
- achèvement des travaux de construction de la ligne HTA pour d'électrification de Vèyidji (Commune de Dogbo).
- fourniture de matériels électriques complémentaires et de kits de branchement au profit de l'ABERME dans le cadre du Projet d'Electrification de 67 localités
- acquisition de câbles autoportés, de câbles aster et IACM pour l'extension des réseaux en milieu rural.
- acquisition de matériels solaires (panneaux et batteries solaires) pour l'éclairage des centres de santé et de collèges des localités rurales
- acquisition de kits de branchements pour les abonnés du PAELRB de 67 localités en République du Bénin.
- paiement du décompte relatif à l'acquisition de 300 coffrets équipés de disjoncteurs différentiels monophasés

- paiement du décompte relatif à l'acquisition de 300 compteurs monophasés à prépaiement STS de type split.
- paiement du décompte relatif à l'acquisition de matériels électriques d'extension de réseau.
- réalisation des travaux d'éclairage par système solaire photovoltaïque du centre de santé et du collège d'Aklamkpa et du centre de santé de logozohè.
- réalisation des travaux d'éclairage de quatre (04) centres de santé par système solaire photovoltaïque.

Projet d'Amélioration de la performance de la SBEE dans le cadre du projet PASE (composante 1) : 70,14%

- réalisation et la validation, les 26 et 27 juin 2018 de l'APD et le DAO relatifs aux travaux de normalisation et d'extension des réseaux de distribution de la SBEE dans les quartiers périphériques des villes de COTONOU, PORTO-NOVO, PARAKOU ET NATITINGOU. Le DAO finalisé par le consultant sera lancé après l'obtention des avis de la DNCMP et de la Banque mondiale.

Développement des Energies Renouvelables et Efficacité Energétique (DEREE) : 76,80%

- engagement et l'approbation du marché relatif à la fourniture et l'installation de chauffe-eaux solaires dans les centres de santé et alimentation par système solaire photovoltaïque Les travaux en cours d'exécution ;
- exécution et l'ordonnancement du marché relatif à la réalisation de l'étude de faisabilité pour l'installation de lampes à basse consommation et des climatiseurs efficaces pour la promotion de l'efficacité énergétique dans 50 administrations et établissements publics de 20 communes du Bénin ;
- engagement et l'approbation du marché relatif à la fourniture et l'installation d'équipements solaires pour l'accès à l'énergie des services sensibles des Centres Départementaux Hospitaliers et Hôpitaux de Zone du Ministère de la santé avec des mesures d'efficacité énergétique. Les travaux en cours d'exécution ;
- engagement et l'approbation du marché relatif à la fourniture et l'installation d'équipements solaires photovoltaïques + système AEV + équipements électrique efficace dans le cadre de la phase pilote du Programme Energie et Eau pour la Vie : énergétique. Les travaux en cours d'exécution ;
- audit énergétique dans 20 administrations et établissements publics : le marché est engagé et approuvé. L'exécution est terminée ;
- exécution et l'ordonnancement du marché relatif à l'acquisition de caméra et appareil photo.

Renforcement de la résilience du secteur de l'énergie aux impacts des changements climatiques au Bénin (PANA ENERGIE) : 52,80%

- finalisation et la validation de vingt-un (21) rapports d'études thématiques disponibles ;

- signature d'un protocole d'accord de partenariat entre le PANA Energie et l'INRAB pour le "développement des actions de reforestation des rives des bassins fluviaux de l'Ouémé, Sota, Pendjari, Zou, Mono (propre à abriter de potentielles installations hydrauliques) de Yéripao (existante), des chutes de Sosso et de Kota, de Gbassè, Koutakroukrou, Wabou et Kouporiokou";
- signature d'un protocole d'accord de partenariat entre le PANA Energie et l'INRAB pour le "développement d'un programme de formation sur les bonnes pratiques de gestion durable des terres et de lutte contre l'érosion en incorporant les aspects relatifs aux risques climatiques et aux besoins spécifiques des strates sociales les plus vulnérables";
- acquisition et l'installation de systèmes photovoltaïques (PV) résilients constitués de cinq (05) kiosques métalliques, de cinq (05) hangars, de cinq (05) mini-centrales photovoltaïques résilients fournissant les services énergétiques (Electrification, recharge des lampes et téléphones portables GSM à base de solaire, services de congélation de produits frais et des médicaments en milieux ruraux, etc. services audio-visuel, etc.) et de 41 lampadaires solaires pour l'électrification des communautés vulnérables hors réseau et vulnérables des localités de Gbédé (Ouèssè), Kolobi (Djidja), Fita (Dassa-Zoumé), Kokohou, (Djougou) et Dahendé (Toucountouna);
- entretien et le regarnissage des 500 ha de plantations des sites de Gbédé (Ouèssè), de Kolobi (Djidja), de Fita (Dassa-Zoumé), Té-Foungou (Djougou) et Bobè (Banté) au titre de la campagne de 2017;
- reboisement effectif de 250 ha sur les sites de (Fita) Dassa-Zoumé, Dahindé (Toucountouna) et N'Dali (Nonsinanson) au titre de la campagne 2018.

Promotion de la Production Durable de Biomasse Electricité au Bénin (BIOMASSE ELECTRICITE) : 32,50%

- élaboration du mémo relative à la démarche stratégique à suivre pour la sélection des Producteurs Indépendants d'Énergie (PIE) pour la construction des 04 centrales de production d'électricité par gazéification de la biomasse dans le contexte du Bénin ;
- processus d'acquisition en cours des équipements et accessoires pour la surveillance de la biomasse (GPS, TPE, kit solaire) ;
- élaboration des procédures et règlements de mise en place des marchés d'approvisionnement de la Biomasse suivant les normes et standards appropriés au Bénin ;
- élaboration des procédures et règlements de mise en place d'un processus d'approvisionnement transparent en électricité issu de la Biomasse par les Producteurs Indépendants d'Energie (PIE) suivant les normes et standards appropriés ;
- organisation de la mission de caractérisation technique du site devant abriter la création et la mise en place du poumon vert à usage multi-urbain dans les d'interventions du projet ;

- organisation de la mission d'identification des espaces devant abriter les poumons verts et les sites de reboisement dans les 04 communes d'interventions du projet.

Construction et Equipement des Bâtiments du ME (CEB) : 95%

- marché relatif à la réalisation des travaux d'étanchéité au cabinet est attribué et les travaux sont réalisés. Quant au marché relatif à la réalisation des travaux de réhabilitation des directions départementales (Atacora-Donga, Zou-collines), le contrat est signé et les travaux sont en cours. Celui relatif à l'acquisition d'un groupe électrogène pour le cabinet a connu un succès avec une exécution de 100% ;
- états de relevés des garagistes ainsi que le renouvellement des contrats de prestations de service (gardiennage, entretiens bureaux, climatiseurs etc.) sont faits et le paiement des dettes et prestations est effectif.

Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MIT est de **74%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Aménagement de la Route Djougou-Pehunco-Kèrou-Banicoara : 23%

- Projet consiste à l'aménagement et au bitumage d'une route cotonnière d'une longueur de 212 km. Pour la mise en œuvre du projet, les études technico-économiques ont été réalisées par le bureau AGEIM sur financement du Budget National. Une requête de financement a été adressée à la Banque Africaine de Développement pour la réalisation des travaux. Pour l'instruction du projet, la Banque a demandé une actualisation des études conformément à ses procédures. Pour ce faire, en attendant la prise d'un avenant au contrat du bureau AGEIM, le bureau a déjà déposé le rapport d'actualisation qui a été transmis à la BAD par courrier n0248/DGI/DTN/CP-AI/SA du 05 avril 2018. La transmission de ce rapport à la Banque enclenchera la poursuite de l'instruction du projet au niveau de cette Institution. Une mission d'évaluation de la BAD s'est déroulée du 19 juin au 02 juillet 2018. A l'issue de cette mission, la BAD a confirmé sa participation au projet pour un montant de 39 milliards au titre de 2018 pour la première phase. D'autres bailleurs sont également sollicités sur le projet pour boucler le financement qui s'élève à 123,458 milliards de francs CFA..

Aménagement et Bitumage de la Route des Pêches et de ses Bretelles d'Accès Phase 2 : tronçon Adounko-Porte du non-retour (22,30 km) et 4 bretelles : 15%

- il consiste à l'aménagement en 2x2 voies de la section Adounko-Porte de Non-retour (22,3 km) avec les bretelles Adounko-Cococodji (5,22 km), Avlékété-Pahou (5,5 km), Porte du non-retour -Bouche du roi (12,80 km) et Porte du non-retour- RNIE1 (8,00 km). Le projet est envisagé sur financement d'EXIMBANK de Chine. Le Marché de l'entreprise Xinxing Group a été signé le 27 septembre 2017. L'étude d'exécution est en cours. Il faut signaler la non transmission par la partie chinoise du projet d'Accord de

Prêt en vue de sa signature et de sa ratification par la partie béninoise. A cet effet, le Gouvernement Béninois devra mener des démarches envers la partie chinoise pour s'enquérir de leurs difficultés dans la transmission du projet d'Accord de Prêt.

Concernant le contrôle et la surveillance des travaux, une séance de négociations a eu lieu le jeudi 18 janvier 2018 avec le Groupement Louis Berger/ HORSE. Les prestations de contrôle et de surveillance sont confiées au Groupement de bureaux LOUIS BERGER/HORSE SARL. Démarrée le 09 juillet 2018, l'actualisation des études est en cours.

Aménagement et Bitumage de la Route Lokossa-Deve-Aplahoue (36,11 KM) : 25%

- projet consiste à l'aménagement et au bitumage en 1x2 voie de la route Lokossa-Dévé-Aplahoué longue de 36,11 km. Pour la mise en œuvre du projet, le Gouvernement a sollicité et obtenu de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) un appui financier pour l'aménagement et le bitumage de la route Lokossa-Dévé-Aplahoué-Frontière du Togo (46,11 km). A l'issue de l'Appel d'Offres pour l'exécution des travaux, l'entreprise NSE-CI a été sélectionnée.

Pour le contrôle et la surveillance des travaux, la Demande de Propositions a été lancée le 15/10/2018 et le dépôt des offres a eu lieu le 28/11/2018. Le jugement des offres techniques a eu lieu le 11/12/2018. L'avis de non objection de la BOAD sur le rapport d'évaluation des offres techniques a été obtenu le 28/12/2018; l'ouverture des offres financières étant programmée pour le 02/01/2019.

Réhabilitation et Renforcement de la RNIE 2 : Tronçon Béroubouay-Kandi-Malanville (177,20 Km) : 25%

- projet consiste au renforcement de la structure actuelle de la route, aux élargissements dans les traversées d'agglomérations et à la facilitation de la circulation le long du tronçon. Une actualisation des études technico-économiques a été faite par le groupement de bureaux LOUIS BERGER/ACEP/DECO IC qui a déposé les rapports définitifs en décembre 2017. Suite à une requête de financement des travaux adressée à la Banque Islamique de Développement (BID), cette dernière a procédé à l'évaluation du projet du 30 octobre au 03 novembre 2017. Les négociations de l'accord de prêt ont eu lieu le 22 novembre 2017. Le projet a été présenté au Conseil des Directeurs Exécutifs de la BID. L'accord de prêt entre la BID et le Gouvernement a été signé le 03 avril 2018 à Tunis. Les procédures de ratification de l'accord de prêt sont en cours. Par ailleurs, les projets de Dossier d'appel d'offres international et de dossier de consultation restreinte pour la réalisation des travaux sont transmis pour avis à la BID. Il convient de souligner que le financement de la BID couvre les travaux entre Béroubouay et Guéné et la totalité des frais liés aux prestations de la mission de contrôle. La section Guéné-Malanville sera financée par le Fonds Kowétien. Le

démarrage des travaux de ce tronçon est envisagé pour le début du 2ème semestre de 2018.

Aménagement et bitumage de la RNIE 7 : tronçon Banikoara-KérémouFrontière Burkina Faso (53,6 KM) : 80%

- financé par la Banque Islamique de Développement (BID), le projet consiste à l'aménagement et au bitumage en 1x2 voies de la route Banikoara-Kérémou-Frontière du Burkina-Faso sur une longueur de de 53, 60 km. L'accord de prêt signé est déjà mis en vigueur. L'actualisation des études et le contrôle et la surveillance des travaux ont été confiées au groupement de bureaux SCET TUNISIE/HORSE. Les rapports définitifs des études sont disponibles. L'Appel d'Offres International après pré-qualification est lancé le 13 juillet 2018 et le dépôt des offres a eu lieu le jeudi 13 septembre 2018. Le rapport de jugement a été envoyé à la DNCMP et à la BID pour avis depuis le 15 novembre 2018.La DNCMP a donné son avis de non-objection le 28/11/2018. Celui de la BID est toujours attendu. Paiement du décompte N°3 relatif aux Travaux d'aménagement et de bitumage de la route BANIKOARAKEREMOU- FRONTIERE DU BURKINA FASO.

Construction des routes Kétou-Idigny-Igbodja-Savè (83,02 km), Omou-Iladji-Mossokagbé-Ayékotonia (27 km) et Savè- Okéowo - Frontière Nigéria (27,50 Km) : 28%

- projet consiste à l'aménagement et au bitumage des routes Kétou-Idigny-Igbodja-Savè (85,8 km), Omou-Iladji-Mossokagbé-Ayékotonyan (26,6 km) et Savè-Oké Owo-Frontière du Nigéria. Les documents relatifs à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt signé entre la partie béninoise et la partie brésilienne ont été transmis à cette dernière en février 2018 ; le projet de marché de travaux ayant été approuvé le 05 octobre 2018. La mise en vigueur de l'accord de crédit a eu lieu le 05 octobre 2018.

La demande de propositions pour le recrutement du bureau de contrôle avait été lancée et l'ouverture des offres a eu lieu le 20 juillet 2017. Suite à la séance de travail qui a eu lieu à Brasilia du 23 au 27 avril 2018, le financement de ladite prestation sera assuré par le Consortium CCE.A cet effet, un nouvel AMI a été lancé. Le dépôt des offres a eu lieu le 25 octobre 2018.

Travaux d'Aménagement et Bitumage de la Route Beterou-Tchaourou (55 km) : 70%

- projet actualisé consiste à l'aménagement et au bitumage de la route BETEROU-TCHAOUROU (76km). Les travaux routiers sont achevés et les travaux du pont sur le fleuve Okpara sont en cours d'achèvement sur la section Tchaourou-Frontière Nigéria d'une longueur de 10 km (financée par l'Entreprise SOGEA SATOM) avec un taux d'exécution physique sur ce lot de 70%. Le reste du tronçon Bétérou-Tchaourou d'une longueur de 66,325km sera financé par la BID.A cet effet, le dossier de pré-qualification des Entreprises et l'AMI des Bureaux de contrôle ont été lancés le 12 novembre 2018.Les offres de pré-qualification ont été déposées le 26 décembre 2018 et leur évaluation est en cours. En attendant, il a été décidé de réaliser sur financement du

BN, l'aménagement du giratoire de Tchaourou. Une consultation restreinte a été lancée à cet effet et le dépôt des offres a eu lieu le 27 décembre 2018. A l'issue de l'évaluation des offres, un projet de communication a été élaboré et introduit dans le circuit de signature.

Travaux d'Aménagement et de Bitumage de la Route de Djèrègbé-Dja-Owode (10km) : 52%

- projet consiste à l'aménagement et au bitumage en 1x2 voies de la route Djèrègbé-Dja-Owodé longue de 10 km et y compris les travaux connexes comportant la construction des gares routières de Djèrègbé et de Owodé, les postes de la Gendarmerie, de la Douane et de la Police de Owodé. Les travaux routiers confiés à l'entreprise ADEOTI Sarl sont pratiquement achevés à l'exception des signalisations horizontale et verticale et de la zone du remblai mise en observation. Au titre des travaux connexes, les gares routières de Djèrègbé et de Owodé ont été réalisées. Le reste des aménagements n'a pu démarrer en raison de la non-libération des sites mis à disposition par la Mairie de Sèmè-Podji. Un décret de déclaration d'utilité publique a été pris le 25/04/2018. Une communication a été introduite en Conseil des Ministres en vue de solliciter du Gouvernement, la mise à disposition de ressources complémentaires pour l'indemnisation de l'ensemble des sinistrés.

Aménagement et Bitumage de la Route des Pêches - phase 1 : tronçon Cotonou Adoungo (12,547 KM) : 61%

- projet actualisé consiste à l'aménagement et au bitumage en 2x2 voies de la route allant du carrefour Tri Postal à Adoungo sur un linéaire de 13,200 km. Il est financé par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et l'entreprise ADEOTI Sarl en mode de préfinancement direct. Les prestations de contrôle et de surveillance des travaux sont assurées par le groupement de bureaux GIC MALI/LE-HEROS. Les travaux sont à un taux d'exécution physique de 61%.

Aménagement et Bitumage de la Traversée Urbaine de Parakou et contournement (16,8km) : 100%

- financé par la BAD, la BOAD et la Banque UBA, le Projet de Transport Urbain de la ville de Parakou consiste à la reconstruction en 2x2 voies de la traversée urbaine de Parakou (11,75 km) et du contournement de la ville (5,05) km, la construction et la réhabilitation de marchés, de clôtures d'écoles et de centre de santé, la construction/délocalisation des gares routières et parkings à l'entrée sud et à l'entrée nord, l'aménagement de 10 km de voies pavées et l'aménagement de carrefours à feux tricolores. Les travaux routiers confiés à l'entreprise SYNOHYDRO sous le contrôle et la surveillance du Bureau CIRA SA sont à un taux d'exécution physique de 98% pour les travaux du contournement et de 95% pour la traversée urbaine. Les travaux sont en cours d'achèvement. La pré visite technique de réception provisoire a eu lieu le mercredi 05 septembre 2018 pour le contournement de la ville et les mercredi 25, jeudi 26 et vendredi 27 septembre 2018.

Aménagement et Bitumage des Routes Frontière Togo-Tchetti-Savalou (42km) et Logozohè-Glazoué (17,54km) : 94%

- projet consiste à l'aménagement et au bitumage en 1x2 voies des routes Savalou-Tchetti-Frontière du Togo (42km) et Logozohè-Glazoué (17,54km). Les travaux ont été confiés à l'entreprise COLAS sous le contrôle et la surveillance du groupement de bureaux GIC/SETEM-BENIN. Les travaux sont achevés ; la réception définitive a eu lieu le 20 décembre 2018 ; la non libération à temps de l'emprise des travaux a occasionné une prorogation du délai d'exécution des travaux de 7 mois. Ainsi, une requête de financement des prestations complémentaires de la mission de contrôle suite à cet acte a été adressée à la BOAD mais qui est restée à ce jour sans suite.

Travaux de Réhabilitation de la Route Akassato-Bohicon : 100%

- travaux routiers sont achevés et réceptionnés. Compte tenu des fréquents accidents de circulation enregistrés sur le tronçon, il a été décidé de retirer les séparateurs en béton érigés sur certaines sections de la route.

Travaux de Réhabilitation de la Route Comé- Lokossa- Dogbo (63,40 km) et de la Bretelle Zounhè- Athiémé- Frontière Togo : 94%

- projet consiste à l'aménagement et au bitumage des routes Comé-Lokossa-Dogbo avec la bretelle Zounhouè-Athiémé-Frontière du Togo. Les travaux sont confiés à l'entreprise EBOMAF SA sous le contrôle et la surveillance du groupement de bureaux GAUFF INGENIEURE/CINTECH/SEAT Consult. Le taux d'exécution physique global du projet est de 93%. La date contractuelle de fin des travaux était en décembre 2017. L'Entreprise a annoncé par un courrier en date du 16 novembre 2018 qu'elle a achevé les travaux et sollicité la réception provisoire des travaux. Suite au constat d'achèvement, il ressort que la contradictoire réception provisoire ne peut être prononcée en l'état. L'entreprise devra lever les réserves émises lors dudit constat avant la programmation de la réception provisoire.

Contournement de la Ville de Natitingou : phase d'ouverture, de trace et aménagement en terre (11,4 KM) : 32%

- projet consiste à l'ouverture d'un tracé de contournement de la ville de Natitingou en aménagement en terre de (11,4 KM). Ces travaux ont été initiés dans le cadre des festivités du 1er août 2011 sur financement du Budget National. Ils sont confiés à l'entreprise CGE sous le contrôle et la surveillance du bureau CECO-BTP. Au cours de la séance tenue le jeudi 07 juin 2018 au Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable avec tous les acteurs impliqués, l'AGETUR a informé du paiement de l'appel de fonds en attente depuis près de deux ans. A cet effet, il a été décidé que l'entreprise poursuive l'exécution des ouvrages inachevés avant que le site ne soit remis à la disposition dudit ministère.

Reconstruction de la Route Parakou-Djougou : 100%

projet consiste à la reconstruction de la route PARAKOU-DJOUGOU d'un linéaire de 135,6 km. Il est financé par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO, les Banques Commerciales (BOA) et le Budget National. Le projet a été scindé en deux lots : Parakou-Wèwè et Wèwè-Djougou confiés respectivement aux entreprises EBOMAF et SOGEA-SATOM. Ces entreprises ont démarré les travaux en décembre 2014. Les travaux sont achevés. La réception provisoire des travaux relatifs au lot 2 (tronçon Wèwè-Djougou) a été effectuée le 20 avril 2017. La prévisite pour la réception définitive du lot 2 a été faite le 24 mai 2018 ; la prévisite pour la réception provisoire du lot 1 (Parakou-Wèwè) a été effectuée le mercredi 23 mai 2018.

Appui à l'Apurement des Dettes sur Projets Achevés : 90%

- règlement de la facture n°05/mtpt/pdg/dga/daf/cc/he/2014 relative aux travaux de réalisation par maîtrise d'ouvrage déléguée des infrastructures dans le cadre du 1/08/2011 a Natitingou, règlement de la facture relative aux travaux de construction de mur de clôture, réalisation de deux portails, de portion de guérite et d'enseigne lumineuse a la direction départ des infras mono Couffo règlement de la facture n°11 relative a la reconstruction en 2x2 voies du tronçon Pahou Ouidah, règlement de la facture du décompte n°31 relatif aux travaux de construction de la route Kandì, Ségbana, etc.

Etudes des Nouveaux Projets (Etude des Grands Travaux Routiers) : 90%

- rapports APS, APD définitifs et DAO sont disponible. Il s'avère nécessaire de prendre un avenant au contrat du bureau AGEIM pour l'actualisation des études exigée par la BAD. Mais en attendant la prise de l'avenant, le bureau a déjà déposé le rapport d'actualisation qui a été transmis à la BAD PAR COURRIER 248/DGI/DTN/CP-AI/SA du 05 avril 2018 (Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara (212 km) Lot 1 des 900 km); Les rapports d'APS définitifs sont disponibles (Guéné-Karimama (45 km), Tamarou-Ouenou (8 km) et FôBouré-Sinendé (27,5 km) Lot 2 des 700 km (80,5 km). Le DAO est disponible (Zagnanado-Paouignan, des Bretelles Covè-Banamè, Koguèdé-Zakpota, Ouègbo-Toffo-Lalo et Toffo-Akiza-Agbangnizoun Lot 2 des 900 km (165 km) etc. Autres réalisations sur le projet: revue des études, contrôle et surveillance des travaux d'aménagement et de bitumage de la route des pêches et de ses bretelles d'accès phase2: tronçon Adouko-porte de non-retour (23km) et ses bretelles études technique, économique, environnementale, sociale et sécurité routière travaux aménagement bitumage liaison autoroutière carrefour Sèmè et p/n (10km) avec construction 3è pont sur lagune p/n règlement du décompte n°3 dans le cadre de l'étude d'aménagement du contournement nord-est et des berges de la lagune de Cotonou règlement de la facture de l'avance de démarrage (décompte n° 00) de l'assistance au maitre d'ouvrage pour la mise en œuvre du projet de construction de l'aéroport international de Gglodjigbé.

Projet d'Appui à l'Entretien du Réseau Routier : 92%

- Construction des ouvrages de franchissement dans les départements de l'Atacora et de la Donga (Axe BASSILA-KIKELI WARI MARO-OUBER) Construction d'ouvrage sur la route COVE -DOVI-SAGON-OUOKON-DASSO Construction d'ouvrages d'assainissement sur la ROUTE DOGBO- AZOVE.

Projet d'Appui au Système de Gestion du Patrimoine Routier (PASGPR) :63%

- Délimitation d'emprise de route :
 - sortie Dassa-Savalou-Bantè-sortie Bassila : 176Km : mission exécutée et rapport final du bureau d'études OTD est disponible (montant du contrat 93.574.000 fcfa). Les travaux sont achevés et la validation du rapport final a eu lieu le 21 juin 2016. Tous les décomptes du bureau ont été transmis au trésor.
 - sortie Glazoué-sortie Parakou (200Km) : Le montant du contrat est 78496550 Fcfa. La remise de site a été faite le 11 octobre 2018.
 - BASSILA-NATITINGOU : les travaux sont en cours de réalisation par le Bureau d'Etude GID sarl. Le démarrage des travaux a eu lieu le 26 mars 2018 pour une durée de 6 mois. Conception et installation d'un système intégré, informatisé de gestion, de suivi et de l'évaluation des projets et programmes d'infrastructures : l'Avis d'Appel Public à Manifestation d'Intérêt N°0200/PRMP/MIT/CCMP-DGI/DGSI/SPSE-SMPICA/S-PRMP a été lancé le 21 février 2018 en vue de la présélection d'au moins (03) candidats. La séance d'ouverture des plis a eu lieu le mardi 27 mars 2018. Après jugement des offres, les soumissionnaires ST2I / HORSE-IC, ETRICO-IC, GID/NAVCITIES SARL/PRODEVELOP et AGRECO/SETEM-BENIN/Kooper Sarl. La demande de propositions est en cours de finalisation.

Inventaire des matériaux routiers au Bénin et élaboration d'un catalogue de structures types de chaussées : La Demande de Propositions a été transmise à la DNCMP le 02 mai 2018 qui a donné son avis favorable sous réserve de la prise en compte de certaines observations le 15 mai 2018.

Etude des normes de catégorisation et de reclassement du réseau routier national : La séance de jugement de l'avis d'appel public international à manifestation d'intérêt a eu lieu le 08 mai 2018. La demande de Propositions est en cours d'élaboration.

Assistance technique de la Direction Générale des Infrastructures à l'amélioration de la gestion du réseau routier au Bénin : avis à manifestation d'intérêt a été lancé et le dépôt des offres a eu lieu le 16 août 2017. Le rapport de jugement des offres a été transmis à la DNCMP et son avis de non objection est attendu.

Programme d'Appui au Sous-Secteur de Transport Rural (PASTR) : 74%

- Programme d'Appui au Sous-Secteur de Transport Rural (PASTR 2014 - 2016) Les activités restantes se présentent comme suit : Aménagement: 1336,09Km réalisés/1500 Km prévus (cf rapport d'activité du CNTR au 31 décembre 2016) soit 89,07%. A la date du 30 Octobre 2017, le SP/CNTR a donné son

Avis de Non Objection (ANO) sur l'attribution de 148 lots des travaux au profit des 64 Communes éligibles aux travaux d'entretien périodique/ aménagement, exercice 2016-2017, pour un montant total de Six Milliards cent Quarante et un Millions deux Cent cinquante-deux Mille deux Cent quarante-quatre (6.141.252.244) F CFA HT, prenant en compte un linéaire de 628,648Km d'Infrastructures de Transport Rural sur les 623,648 km prévus. Les travaux sont arrêtés le 03 août 2018. Sur 148 lots, 137 lots ont été achevés et réceptionnés dans les Communes ayant reçues l'avis de non objection du SP/CNTR. Le taux d'exécution physique globale est de 97,23%. Entretien courant : 15983Km/18000Km de pistes ont été entretenues (soit 88,79%) et 115Km/50Km de voies d'eau navigable ont été entretenues (soit 230%) Moyen Intermédiaires : 4/8 embarcadères/débarcadères aménagés soit 50%. L'Avis à Manifestation d'Intérêts pour le recrutement d'un consultant devant réaliser l'étude de priorisation des moyens intermédiaires de transport par zone d'intervention du PASTR et par types d'infrastructures de transport rural est relancé deux fois pour insuffisance du nombre de plis déposées. Une nouvelle relance avec révision des critères est envisagée. Le financement de 30 000 000 est disponible. Appui Institutionnel : (265 PME + 28 BE) /293 (PME et BE) ont été accrédités pour les chantiers HIMO ; 596/380 acteurs communaux et 43/23 acteurs de structures déconcentrées ont été formés ; En 2014, trente-cinq (35) BE et deux cent soixante-cinq (265) PME ont été sélectionnés et formés à la technique d'entretien/aménagement des ITR par l'approche HIMO. En 2015, La formation de 15 BE et 69 PME a été effectuée en deux Etapes : Formation théorique qui s'élève à 86 000 000 Fcfa et la Formation pratique pour un montant de 64 000 000 Fcfa. En somme au cours du PASTR II, 50 BE et 334 PME ont été sélectionnés et formés à l'utilisation de la technique HIMO pour l'exécution des travaux sur les ITR. Cette performance permet de conclure que les prévisions ont été largement dépassées sur le plan de la formation des BE et PME, soit un taux de 307,20 %. Les travaux réhabilitation des six (06) divisions sont achevés et réceptionnés. Il s'agit des Division de Hinvi, Tanguiéta, de Comè, de Dassa, Pobè et Kandi.

Programme d'Urgence de Réfection des Routes et Pistes dans le cadre des Campagnes de Commercialisation du Coton : 99%

- 10 829,216 Km de piste en cours de traitement pour un montant total de 5 111 785 320 FCFA par les entreprises et les DDIT.

Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADEC - Pistes Rurales) : 100%

- travaux d'entretien courant de 6918 Km de pistes pour la campagne 2018 sont achevés et réceptionnés par les Communes.

Construction du Pont de Tovegbame sur l'Axe Akpro-Misserete-Kpedekpo : 75%

- projet consiste à la construction du pont de TOVEGBAME de 60 ml sur l'axe AKPRO MISSERETE- KPEDEKPO. Ces travaux financés par la BID, ont été confiés à l'entreprise

SORUBAT sous le contrôle et la surveillance du groupement de bureaux STUDI/SETEM. Lesdits travaux ont démarré le 15 mai 2017 et sont en cours d'exécution. Le taux d'exécution physique global du projet est de 70% pour un taux d'exécution financière de 73%. Le taux de consommation de délai est de 81%.

Projet de Réalisation des Travaux de Franchissement du Bas-Fonds de Womey : 80%

- ces travaux financés par l'Union Européenne et la BOAD ont été confiés à l'entreprise SOGEA SATOM sous le contrôle et la surveillance du groupement de bureaux TR E/INROS LACKNER. Les travaux ont démarré le 20 février 2017 et se poursuivent. Le taux d'exécution physique est de 85% pour un taux d'exécution financière de 70% par rapport à l'avenant no3 au marché de l'entreprise. Une actualisation du projet a été faite en juillet 2018 pour prendre en compte le dépassement de certaines quantités des travaux pour conforter l'ouvrage. L'avis de la BOAD sur l'actualisation a été obtenu le 22 octobre 2018 et a permis de résoudre la question du déplacement du réseau de la SONEB. L'avenant n°4 au marché de l'entreprise a été transmise à l'UT/FED pour approbation. Un projet de communication rendant compte de la libération de l'emprise des travaux a été transmise à la Direction Générale du Budget pour avis. Ladite Direction a souhaité à cet effet l'expertise de l'ANDF. Ainsi, une correspondance a été adressée à l'ANDF pour recueillir son avis sur le coût du dédommagement des personnes affectées et est restée sans suite. Une relance a été faite le 02 novembre 2018. L'ANDF a finalement donné son avis sur le processus de dédommagement par courrier N°158/2018/MEF/ANDF/SGDE/SP du 19 novembre 2018.

Construction de 24 Ouvrages Spécifiques sur le Réseau de Pistes Rurales : 48%

- actualisation des études pour la construction d'un pont situé entre le PK 12+000 et 12+400 du tronçon de route Covè-Dovi-Sagon La procédure de contractualisation est achevée, la DNCMP a entériné le rapport d'analyse des offres financières le 22/06/2018. Lesdites prestations ont été confiées au groupement de bureaux BECI-BTP/DECO-IC pour un montant de 120225140 FCFA. TTC. Etudes pour la construction de trois (03) ouvrages d'art au PK 18+000 de l'axe Abomey-Sahè-Fleuve Couffo (lot 1), au PK 18+700 de l'axe Sérébani-Morou (lot 2) et au PK 10+600 de l'axe Kouandé-Guilmaro (lot 3). La procédure de passation est en cours (le montant prévisionnel est de 310.000.000 fcfa).

Programme d'Urgence de Désenclavements dans les Localités du Bénin : construction de 15 ponts métalliques : 83%

- sur les 15 appuis de ponts, 12 ont été construits et le marché de l'entreprise est clôturé à cause de la technicité que demandent les ponts restants. L'installation de six tabliers de ponts métalliques confiée au groupement VICO/DYJESCK est achevée et la réception est faite.

Travaux de Construction d'un Pont sur le Fleuve Affon au pk 37 sur l'Axe Djougou-Pehunco : 94%

- projet consiste à la construction d'un pont de 36 mètres au PK 37+000 de la route Djougou-Péhunco. Ces travaux financés par le Budget National ont été confiés à l'entreprise ELITE GROUP sous le contrôle et la surveillance du bureau de contrôle ASSURANCE BTP. Les travaux ont démarré le 02 novembre 2015 pour un délai de 07 mois. Le taux d'exécution physique global du projet est de 100% (pour le marché de base). Les travaux du pont sont achevés mais ceux des rampes d'accès sont en cours. Un avenant est en cours d'élaboration pour prendre en compte les quantités en dépassement obtenues du fait de la prise en compte de la ligne rouge retenue au cours des études d'aménagement et de bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara.

Une communication a été élaborée à cet effet; l'avis de la DGB, demandé par courrier N° 2492/MIT/SGM/SA du 11 juillet 2018, est attendu afin d'introduire ladite communication en Conseil des Ministres..

Programme de Facilitation de Transport sur les Corridors Bénin-Niger Abidjan-Lagos (poste de contrôle juxtaposé de Hillacondji et Sèmè-Kraké) : 81%

- PPCJ Hillacondji: 48.18% (marché de base) pour une consommation de délai de 144%
- PCJ Sèmè Kraké: 100% (réception provisoire a eu lieu le 29 novembre 2016).

Ministère du Plan et du Développement (MPD)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MPD est de **81,06%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Projet de Construction, de Réhabilitation et d'Équipement des Bureaux et Résidences des DDPD (PCREBR) : 91,00%

- élaboration de la lettre de consultation ; sélection du prestataire ; délivrance du bon de commande pour achat de fourniture de bureau ;
- élaboration de la lettre de consultation ; sélection du prestataire ; délivrance du bon de commande ; réception des fournitures pour achat de consommables informatiques ;
- élaboration de la lettre de consultation ; sélection du prestataire ; délivrance du bon de commande pour la confection de tenue au profit des CVA et des Agents de Liaison du MPD ;
- appel de fonds ; mise à disposition de fonds pour l'achat de carburant ;
- actualisation des TdR ; élaboration de la lettre d'appel de fonds ; mise à disposition de fonds pour organisation de mission de suivi des travaux dans les directions départementales ;

- actualisation et transmission des dossiers à la DAF pour l'apurement de la dette relative à l'achat de matériel pour la maintenance de l'ancien groupe du ministère au profil du TMCIEAS ;
- identification des spécifications techniques et actualisation des TDR ; préparation et délivrance du bon de commande pour la réalisation et pose de grilles de sécurités au profit des structures du MPD et des DDPD ;
- rédaction de la lettre de consultation ; lancement de la consultation pour retenir le fournisseur ; préparation et délivrance du bon de commande pour acquisition de fauteuils cadres, de fauteuils directeurs, de bureaux cadres, bureaux directeurs et chaises visiteurs au profit des DDPD ;
- rédaction de la lettre de consultation ; lancement de la consultation pour retenir le fournisseur pour la poursuite et l'achèvement des travaux de réfection du cabinet du ministre d'Etat ;
- actualisation et transmission des dossiers à la DAF pour apurement des dettes relatives aux travaux d'entretien des bureaux du ministère au titre de 2016 ;
- identification des spécifications des véhicules, transmission des besoins à la DGML, prise en charge des besoins du DGML et mise à disposition de véhicules par la DGML au profit du MPD ;
- rédaction de la lettre de consultation, lancement de la consultation pour retenir le fournisseur, préparation et délivrance du bon de commande, exécution de la commande, réception de la commande, paiement de la facture pour la confection de rideaux au profit des structures du MPD ;
- prise en charge de la connexion internet au profit des structures du MPD ;
- travaux d'entretien et de nettoyage de la résidence et de la DDPD Atacora-Donga, du site de Wologuèdè et de l'ex DCAD.

Projet d'Appui aux Politiques Sociales (PAPS) : 53,50%

- actualisation des TDR et fiche de financement, engagement des procédures financières ; préparation des 04 sessions ; tenue des 04 sessions pour l'organisation des sessions des organes de la PHPS (une fois par trimestre) ;
- actualisation des TDR et fiche de financement, engagement des procédures financières, identification et Recrutement d'une Personne ressource, réunion de cadrage, collecte d'information et rédaction du draft du rapport, préparation de l'atelier de validation du rapport, validation du rapport, finalisation du rapport ;
- organisation des missions de vulgarisation des produits de la Protection Sociale et de partage d'expérience dans les communes ;
- engagement des procédures financières pour l'achat de carburant ;
- acquisition de matériels informatiques (ordinateurs portables et de table avec leurs accessoires, copieurs, imprimantes, vidéos projecteurs, scanners)
- acquisition d'équipements de bureaux (chaises, tables, armoires).

Projet d'Appui à l'opérationnalisation des Stratégies de Développement (PASD) : 100%

- élaboration de la note conceptuelle du processus d'évaluation ; Finalisation du PND ;
- élaboration des projets de TDR pour la finalisation du guide pour la poursuite du processus de finalisation du guide méthodologique d'élaboration des stratégies sectorielles ;
- appuis au processus d'élaboration du plan d'action et de la matrice de mesure du PC2D pour l'appui au processus d'élaboration du PC2D, de son plan d'action et de sa matrice de mesure ;
- lancement de la réalisation des études de base et lancement des travaux de costing des ODD pour l'appui à la participation du Bénin au forum politique de haut niveau de 2018 sur le développement durable ;
- réalisation des outils de plaidoyer des ODD ;
- édition et lancement officiel du manuel de définition et de calcul des indicateurs de suivi des cibles prioritaires ODD;
- édition et lancement officiel du rapport de suivi de la Sécurité Humaine ;
- règlement de la facture de l'appui à la finalisation de l'élaboration de la SNDS ;
- règlement de la facture d'actualisation du panier des biens pour l'évaluation de la pauvreté ;
- appui institutionnel pour le renforcement du système d'informations de l'INSAE ;
- mise en place d'une base de données nationale pour le suivi des ODD.

Projet Commune du Millénaire de Bonou pour un Développement Durable (PCM-BONOU) : 96,40%

- soutien du développement d'une dynamique économique locale par l'EMERGENCE DES GIE ; appui à la création de TPE et de PME par les jeunes et les femmes à travers des différentes AGR porteuses dans la commune ; promotion des aménagements agricoles communautaires ; promotion du genre pour le renforcement des capacités des autorités locales, des jeunes et des femmes à l'installation pour la promotion de l'entrepreneuriat ;
- information des bénéficiaires sur les bonnes pratiques nutritionnelles par la systématisation des démonstrations culinaires pour le renforcement des capacités des populations pauvres et des groupes vulnérables pour assurer leur sécurité alimentaire et leurs adaptation aux effets néfastes des changements climatiques ;
- appui de l'extension du centre de santé communal ; rénover complètement le centre de santé communal pour le renforcement des capacités des centres de santé de Bonou à offrir des services de meilleure qualité et à plus haut impact en santé maternelle et infantile y compris dans les domaines du VIH/Sida et de la planification familiale ;
- construction et animation d'un centre multi service du savoir à GBOA (bibliothèque, télé centre, charge téléphone) ; promouvoir l'éducation des filles pour le renforcement

des capacités des acteurs du système éducatif de la commune de Bonou pour assurer l'accès, le maintien et les performances scolaires des enfants notamment les jeunes filles ;

- réalisation de l'accès à l'approvisionnement en eau potable, aux services d'hygiène, à l'énergie et à l'assainissement de base ;
- renforcement des capacités des cadres à divers niveaux de la Commune de Bonou en gestion administrative et économique ;
- participation aux mission d'études et de partage ; assurance du personnel ; achat de carburant ; maintenance des véhicules du projet pour la gestion du projet ;
- réalisation de l'édition du rapport de l'étude de référence et de celui d'activités 2016 ;
- réalisation d'un documentaire sur les potentialités touristiques, technologies post récoltes et la nouvelle dynamique de mobilisation de l'épargne locale, acquisition d'équipements et de fournitures, organisation des ateliers et conférences de partage des expériences dans les domaines d'intérêt du PCM, participation aux Revues trimestrielles des projets (organisées par le PNUD), tenue de quatre (04) sessions du comité local de mise en œuvre du PCM-Bonou, participation aux deux (2) sessions annuelles du Comité National de Pilotage (CNP) de PCM-Bonou et aux sessions extraordinaires et tenue de quatre (4) sessions du Comité Technique de Gestion.

Programme d'Appui au Renforcement des Acteurs du Secteur Prive (PARASEP) : 21,25%

- formation des interprofessions et des organisations professionnelles sur le "Management des organisations ;
- poursuite de la mission d'appui à la mise en place du dispositif de gestion du dialogue public privé au Bénin ;
- mission d'appui aux tribunaux de commerce pour la finalisation du dispositif de délivrance des décisions de justice
- poursuite des travaux de reformulation du cadre logique et des conventions de financement du projet
- participation de l'AIAB à la foire internationale de Berlin
- organisation de la première session du Conseil Exécutif du PARASEP.

Projet d'Appui à la Gestion des investissements Publics et à la Gouvernance (PAGIPG) :86,86%

- appui à l'orientation et l'évaluation stratégiques pour améliorer l'efficacité dans le cycle des dépenses de gestion d'investissements publics ;
- appui à la budgétisation pluriannuelle et sélection des projets ;
- appui à l'amélioration de la mise en œuvre des projets ;
- appui à l'organisation des arbitrages du PIP et équipement des structures, Renforcement des capacités par le biais des programmes de séminaires et de formations dans l'évaluation et l'audit des projets, notamment le développement de l'audit basé sur les risques et l'audit de performance, appui à l'organisation des réunions trimestrielles de suivi de portefeuille conduites par le Ministère du Plan, avec

la participation des gestionnaires de projets des ministères d'exécution, appui à la sensibilisation des organisations de la société civile (OSC) sur les résultats et les questions de mise en œuvre de projets d'investissement, formation et assistance à la DNCMP et l'ARMP dans l'exécution des marchés publics post examen et audit pour l'appui à l'évaluation et l'audit de projets ;

- appui à la mise en œuvre du partenariat public privé ;
- appui au suivi - évaluation centralisé et consolidé du programme d'investissement du Gouvernement ;
- appui au secteur de la justice pour le renforcement de la bonne gouvernance et de la responsabilisation ;
- formation des représentants de l'ANLC sur le traitement des plaintes, les techniques d'enquête, les mécanisme de prévention, l'audit axé sur les risques et le suivi des déclarations de patrimoine ; assistance technique en vue de l'amélioration de la communication et de la coordination entre les parties prenantes et les institutions impliquées dans la lutte contre la corruption pour l'appui à l'autorité de lutte contre la corruption pour le renforcement de la bonne gouvernance et de la responsabilisation ;
- implication du public dans l'amélioration de la qualité des services fournis à travers la réalisation des investissements publics ;
- coordination et gestion du PAGIPG.

Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance (MASM)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MASM est de **72,29%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Programme de Protection des Couches Vulnérables (PPCV) : 70,63%

- achat de carburants et lubrifiants ;
- règlement de diverses dettes relatives à la location de salle, restaurant et sonorisation lors de la célébration de la Journées Nationales des Affaires Sociales, à la logistique des cérémonies d'appui aux personnes du 3^{ème} âge à Natitingou, Djougou et Gogounou, à l'enquête de base sur les cibles de femmes vulnérables et familles pauvres extrêmes, à l'étude sur la persistance des mutilations génitales féminines dans les départements du Borgou, Alibori et Atacora, à l'achat de vivres et produits de premières nécessités aux OEV , à la location de salle, restaurant, hébergement et transport des participants dans le cadre de la formation des CPS et services sociaux spécialisés;
- réception de commandes liées à l'acquisition des équipements et des intrants d'appui au développement d'AGR par les ménages pauvres extrêmes, de matériel didactiques et de motos au profit des CFPPH, des CPSA, Districts de Réadaptation à base communautaire, de la Halte-Garderie et autres structures techniques d'accompagnement des personnes vulnérables, de kits de prothèses auditives au

profit des élèves sourds, d'équipements informatiques au profit des élèves et étudiants aveugles et de matériels didactiques pour les écoles privées d'encadrement des personnes vulnérables, d'équipements et de produits de première nécessité aux personnes de troisième âge indigentes identifiées par les CPS, de divers équipements au profit des CIEPA, nouveaux CAPE et autres structures d'appui ;

- l'appui en vivres et produits de première nécessité aux Orphelins et Enfants vulnérables (OEV), aux enfants et familles en situation d'urgence, aux 85 CPS, aux CAPE et aux structures de Personnes de Troisième âge indigentes
- l'appui en kits scolaires à 2000 orphelins et enfants vulnérables dans les 85 CPS
- remise d'équipements didactiques et d'équipements de formation aux Centres de Formation Professionnelle des Personnes Handicapées de Péporiyakou et d'Akassato ;
- remise de kits de prothèses auditives à vingt-cinq (25) élèves de l'école nationale des sourds de Védoko ;
- remise d'équipements didactiques et d'équipements de formation et d'encadrement aux Centres de Protection Sociale des Aveugles et Malvoyants (CPSA) de Ségbéya et de Parakou ;
- remise de dix (10) ordinateurs portatifs spécialisés et de logiciels spécialisés aux étudiants aveugles des Centres de Protection Sociale des Aveugles et Malvoyants de Parakou et Ségbéya inscrits dans les Universités du Bénin ;
- remise d'appuis alimentaires pour la prise en charge nutritionnelle des pensionnaires des Centres de Formation Professionnelle des Personnes Handicapées de Péporiyakou et d'Akassato et du Centre de Protection Sociale des Aveugles et Malvoyants de Ségbéya ;
- remise d'équipements de formation en couture, coiffure, macramé, fabrication de savon aux Cours Educatifs installés dans les Centres de Promotion Sociale des Départements du Littoral, de l'Atlantique, de l'Ouémé, du Plateau, du Mono et du Couffo pour assurer l'encadrement, la formation professionnelle et la réinsertion sociale des enfants en situation critique, d'urgence ou issus de familles défavorisées.

Programme d'Autonomisation Economique des Femmes et de Promotion du Genre (PAEF-PG) : 77,66%

- règlement de diverses dettes relatives aux supports de communications (kakémonos) dans le cadre de l'arsenal de communication sur l'autonomisation économique des femmes et sur la lutte contre les mutilations génitales féminines, à l'acquisition d'équipement de bureau au profit des CPS et du PAEF-PG et l'achat de matériels agricoles au profit des groupements féminins ;
- réception des diverses acquisition de matériels au profit des groupements présents dans les 12.

Programme de Renforcement des Capacités du MASM (PRC-MASM) : 68,06%

- achat de carburants et lubrifiants ;

- règlement de divers décomptes relatifs aux travaux de construction de la clôture et de la guérite du Centre d'Accueil et de Protection des enfants d'Adjohoun et aux travaux de construction d'un centre d'intégration et d'épanouissement des personnes âgées à Abomey ;
- achèvement des travaux de construction de la clôture et de la guérite du Centre d'Accueil et de Protection des enfants de Zangnanado, de construction de la clôture partielle et de la paillote du CPS d'Agbangnizoun et de construction de la clôture, de la guérite et de la paillote du CPS de Toviklin ;
- poursuite Construction d'un bloc administratif au CPS de Sainte Cécile ;
- poursuite Construction d'un bloc administratif au CPS d'Avrankou ;
- poursuite Construction d'un bloc administratif au CPS d'Akpro-Misséré ;
- poursuite Construction de la clôture et de la guérite du Centre de Promotion Sociale de Malanville ;
- poursuite Construction de la clôture et de la guérite du Centre de Promotion Sociale de Matéri ;
- poursuite Construction de la clôture et de la guérite du Centre de Promotion Sociale de Ségbana ;
- poursuite Construction d'un Centre de Promotion Sociale et de réhabilitation du Bâtiment existant à Agbokou ;
- poursuite Construction d'un bloc administratif au CPS de Malanville ;
- poursuite Construction d'un bloc de toilettes modernes et de réalisation d'une paillote au Centre de Promotion Sociale de Ségbana ;
- poursuite Travaux d'assainissement, d'aménagement et de reprise de la clôture de la façade principale du site de construction du Centre de Promotion Sociale de Sainte-Cécile ;
- poursuite Construction de la clôture, de la guérite et de la paillote du CPS d'Akpro-misséré ;
- poursuite Construction de la clôture, de la guérite et réalisation de divers travaux d'assainissement au CPS de Gbégamey
- poursuite Construction de la clôture, de la guérite et de la paillote du CPS de Comè ;
- achèvement du CIEPA d'Abomey, et de la clôture et du bloc administratif du CAPE de Tanguiéta.

Présidence de la République (PR)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du PR est de **37,58%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Programme de Construction, de Réhabilitation et d'Equipements des Infrastructures de la Présidence de la République et des Structures Rattachées : 20,53%

- 363.775.947 FCFA engagés sur 1.307.336.000 ;

- 125.259.811 FCFA ordonnancé sur 1.307.336.000. t

Programme Multisectoriel d'Alimentation de Santé et de Nutrition (PMASN) : 48,95%

Gouvernance et activités statutaires

- mise en place des mécanismes et dispositifs permettant l'accélération de l'amélioration des indicateurs de nutrition;
- renforcement de l'institutionnalisation de la nutrition dans les politiques à l'échelle nationale et décentralisée;
- contrôle des activités réalisées dans le cadre du PMASN;
- renforcement des capacités d'action et d'intervention du CAN et du SP-CAN;
- renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de mise en œuvre des interventions communautaires en Alimentation, Santé et Nutrition;
- assurance de la visibilité du CAN et le positionnement de la nutrition au cœur du développement à toutes les échelles;
- développement d'une communication consensuelle pour le changement social de comportement en faveur de l'alimentation et de la nutrition;
- création et maintien d'un contexte favorable au développement de l'alimentation et de la nutrition;
- promotion du tracking des investissements et la redevabilité des interventions en matière de nutrition;
- assurance d'un meilleur fonctionnement du dispositif de SEDA;
- formalisation des différents partenariats à travers des protocoles d'accords spécifiques;
- opérationnalisation des accords de partenariat qui ne le sont pas à l'instar de celui de l'UAC-CAN;
- développement d'une stratégie de plaidoyer pour la mobilisation de ressources.;

Ministère des Affaires Etrangères et de Coopération (MAEC)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MAEC est de 57,22%. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Programme Renforcement de la Diplomatie Économique : 52,99%

- appui de la DRECI à l'organe national de promotion des investissements étrangers ;
- renforcement des capacités du MAEC en matière de diplomatie économique ;
- participation de la DRECI aux réunions du Conseil Général de l'OMC à Genève ;
- participation de la DRECI aux réunions du Comité SPS à Genève ;
- participation de la DRECI à l'examen du groupe des politiques commerciales à Genève;
- renforcement des capacités des cadres de la DRECI, des Ambassadeurs et des Directeurs sur la diplomatie économique et l'intelligence économique ;
- réalisation de l'étude de faisabilité du projet « Renforcement de la Diplomatie Economique » (PRDE) ;

- paiement de la dette relative à l'élaboration du document du "Programme Spécial de Construction, d'Acquisition et de Rénovation des Chancelleries et Résidences des Ambassadeurs" (PSCRACRA);
- renseignement des indicateurs de performance du Ministère;
- paiement de la dette relative à la restauration dans le cadre de l'atelier de validation du plan de formation 2017-2020 du MAEC.

Projet d'Amélioration de la qualité des services consulaires : 40,04%

- conception d'un manuel de procédures consulaires ;
- édition et publication du manuel de procédures consulaires ;
- paiement de la dette relative à l'étude de faisabilité du projet « Amélioration de la Qualité des Services Consulaires » (PAQSC) ;
- équipement de la DACBE.

Projet de Promotion de la Culture et du Tourisme Béninois à l'extérieur : 43,93%

- paiement de la dette relative à la réalisation d'affiches sur le tourisme culturel, l'éco-tourisme et le tourisme de vision du Bénin ;
- paiement de la dette relative à la réalisation de plaquettes sur les potentialités touristiques au Bénin ;
- réalisation de l'étude de faisabilité du projet « Promotion de la Culture et du Tourisme Béninois à l'extérieur » (PPCTBE).

Programme Spécial de Construction, de Rénovation et d'Acquisition des Chancelleries et Résidences des Ambassadeurs : 70,74%

- rénovation de la Chancellerie du Bénin à Pretoria ;
- travaux de réfection de la chancellerie et à la résidence de l'Ambassadeur du Bénin à Niamey ;
- rénovation de la chancellerie du Bénin à Rabat (complément) ;
- réparation du dégât hivernal à la chancellerie du Bénin à Washington ;
- réfection de la clôture de la chancellerie du Bénin à Brasilia ;
- missions de suivi et de contrôle du programme spécial de construction, de rénovation, d'acquisition des chancelleries et résidences des Ambassadeurs en collaboration avec le MCVDD et le MEF ;
- missions de réception provisoire des travaux de rénovation de la chancellerie et de la résidence de l'Ambassadeur en Chine, en collaboration avec le MCVDD et le MEF.

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêches (MAEP)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MAEP est de **62,62%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Programme Agriculture : 55,42%

Appui aux Programmes de Recherches pour la Génération de Technologies d'Adaptation et de Résilience des Filières Agricoles aux Changements Climatiques (ARFACC/INRAB) : 63,25%

- achèvement et réception des travaux de réhabilitation de pistes d'accès aux essais au CRA Nord à Ina (Bembèrèkè);
- achèvement et réception des travaux de Réfection des bâtiments au CRA Sud à Niaouli (Allada);
- achèvement et réception des travaux de clôture partielle du domaine du Sous-programme cocotier à Sèmè;
- achèvement et réception des travaux d'aménagement partiel de la cour de la Direction Générale de l'INRAB dans la zone du CRA Agonkanmey ;
- acquisition de motos, fournitures et consommables de bureau, matériels de laboratoire ;
- achèvement et réception des travaux de réalisation des réseaux du CRA Centre et CRA.

Programme de Promotion de l'Agriculture (PRO-AGRI) : 75,30%

- bilan des tests menés en 2017/18 (avec 6 variétés) avec l'UNIRIZ-C;
- 04 Parcelles de démonstrations mises en place (2 variétés ret.+ IR 841 comme témoin) ;
- commande de 4 tonnes de semences de base de soja auprès du CRA-Nord ;
- production en cours par 35 semenciers sur 66,25 ha (pour produire 70 tonnes de semences certifiées de soja TGX pour le réseau ABS) ;
- résumé des résultats des expérimentations sur l'inoculum et la démarche d'action à adopter désormais avec les autres projets du secteur vert GIZ ;
- appui à l'ABS pour disposer d'inoculum de souches confirmées de soja;
- étude commanditée pour faire une analyse économique de la CVA jus de pomme de Cajou pour le marché local;
- coopération avec Africa Rice pour une purification de la IR 841;
- 10 semenciers et 02 techniciens à N'Dali et Nikki ont été formés et 4 T de semences de base et 20 T de semences contrôlés sont en cours de production et suivi par l'INRAB;
- organisation de la réunion du Groupe Technique SOJA ;
- cadrage méthodologique du comité de pilotage avec l'équipe de consultants recrutée pour l'élaboration du Plan National de Développement de la filière Soja ;
- cadrage méthodologique du comité de pilotage avec l'équipe de consultants recrutée pour l'élaboration du Plan National de Développement de la filière Karité ;
- atelier de planification des actions stratégiques de promotion des filières Soja et Karité à Parakou ;
- atelier ayant connu la participation 25 agents MAEP, DDAEP, ATDA en vue de faire l'état des lieux spécifiques aux contraintes climatiques sur les filières et CVA ProAgri et définir des mesures ACC spécifiques à intégrer dans les modules de formations sur les ITK et R-P-R. Des mesures ACC transversales à l'échelle exploitation (mesures GDT et CES) ainsi que des mesures ACC spécifiques par filière (Riz, Soja, Anacarde, Karité) ont été identifiées et ont fait l'objet d'élaboration de fiches techniques de sensibilisation.

25 agents (conseillers filières et point focaux environnement du MAEP et des ATDA) ont été formés et outillés pour améliorer leur intervention auprès des acteurs à la prise en compte des mesures d'adaptation aux Changements Climatiques ;

- séance de concertation ProAgri et Noyau Genre pour identifier les points de collaboration y compris concernant l'activité sur le leadership féminin.

Programme d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER) : 32,23%

- lancement du DAO pour la réalisation des travaux de réhabilitation/construction de 125 km de pistes de désenclavement des bassins de production (Pôle 1);
- lancement du DAO pour la réalisation des travaux de réhabilitation/construction de 125 km de pistes de désenclavement des bassins de production (Pôle 2) ;
- lancement du DAO pour la réalisation des travaux de réhabilitation/construction de 125 km de pistes de désenclavement des bassins de production (Pôle 4);
- lancement du DAO pour la réalisation des travaux de réhabilitation/construction de 125 km de pistes de désenclavement des bassins de production (Pôle 5) ;
- lancement du DAO pour la réalisation des travaux de réhabilitation/construction de 125 km de pistes de désenclavement des bassins de production (Pôle 6) ;
- lancement du DAO pour la réalisation des travaux de réhabilitation/construction de 125 km de pistes de désenclavement des bassins de production (Pôle 7) ;
- ouverture, analyse, évaluation des offres et proposition d'adjudication par la CPMP/MAEP pour établir et suivre des contrats de prestation de services avec trois (3) bureaux d'études pour le contrôle des travaux de réhabilitation/construction des sites de désenclavement des bassins de production (Pôle 1, 2,4,5,6 et 7) ;
- avis de non objection de la PRMP sur le DAO/DC pour l'acquisition d'un (1) lot de matériels et équipements constitués d'outils d'entretien des pistes à réaliser (Pôle 1, 2, 4, 5, 6, 7)
- lancement du DAO pour l'acquisition de 2 ordinateurs pour l'équipe de l'Unité de coordination du projet (UCP) (Pôle 7).

Projet de Développement Agricole des Communes du Bénin (PDAC) : 52,09%

- renforcement des capacités techniques des cadres des ATDA (DG, DP et DRC), des responsables d'OPA des filières promues par le PDAC en management des organisations et en coaching pour la relance des activités ; Redynamisation des activités au sein des unités de transformation et des infrastructures de stockage et de conservation acquises par PDAC ;
- réalisation de l'audit financier des IMF par rapport au don du fonds koweïtien.

Projet d'appui à la Diversification Agricole (PADA) : 59,41%

- production en cours des rejets d'ananas par macropropagation (pôle 7) ;
- finalisation des rapports d'évaluation pour l'acquisition et la mise à la disposition des producteurs d'ananas du pôle 7 du film polyéthylène pour 4 ha de champ;
- contractualisation entre le Projet et les promoteurs de 20 microprojets de réalisation d'Infrastructures piscicoles au profit des pisciculteurs du pôle 7;
- contractualisation entre le Projet et les promoteurs de 50 micro entreprises sur l'anacarde dans le pôle 4;
- acquisition et installation des trieuses optiques pour les ESOP;
- sélection des sites devant abriter les infrastructures au titre de PADA-FA;
- réalisation d'un réseau d'adduction d'eau (forage équipé et château d'eau) au profit de l'Ecole d'Aquaculture de la Vallée ;
- réalisation d'un réseau d'adduction d'eau (forage équipé et château d'eau) au profit de l'Ecole d'Aquaculture de la Vallée ;
- appui à la participation des exportateurs de l'ananas du Bénin au salon du commerce international « FRUIT LOGISTICA » à Berlin en Allemagne du 07 au 09 Février 2018. ;
- élaboration des documents de stratégie de mobilisation de ressources et des documents de gestion au profit de l'IFA-B : manuels de procédure de gestion administrative, comptable et financière ; plan de communication ;
- screening social du site de construction du laboratoire et hall d'expérimentation technologique à la FSA.

Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO-BENIN) : 44,94%

- contrat signé pour l'acquisition de 1500 tonnes d'urée;
- acquisition des semences certifiées de riz;
- organisation de la première phase de la mission de tournage de films documentaires sur les succès stories sur les technologies du PPAAO-Bénin;
- actualisation et paramétrage des fiches de collecte de données dans l'application AKVO Flow pour le PPAAO_FA et PADA_FA;
- collecte de données au CNS maïs ;
- établissement d'assurance maladies aux 18 étudiants de la première vague du PPAAO-FA inscrits à la FSA/UAC et à l'UP;

- 86 candidats sélectionnés au total dont 18 femmes pour être formés dans la production et la transformation au Centre SONGHAI ;
- appui à la formation des points focaux genre sur le développement social. ;

Projet de Sécurité Alimentaire par l'Aménagement des Bas-Fonds et le Renforcement des Capacités de Stockage au Bénin (PSAAB) : 51,41%

- Suivi des travaux de finalisation de la construction des 10 magasins pour la gestion du stock de sécurité alimentaire au niveau national dans les Communes de Adjohoun, Athiémé, Bantè, Bassila, Covè, Dogbo, Kétou, N'Dali, Savalou, Tanguiéta;
- mise en œuvre de la convention de partenariat avec la DGR pour la surveillance des travaux de construction de 10 magasins de Stockage d'une capacité de 1 500 tonnes chacun pour la gestion du Stock de Sécurité alimentaire Nationale;
- réalisation audit des comptes du PSAAB exercices 2014 à 2018.;

Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles de la Vallée de l'Ouème (PAIA-VO) : 47,00%

- élaboration du plan d'exécution des travaux d'aménagement gravitaire avec maîtrise totale de l'eau (1000ha) ;
- signature de contrat et remise des sites relatifs aux travaux d'aménagement de bas-fonds à maîtrise partielle de l'eau MPE (500ha);
- achèvement du processus de passation des marchés pour la construction de 18 magasins de stockage et de 36 aires de séchage ;
- réception des travaux relatifs à la construction des magasins de la deuxième tranche (17 magasins et 34 aires de séchage);
- réception provisoire des travaux de réhabilitation et de construction de 3,60km de digue piste et de 45,774km de pistes agricoles ;
- réception des travaux de construction d'un embarcadère / débarcadère à Hétin sota dans la Commune de Dangbo;
- réalisation des études APD/DAO relatives à la construction de 08 embarcadères/débarcadères dans les communes de Dangbo et d'Adjohoun ;
- calibrage, triage et certification des semences de base et pré base des trois différentes variétés de maïs (2000 SYN EE, EVDT 97 STR et DMR QPM) qui ont été produites en 2017 ;
- production de 0,6 tonne de semence de pré base du riz et du maïs ; une tonne de semence de base de riz et 45 kg de semence de base de produits maraicher (5 kg pour la tomate, 10kg pour le piment, 15 kg pour légume feuille et 15 kg pour le gombo) ;
- formation de 25 multiplicateurs de semences certifiées sur les notions fondamentales d'une entreprise semencière ;
- organisation d'une mission de certification des semences produites au titre de la campagne 2017-2018 (20,78 tonnes de semence de maïs contre environ 80 tonnes prévues et 67,20 tonnes réalisées et 59, 12 tonnes de riz réalisées) ;

- organisation des séances de sensibilisation dans toutes les 15 communes bénéficiaires du PAIA-VO et a touché 622 bénéficiaires dont 122 techniciens et 500 producteurs et élus locaux (130 femmes sur 622) ;
- exécution en cours de l'appui à la mise en place, la redynamisation et l'organisation d'environ 250 organisations et coopératives de producteurs autour des filières retenues ainsi que la mise en place d'une centaine de comités de gestion, d'exploitation et de maintenance des aménagements hydroagricoles (périmètres, bas-fonds, jardins, planches surélevées) et des infrastructures communautaires (magasins, aires de séchage, centres de groupages, etc.) ;
- conduite des différentes études de préparation de PADEFA-ENA et Conduite de la mission de réalisation du Système d'Information Géographique (SIG) du projet ;
- caractérisation et identification des Unités de Transformation à installer et établissement du répertoire et de caractérisation des besoins en équipement des acteurs ;
- réception des moyens de transport acquis par l'UGP et remis au PPEA, partenaire stratégique bénéficiaire au profit des centres de formation de Kétou et Zangnananado. Pour les équipements d'irrigation le processus est resté gelé car en effet la réception se fait toujours attendre. ;
- 200 sur 400 jeunes programmés ont réalisé leurs plans d'affaires ; une session de formation à la carte a été organisé au profit 150 jeunes entrepreneurs ; une session de formation aux métiers para agricole a été organisé au profit 50 jeunes entrepreneurs ;
- analyse en cours des résultats des sols et des eaux disponibles pour faire des recommandations pratiques d'amendements des sols pour améliorer la productivité des spéculations prioritaires appuyées par le PAIA-VO dans sa zone d'intervention.

Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants (PAPAPE) : 35%

- signature de convention avec les ATDA ;
- appui à la sélection des structures de vulgarisation des technologies ;
- participation du Chef de la Composante C à une formation sur les chaînes de valeur ajoutée (CVA), les plateformes d'innovations (PI) et les modèles de financement ;
- élaboration du dossier de consultation pour les systèmes des CRA-Centre et CRA-Nord-Ouest ;
- rédaction des rapports et compte rendu ;
- réception de 3 véhicules pick up et constitution du dossier de décaissement de fonds pour le paiement de la facture.

Projet de Sécurité Alimentaire par l'Intensification Agricole au Bénin (PSAIA) : 53,70%

- 1 rencontre avec toutes les parties prenantes pour le règlement des problèmes fonciers organisée au niveau du site de Tandji dans la Commune de Lalo ;
- 1 Avis de la BOAD au sujet de la prise en compte des 5% de la caution de bonne fin d'exécution du marché de SAD NEGOCES requis ;

- 2 sur 2 factures d'avance de démarrage de SAD NEGOCES en cours d'instruction au niveau de la DAF/MAEP et de la BOAD en vue de leur paiement;
- 1 séance de travail organisée avec toutes les parties prenantes pour le règlement des problèmes fonciers au niveau des sites de Dossou-Somey, de Toboboé et de Gbédjougo;
- caution d'avance de démarrage des travaux de l'entreprise CeSAD Afrique renouvelé ;
- avis de Non Objection de la PRMP et de la CCMP/MAEP sur l'avenant au contrat de CeSAD Afrique pour le retrait du site de Soklogbo/Toboboé obtenu ;
- non Objection de la BOAD sur l'avenant au contrat de CeSAD Afrique pour le retrait du site de Soklogbo/Toboboé requis ;
- 7,38 ha sur 15,42 ha de jardins maraîchers ont été déjà aménagés par l'Etablissement CeSAD Afrique au niveau des villages d'Anavié (2,56 ha), Houngo (1,57 ha) et Dohinonko (3,25 ha) dans la Commune de Tori-Bossito sous le contrôle du Bureau d'Etudes PERS-BTP, qui en a la charge ;
- décompte N°1 de l'entreprise CeSAD Afrique certifiée par le Responsable aux Infrastructures et l'Administration Financière du Projet ;
- 1 décompte N°1 de CeSAD Afrique portant sur les travaux d'aménagement des sites de 7,38 ha de jardins maraîchers à Houngo (1,57 ha), Anavié (2,56 ha) et Dohinonko (3,25 ha) payé au niveau de la BOAD et du Budget National. ;
- 1 contrat de l'entreprise GSB Sarl pour les travaux d'aménagement de 91,76 ha de bas-fonds rizicoles à Kandi de 111,80 ha à Péhunco signé par l'entreprise et la PRMP/MAEP, le DCF/MAEP, DG/CAA et par le MAEP ;
- 7 marchés des travaux d'aménagement des 349,36 ha de bas-fonds plats et concaves dans les Communes de Djougou, Glazoué, Tchaourou, Kandi, Péhunco, Lalo et Dangbo enregistrés à la Direction des Domaines du Ministère de l'Economie et des Finances par les Entreprises INITIATIVES AZ, 2A-JB, CeSAD Afrique, GSB Sarl et SAD NEGOCES adjudicataires des travaux dans ces Communes ;
- 28 sur 28 sites des travaux d'aménagement des 349,36 ha de bas-fonds plats et concaves dans les Communes de Djougou, Glazoué, Tchaourou, Kandi, Péhunco, Lalo et Dangbo remis aux Entreprises INITIATIVES AZ, 2A-JB, CeSAD Afrique, GSB Sarl et SAD NEGOCES adjudicataires des travaux dans ces Communes ;
- 7 Dossiers d'exécution des travaux d'aménagement de 349,36 ha de bas-fonds plats et concaves dans les Communes de Dangbo, Djougou, Glazoué, Kandi, Lalo, Péhunco et Tchaourou sur 7 prévus élaborés par les Entreprises INITIATIVES A Z, 2 A-JB, CeSAD, SAD NEGOCES et GSB Sarl adjudicataires des travaux d'aménagement desdits bas-fonds plats et concaves dans ces Communes ;
- 7 Dossiers d'exécution des travaux d'aménagement de 349,36 ha de bas-fonds plats et concaves dans les Communes de Dangbo, Djougou, Glazoué, Kandi, Lalo et Péhunco et Tchaourou sur 7 Dossiers d'exécution des travaux d'aménagement des 349,36 ha de

bas-fonds plats et concaves dans les Communes de Dangbo, Djougou, Glazoué, Kandi, Lalo, Péhunco et Tchaourou élaborés par les Entreprises SAD NEGOCES, INITIATIVE A Z, GSB Sarl, 2 A-JB et CeSAD Afrique adjudicataires des travaux d'aménagement desdits bas-fonds plats et concaves dans ces Communes approuvés par la PERS-BTP, HYDRO-TPE, OTD et HORSE Sarl ;

- 7 sur 7 ordres de service pour le démarrage des travaux d'aménagement des sites des 349,36 ha de bas-fonds plats et concaves dans les Communes de Glazoué (65,5 ha), Djougou (26,73 ha), Péhunco (111,80 ha), Kandi (91,76 ha), Dangbo (20,10 ha), Lalo (30 ha) et Tchaourou (3,47 ha) donné par le PSAIA aux Entreprises INITIATIVES AZ, 2A-JB, SAD NEGOCES, GSB Sarl et CeSAD Afrique ;
- 2 missions de contrôle des travaux d'aménagement des 92,23 ha de bas-fonds plats et concaves en cours dans les Communes de Glazoué (65,5 ha) et Djougou (26,73ha) ;
- 1 montant des travaux d'aménagement de 1,5 ha de jardins maraîchers à Lalo par l'entreprise SAD NEGOCE engagé au SIGFIP ;
- 1 contrat de l'entreprise SAD NEGOCE pour les travaux d'aménagement de 1,5 ha de jardins maraîchers à Lalo signé par l'entreprise, la PRMP/MAEP, le DCF/MAEP, le DG/CAA et par le MAEP ;
- 4 dossier d'exécution des travaux d'aménagement des 20 ha de jardins maraîchers de Kpassa dans la Commune de Tchaourou de l'Entreprise CeSAD Afrique;de 5,81 ha et 2 ha de jardin maraîchers de l'entreprise GSB Sarl dans les commune de Kandi et Péhunco et de 1,5 ha de jardin maraîchers de l'entreprise SAD NEGOCES dans la commune de Lalo sur 4 Dossiers d'Exécution de 29,31 ha de jardins maraîchers dans les Communes de Tchaourou, Kandi, Péhunco et Lalo approuvés par les Bureaux de contrôle PERS BTP ; HYDRO TPE et HORSE Sarl ;
- 1 Avis à Manifestation de sélection des Consultants shorlistés pour la réalisation de l'audit des comptes exercices 2013 à 2017 du PSAIA élaboré ;
- 1 Avis à Manifestation de sélection des Consultants shorlistés pour la réalisation de l'audit des comptes exercices 2013 à 2017 du PSAIA validé par le Coordonnateur du Projet ;
- 1 Bon à lancer à la concurrence de la PRMP sur l'Avis à Manifestation d'Intérêt relatif à l'Audit des Comptes du PSAIA obtenu ;
- 1 Avis à Manifestation d'Intérêt relatif à l'Audit des Comptes du PSAIA lancé à la concurrence ;
- 1 Demande de Proposition pour la réalisation de cet audit élaboré et transmis à la PRMP/MAEP pour l'obtention du bon à lancer à la concurrence.

Projet d'appui au Développement Agricole des Collines (PADAC) : 55,30%

- poursuite de la réalisation du diagnostic participatif des Investissements Agricoles prioritaires au niveau des six (06) communes du département des Collines;

- élaboration du Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES) du Projet ;Opérationnaliser la commission technique d'évaluation et de sélection des projets sous maîtrise d'ouvrage communale(2 sessions en 2018);
- établissement d'une convention de partenariat avec la DGR pour l'accompagnement de l'UGP et des communes pour l'assurance qualité dans la mise en œuvre de 20 ha d'aménagements rizicoles des bas-fonds dans les six communes, de réhabilitation de la retenue d'eau d'Odo Otchèrè et de 15 ha de sites maraîchers dans les communes de Dassa-Zoumé, Glazoué et Savalou suivant les stratégies nationales sectorielles;
- consultation de la liste restreinte pour appuyer le STI/GIC à l'actualisation de son système d'informations géographiques sur les investissements agricoles et l'aménagement de l'espace des six communes du département des Collines;
- établissement d'une convention avec l'INRAB (CRA Centre) pour l'appui aux pépiniéristes pour la fourniture de 300 000 plants sélectionnés d'anacardier et à la réhabilitation de 1 500 ha de vieilles plantations, la densification du parc à bois et des arbres élites en vue de soutenir durablement la productivité l'anacarde;
- lancement de la Demande de cotation pour doter les six (6) CoGeF de moto de terrain ;
- renforcement des capacités de six (6) radios locales pour la communication sur le CFD, les opérations foncières et les dispositions relatives aux terres rurales ;
- appui aux six (6) CoGeF dans leurs activités d'information et de sensibilisation des acteurs communaux sur le CFD et les dispositions relatives aux terres rurales ;
- contribution à l'élaboration d'une approche méthodologique et des outils de formalisation des transactions foncières ;
- ouverture, Dépouillement et évaluation des offres financières pour doter les communes de Système d'Information Foncière (SIF) pour le suivi des transactions foncières ;
- DANO sur le PV d'évaluation des offres pour doter les six (6) communes d'exemplaires de format type d'ADC, registres et autres ;
- ANO sur le rapport provisoire de l'étude de faisabilité pour la mise en place d'une stratégie d'amélioration du système de collecte de données statistiques ;
- obtention de l'ANO PV d'évaluation des dossiers pour élaborer le plan de communication quinquennal du PADAC ;
- transmission du PV d'évaluation des offres d'acquisition de deux motos dame à l'AFD pour ANO ;
- organisation des réunions de validation technique des TDR et d'adoption des Dossiers d'Appel d'Offres ;
- tenue de la réunion du Comité de Pilotage du Projet (adoption du PTBA 2018 et autres).

Projet d'appui à la Production Vivrière dans les Départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines (PAPVIRE-ABC) : 61,59%

- DDP lancée pour la réalisation de l'étude sur l'impact de la suppression de la subvention sur la demande en semences certifiées dans les pôles 1, 2 et 4 ;
- Contrat en cours de signature pour la construction d'une boutique d'approvisionnement en semences maïs sous la gestion des jeunes au niveau du pôle 2 ;
- contrat en cours de signature par les Autorités pour l'acquisition de 33 tonnes de NPKSB, 17 tonnes d'urée, 800 litres de biofertilisants liquides, 500 litres d'insecticide 500 litres d'huile de neem, 1000 litres d'herbicides sélectifs riz au profit des acteurs de la filière riz des pôles 1;
- contrat en cours de signature par les Autorités pour l'acquisition de 66 tonnes de NPKSB, 34 tonnes d'urée, 1600 litres de biofertilisants liquides, 1000 litres d'insecticide 1000 litres d'huile de neem, 2200 litres d'herbicides sélectifs riz au profit des acteurs de la filière riz du pôle 2;
- contrat en cours de signature par les Autorités pour l'acquisition de 200 tonnes de NPKSB, 60 tonnes d'urée, 4800 litres de biofertilisants liquides, 3000 litres d'insecticide 3000 litres d'huile de neem, 6000 litres d'herbicides sélectifs riz au profit des acteurs de la filière riz du pôle 4;
- contrat en cours de signature par les Autorités pour l'acquisition de 200 tonnes de NPKSB, 60 tonnes d'urée, 5000 litres de biofertilisants liquides, 3000 litres d'insecticide 3000 litres d'huile de neem, 3000 litres d'herbicides sélectifs maïs au profit des acteurs de la filière maïs du pôle 4;
- acquisition de 10 bâches, 2 égreneuses et 2 batteuses au profit des coopératives de maïs au niveau du pôle 1;
- acquisition de 20 bâches, 4 égreneuses et 4 batteuses au profit des coopératives de maïs au niveau du pôle 2 ;
- acquisition de 40 bâches, 9 égreneuses et 9 batteuses au profit des coopératives de maïs au niveau du pôle 4 ;
- signature de convention avec AGETUR pour la maîtrise d'ouvrage délégué et exécution des activités d'aménagement ;
- réalisation des études techniques APS, APD et des DAO pour les travaux de réhabilitation des retenues d'eau et des aménagements des pôle 1, 2 et 4 ;
- réalisation de 2 études spécifiques (pistes rurales, définition stratégie d'installation jeunes, plan de suivi de performance du PAPVIRE-ABC) ;
- sélection en cours d'un consultant pour la réalisation d'une assistance Technique et un Partenariat Stratégique pour la gestion de l'ensemble des appuis de développement sur la base du modèle ESOP ;
- élaboration de la demande de propositions pour organiser une session de formation sur les techniques avancées d'analyse, de traitement et de diffusion des données avec Excel pour une meilleure productivité ;

- organisation de l'atelier de restitution et de validation du manuel de procédures et de la base de données ;
- mise en place du manuel de suivi-évaluation et de la base de données de suivi de performance et des exploitants agricoles ;
- suivi de l'exécution des PTBA des structures partenaires et de l'UGP ;
- animation du site web à travers le portail web du MAEP ;
- organisation de divers ateliers techniques et séminaires ;
- suivi rapproché des interventions du projet par les points focaux et autres ;
- recrutement d'un cabinet d'audit externe 2016 et 2017.

Projet de Développement des périmètres Irrigues en Milieu Rural (PDPIM) : 27,97%

- suivi de la réalisation des études techniques APS/APD et DAO pour l'aménagement de 20 ha de périmètre rizicole pour la production de 75 tonnes de semence de base ;
- demande d'ANO de la BID sur le rapport d'analyse des offres financières et le projet de contrat pour élaborer le manuel de procédure comptable et le système de gestion informatisée;
- négociation du contrat avec les cabinets BEC SARL pour l'audit du compte du projet;
- réception provisoire des véhicules ;
- conférence préparatoire à l'établissement des propositions des soumissionnaires de la DP pour recruter un ingénieur conseil pour actualiser les APD et DAO, surveiller et contrôler les travaux d'aménagement des bas-fonds, périmètres irrigués, des sites anti-érosifs et de construction des retenues, des puits et pistes d'accès aux sites à aménager ;
- élaboration du Projet d'AMI pour recruter un consultant pour l'élaboration de la situation de référence du projet ;
- élaboration de la lettre de demande de cotation pour élaborer et adopter le manuel de suivi-évaluation ;
- élaboration de la lettre de demande de cotation pour concevoir le dispositif de suivi-évaluation informatisé ;
- élaboration de la lettre de demande de cotation pour élaborer le cahier d'opérationnalisation des indicateurs de performance.

Projet d'Appui au Développement du Maraichage (PADMAR) : 61,42%

- semences, engrais minéraux de synthèse, intrants organiques et petit outillage agricole acquis au profits des sites des pôles 5, 6 et 7;
- conventions signées avec INRAB, DGR, PNOPPA, FAST, ABE, 7 DDAEP, 4 ATDA pour assurer le développement des partenariats et le renforcement des capacités professionnelles des acteurs dans les pôles 5, 6 et 7;
- projet de convention entre PADMAR et ATDA élaboré et en cours de finalisation pour assurer le suivi-évaluation des activités et la gestion des savoirs générés par le PADMAR dans les pôles 5, 6 et 7;

- deux réunions de travail avec l'INRAB et le Point focal FIDA et aussi avec World végétale pour échanger sur des aspects techniques de la Convention;
- membres des CCSAM identifiés et contactés par les TSM dans les communes;
- deux missions de supervision des activités des TSM organisées par les spécialistes à Dogbo, Kétou et Porto-Novo;
- mission de vérification des potentiels bénéficiaires organisée du 13 au 16 mars 2018 dans 4 communes (Dogbo, Poro-Novo, Abomey-Calavi et Kétou) ;
- tenue des premières sessions du CCSAM dans 25 communes pour valider le projet de règlement intérieur et analyser les premiers demandes des potentiels bénéficiaires ;
- célébration de la JIF au niveau du ProCaR le 08 mars 2018 ;
- tenues de concertations de groupes restreints d'acteurs en amont et en aval de la production par les TSM dans quelques communes ;
- missions d'identification réalisée, plan d'investissement élaboré Réaliser des missions d'identification des sites en lien avec les aspects environnementaux et Changement Climatique ;
- séances d'échanges organisées dans le cadre de la finalisation du projet de convention avec l'INRAB ;
- projet de convention finalisé et envoyé au Coordonnateur ;
- TdR ateliers de pré-validation et validation élaborés, messages d'invitation envoyés au MAEP (installation des CCSAM) ;
- élaboration du cadre de gestion environnementale climatique et sociale (CGES) ;
- documents provisoires envoyés aux membres du comité ad'hoc d'élaboration du plan de gestion des pesticides (PGPP) ;
- observations sur la rencontre avec Météo Bénin pour la mise en place d'un système d'alerte précoce (SAP), envoyées au Consultant ;
- mission de diagnostic tenue du 10 au 24 mars, plusieurs concertations avec l'équipe du ProCaR et des cadres du MAEP. Restitution des résultats préliminaires le 23 mars 2018 ;
- observations prises en compte par le Consultant et version finalisée déposée. Dispositions prises pour édition du Manuel des Opérations et la stratégie Genre, Jeunes et Ciblage.

Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles au Bénin (PROFI) : 74,22%

- volet institutionnel, Totalemment réalisées ;
- plan de développement du FNDA élaboré;
- cadres organiques du MAEP prévalidés;
- SNCA relue et adaptée au nouveau cadre institutionnel : contribution Etat des lieux et orientations définies,
- pool d'experts changements climatiques formés à l'utilisation du guide CC;
- 7 PTAB 2018 pour les ATDA en lien avec PSDSA - PNIASAN - DPPD - TEP ;

- fiches de postes agents ATDA disponibles et internalisées (avec PAORC);
- noyau de formateurs sur la GARD consolidé ;
- noyau de formateurs sur l'éthique et la déontologie administratives consolidé.
- au moins une campagne de plaidoyer définie et réalisée par PNOPPA (ex: Loi Interprofessions et Loi d'Orientation agricole, Intrants Spécifiques Agricoles, Loi Ohada);
- pool d'élus et de cadres techniques des CAB formé et outillé sur la construction et la formulation des avis des chambres d'agriculture ;
- guide sur la construction et la formulation des avis des CAB est élaboré et validé;
- données collectées avec l'Outil digitalisée (sur les exploitations agricoles via smartphones);
- magazine d'information "Regard Citoyen" sur les notes d'analyses, position et capitalisation expériences PASCiB élaboré et publi ;
- pour l'Atacora-Donga, financement des MIC maraîchage; Réalisation et réception de 11 forages à gros débit au profit des promoteurs (10 pour MIC maraîchage du 1er appel à projets. + 01 PEA riz à Boukombé). Les débits obtenus varient de 4,60 à 7 m³/H ; Réalisation de l'étude d'implantation géophysique sur 17 sites maraîchers (2ème appel à projets) dans l'AD ; Aménagement de 08 sites maraîchers et installation de système d'exhaure solaire sur 11 forages (en cours ; Remise de 05 pesons de portée 50kg, 02 pesons de portée 150 kg, 24 bâches de séchage et 03 trycycles au profit de 08 promoteurs ; Evaluation du coût de fonctionnement du dispositif et définition des modalités de paiement du service réalisée par/avec les trois OPA (élus+staff technique); Organisation d'un atelier bilan sur la production de semences maraîchères avec élaboration compte d'exploitation pour 4 types de semence (Tomate, piment, oignon, gombo) et détermination du coût de vente des semences à l'URCooPMa via les boutiques intrants ;
- mise en œuvre de 37 CEP anacarde dans 10 communes avec 4 thématiques (association soja-plants d'anacardiens, installation de nouvelles plantations avec les plants greffés d'anacardiens, éclaircie/élagage et sur-greffage) ;
- appui accompagnement de la mise en œuvre des PEA (y compris PSNF)
- 27. Appui à la bonne gestion des PEA, surtout les PEA intrants à travers la mise en place des outils de gestion (cahier d'approvisionnement, répertoire des clients, cahier de caisse et de banque, etc....)
- 28. Appui aux promoteurs pour la recherche des fournisseurs (sources d'approvisionnement en intrants plus adaptés) ;
- deux clusters ont été installés : un cluster maraîchage à Aplahoué (un agrégateur, 13 coopératives avec 141 producteurs dont 75 femmes, deux fournisseurs de service), un Cluster Riz à Dogbo, DEVE (un agrégateur, 16 coopératives/sections avec 152 producteurs, trois fournisseurs de service) ;

- 13 contrats signés entre les Communes, la CONAFIL, ENABEL et le Ministère pour un montant global de 532 492 553 FCFA dont une subvention de ENABEL de 471 113 721 FCFA ;
- élaboration et validation du plan d'affaires de la coopérative de services du CCR-B (collecte et commercialisation du paddy, 20000 tonnes en moyenne par an, contrat de 5000 tonnes en cours de négociation avec le cadre des transformateurs) ;
- appui aux unions régionales rizicoles dans l'élaboration de projets à soumettre au financement du ProCAD.

Projet de protection et réhabilitation des sols pour améliorer la sécurité alimentaire (PROSOL) : 91,47%

- formation de 119 techniciens/animateurs des ONG, OPA, BE et du MAEP et recyclage de 80 techniciens/animateurs des prestataires de service du projet en Gestion Durable des Terres (GDT) ;
- formation de 11 206 agriculteurs dont 43 % de femmes et recyclage de 9 102 agriculteurs en GDT;;
- sensibilisation de 35 000 agriculteurs dont 37% de femmes en matière de GDT dans 50 villages de notre zone d'intervention;
- acquisition et distribution de 6 990 kg de semences de plantes améliorantes (Pois d'angole, Mucuna et Aeschynomène) et de 18 000 plants aux agriculteurs par le proje;
- encadrement et appui conseils de 20 000 agriculteurs dont 42% de femmes dans la mise en oeuvre des mesures GDT;
- formation de 2 000 agriculteurs GDT en FBS+ et suivi dans la mise en oeuvre des outils FBS+ de 5 000 agriculteurs GDT ;
- 34 diffusions de 7 émissions radio à travers les radios communautaires sur la GDT ;
- collaboration avec TAZCO, CIAT et TMG dans la recherche des thèmes GDT retenues ;
- appui aux travaux de recherches des étudiants de la FA-UP, de l'INRAB sur les thèmes GDT retenues ;
- organisation de l'atelier d'infusion pédagogique sur la GDT/ACC dans les curricula de la formation professionnelle agricole ;
- appui à l'installation des parcelles de démonstration dans 05 LTA ;
- appui au fonctionnement du CNUCLD.

Programme Elevage : 76,00%

Projet d'Appui aux Filières Lait et Viande (PAFILAV) : 76%

- suivi exécution travaux construction et équipement de l'abattoir de Cotonou (bâtiment gros bétail : 80%) ;
- suivi de l'exécution des travaux d'achèvement de la réhabilitation de 02 retenues d'eau restantes dans les communes de Gogounou et de Kandi

- lancement de la commande pour le raccordement des postes vétérinaires frontaliers d'Ifangni et de Kraké au réseau électrique SBEE
- suivi de l'exécution de l'étude sur la pérennisation du Projet et la formulation d'un nouveau projet
- suivi de l'exécution de l'enquête de suivi des indicateurs et élaborer le rapport d'achèvement du projet
- suivi-évaluation internes et externe du Projet (réunions périodiques avec les responsables des fermes et laboratoires)

Programme Pêche et Aquaculture : 50,00%

Projet de Vulgarisation de l'Aquaculture Continentale (ProVAC) : 50,00%

- identification des Pisciculteurs clés et élaboration des TDR, Appel à manifestation d'intérêt ;
- élaboration et lancement du dossier de consultation pour la réalisation d'une étude sur la capacité de charge du Lac Toho en enclos et en cage flottante pour la production aquacole dans les Communes de Houeyogbé, Lokossa et Athiémey.

Programme Pilotage et Soutien des Services : 69,05%

1- Recensement National de l'Agriculture phase II (RNA 2) : 63,65%

- suivi des courriers relatifs au RNA ;
- élaboration d'une note explicative sur le RNA ;
- finalisation des documents techniques pour l'enquête post censitaire;
- actualisation des documents techniques (Manuels des agents enquêteurs, des contrôleurs, des coordonnateurs de zone, des superviseurs et du masque de saisie)
- examen de la méthodologie de la Cartographie ;
- élaboration du plan de consommation du crédit RNA ;
- séance de travail avec l'INSAE concernant les budgets et la cartographie RNA ;
- préparation de la retraite d'évaluation de la phase préparatoire du RNA ;
- préparation du RNA p.

2- FADeC-Investissement : 100,0%

- tenue de l'atelier d'appropriation et d'échange sur les résultats de la mise en œuvre et des recommandations du rapport d'étude pour l'élaboration d'un mécanisme d'accompagnement de FADeC-Agriculture ;
- séance de travail des membres du CCI avec le SP/Conafil ;
- transfert de 50% des dotations aux Communes ;
- participation aux premières sessions des CDAV ;
- soumission du document de financement de l'accompagnement et du suivi des investissements communaux aux membres du Cadre de Concertation Intersectoriel en vue de recueillir leur amendements.

Projet d'Appui à la Promotion des Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA) : 55,49%

- sous-composante 1.1 : Création d'une nouvelle entité des ASF selon la nouvelle forme juridique prévue par la nouvelle loi
- acquisition et installation du logiciel PERFECT;
- matériel informatique est en cours d'acquisition pour rendre opérationnel l'ASF-BENIN. Le Cabinet CAGEFI a donné les caractéristiques du matériel informatique à acquérir ;
- travaux de construction du siège de l'ASF-BENIN sont terminés ;
- mobilier de bureau du siège de l'ASF BENIN est acquis.
- sous-composante 1.2 : Restructuration et assainissement des ASF
- recrutement du personnel des agences est en cours avant les formations ;
- contrats avec les OPS FR sont terminés. Les derniers rapports sont attendus ;
- contrats sont signés avec 12 radios communautaires ;
- organisation de séances de sensibilisation des jeunes et femmes clients des SFD en milieu rural par la DIFAE sur les bonnes pratiques en matière de microfinanc.
- sous-composante 2.1 : Renforcement technique et professionnel des institutions d'appui aux SFD
- diagnostic des partenaires institutionnels est en cours
- dispositions sont prises pour une restitution du rapport du diagnostic institutionnel
- organisation de séances de sensibilisation des jeunes et femmes clients des SFD en milieu rural par la DIFAE sur les bonnes pratiques en matière de microfinance
- sous-composante 2.2 : Facilitation d'échanges d'informations entre les acteurs du financement rural
- organisation de la première session du Comité Technique Consultatif (CTC).
- Sous-composante 3.2: Amélioration de certains produits existants et développement de produits financiers innovants
- transferts d'argent via Mobile Money et Moov Money sont mis en œuvre au niveau des guichets de l'ASF-BENIN, de même que la tontine et le remboursement des crédits.
- sous-composante 4.2 : Suivi - Evaluation
- étude diagnostic du SSE du ProCaR en cours par un consultant international ;
- évaluation des activités et préparation du rapport d'avancement en prélude à la revue d'évaluation à mi-parcours du projet ;
- organisation de la JIF 2018 au ProCaR.

Projet de Développement de l'Agrobusiness au Bénin (PDAB) : 76,05%

- élaboration des TdR des principales activités du projet ;
- organisation d'un atelier de validation du document du PDAB (prodoc) ;
- présélection des jeunes promoteurs agricoles à appuyer (294 sur 708 dossiers) ;
- réallocation des crédits 2018;
- constitution du comité de pilotage (par arrêté MAEP);
- tenue de la première session du comité de pilotage (30 août) ;)

- transfert des crédits du budget national ;
- organisation de la mission de repérage : 101 jeunes (15 F) ;
- réalisation de la micro-évaluation de la Direction Nationale du Projet (DNP).

Projet pour la Sécurité Alimentaire et le Renforcement de la Résilience (PROSAR) : 100%

- identification des villages d'intervention dans les communes de Kérou et Péhunco ;
- atelier de cadrage avec l'ONG BUPDOS ;
- élaboration du système de suivi-évaluation de l'ONG BUPDOS ;
- organisation des séances de dépistage des enfants malnutris ;
- multiplication des boutures de la patate douce à chaire orange ;
- organisation des séances de démonstration culinaires et de communication pour un changement social de comportement ;
- organisation des séances de démonstration culinaires et de communication pour un changement social de comportement, organisation des séances de plaidoyer à l'endroit des conseils communaux pour l'intégration des activités sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les plans annuels d'investissement.

Projet d'Appui à l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (PA-AMAB) : 19,14%

- activités de démarrage et sensibilisation des bénéficiaires du projet.

Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MPMEPE s'est établi à **64,33%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Projet Emploi Jeunes (PEJ) : 88,20%

- 12 véhicules acquis au profit de l'ANPE, le FODEFCA et la DETFP ;
- 105 motos au profit des ACE et Agence ANPE ;
- 124 Ordinateurs portatifs au profit de l'ANPE, le FODEFCA et la DETFP ;
- renforcement des capacités techniques des agents désignés pour la mise en œuvre des volets d'activités de la composante ;
- amélioration du système d'informations statistiques du FODEFCA ;
- renforcement des capacités de 500 maîtres artisans de divers métiers ;
- extension de l'offre de formation CQM dans les départements de l'Atlantique, du Mono, du Couffo, du Zou et des collines ;
- financement de la formation duale dans divers métiers y compris les MÉTIERS NON traditionnels intéressant plus les jeunes filles ;
- suivi pédagogique par la DETFP et la DIPIQ de la mise en œuvre des formations financées ;
- renforcement des capacités techniques des agents de la DETFP et du FODEFCA désignés pour la mise en œuvre des activités de la composante ;
- formation de la première vague des bénéficiaires (7 591) des subventions PEJ.

- remise de subventions à 7 298 bénéficiaires du PEJ.
- mise en place d'un système d'information des composantes 2 et 3 du PEJ.
- suivi périodique et post installation de la première vague des bénéficiaires du PEJ.
- formation de la deuxième vague des bénéficiaires de subventions du PEJ.
- alimentation et mise à jour de la base de données à disposition de l'ANPE et des outils de remontée des données terrains
- finalisation des documents de commande pour la mise en œuvre des activités relatives à l'appui aux 500 filles intéressées par les métiers dits d'homme
- finalisation des 8515 fiches de financement au titre du 2nd passage
- poursuite des suivis-accompagnement poste-installation au profit 7567 bénéficiaires de subvention au titre du premier passage.

Programme de Renforcement des Capacités d'Investissements Publics des Agences du MPMEPE : 40,45%

- règlement partiel de la dette du PRCMN d'un montant de 385 millions ;
- mise en œuvre des micro-projets du programme ADF au titre du 1er et 2ème semestre par le financement de 08 microprojets pour un montant total de 430 millions sur la contrepartie béninoise ;
- poursuite du règlement de la dette issue de la gestion 2017 du PCRI.

Ministère de l'Eau et des Mines (MEM)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MEM s'est établi à **63,78%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Secteur de l'Eau

Projet de Développement des Infrastructures Hydrauliques Multifonctions et Gestion Durable des Ressources en Eau (PDIHM-GDRE) : 47,17%

- sélection d'un consultant pour la réalisation de l'Audit technique du fonctionnement du système de production, de gestion et de valorisation des données et information sur les ressources en eau ;
- préparation des dossiers demande de cotation pour l'acquisition d'équipements pour le suivi des ressources en eau (équipements pour hydrométrie, piézométrie et qualité des eaux);
- préparation de dossiers de demande de cotation pour réhabilitation de piézomètres ;
- préparation de l'atelier de formation des agents des services déconcentrés aux activités du SNI-Eau (utilisation des logiciels de collectes, de traitement et de bancarisation des données sur les ressources en eau) : Dossier d'appel de fonds soumis à la DAF ;

- préparation de l'atelier de formation des lecteurs d'échelles minimétriques : Dossier d'appel de fonds soumis à la DAF ;
- préparation des TdR et DAO pour la sélection d'un consultant devant réaliser les études EIES pour la construction de 11 petits et moyens barrages dans le bassin de l'Ouémé ;
- demande de cotation pour la sélection d'un consultant devant réaliser l'étude de réhabilitation du barrage de Dékandji : La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 13 juillet 2018 et l'analyse des offres pour le 16 juillet 2018 ;
- réflexion sur les mécanismes de relance des travaux d'aménagement du périmètre irrigué en aval du barrage de Sépounga : l'entreprise bénéficiaire du marché depuis 2011 a réalisé une partie des travaux (le barrage, réceptionné provisoirement en 2016) et a abandonné le chantier par la suite. Les discussions sont alors en cours avec cette dernière pour la reprise ou le cas échéant procéder à la résiliation du contrat et sélectionné une autre entreprise pour la poursuite des travaux ;
- préparation des dossiers de Demande de Prix (DP) pour la réalisation des études de clôture du PHPA : Trois (03) études sont prévues (étude d'impact et effets du projet, Audit de clôture, Elaboration du rapport d'achèvement) ;
- maîtrise d'œuvre complète avec le Bureau d'études Canal Eau pour la réalisation en mesure d'urgence de quinze (15) forages à gros débit pour le renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Savalou : Réception du rapport provisoire et analyse en cours ;
- demande de cotation pour la sélection d'un prestataire devant éditer la loi portant gestion de l'eau en 3.000 exemplaires ;
- demande de cotation pour la sélection d'un prestataire devant éditer le guide de demande d'autorisation et/ou de déclaration des IOTA en 3000 exemplaires.

Projet de Développement des Infrastructures Socio-Economiques et de Sécurité Alimentaire dans le Bassin du Niger (PDISSA) : 35,33%

- études APD sont disponibles ;
- textes portant création, organisation et fonctionnement du Comité de Pilotage (CP) et de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) sont validés ;
- preuve de la nomination du Coordonnateur et du responsable administratif et financier du projet : l'avis de non objection de la Banque est obtenu sur les CV du personnel Cadre du Projet à date le Coordonnateur, le RAF, le RT et le RSE du projet sont nommés ;

- Certificat de Conformité Environnementale (CCE) des 4 barrages sont délivrés et disponibles ;
- preuve de l'indemnisation des sinistrés : relevé du Conseil des Ministres approuvant le dédommagement ; arrêtés préfectoraux d'expropriation des terres et de déclaration d'utilité publique des sites sont pris et disponibles ; décision de mise à disposition des ressources financières est signée et déposé chez le RFD à la CAA ; tenue de la mission de prise de contact avec les Préfets et les maires des communes bénéficiaires ;
- identification et expertise du siège du projet à Kandi ;
- élaboration des différents DAO dans le cadre du projet.

Hydraulique urbaine

Projet d'amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et péri-urbaine à l'eau par les branchements à coûts réduits : 100%

- réception des 4.000 kits de matériels de branchements au magasin central de la SONEB a été effectuée du 27 au 28 mars 2018. La campagne de branchements à coût réduits est actuellement en cours.

Projet d'alimentation en eau potable des zones péri-urbaines du Grand Cotonou (Cotonou, Sèmè-Kpodji, Abomey-Calavi) et de Porto-Novo : 47,10%

- études d'Avant-Projet Sommaire sont achevées et les rapports finaux sont disponibles. Les études d'Avant-Projet détaillées sont en cours de finalisation pour les villes de Cotonou et Abomey-Calavi ;
- entreprise VALKO a été sélectionnée pour la fourniture de douze mille (12.000) kits de branchements et son marché a été approuvé le 16 juillet 2018. Les prestations sont en cours ;
- étude d'impact environnemental et social du projet est en cours dans les villes du projet ;
- dossier d'appel d'offres relatif à la réalisation de forages d'exploitation pour les systèmes d'AEP de Porto-Novo et Sèmè-Kpodji a été élaboré et le lancement de l'appel d'offres est prévu dans le courant du mois de novembre 2018.

Projet de réduction des pertes d'eau et d'amélioration de la viabilité des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Cotonou, Porto-Novo et leurs agglomérations : 75,35%

- audit des comptes du projet : Le cabinet SAFECO a été sélectionné pour réaliser cette prestation et son contrat a été approuvé le 23 octobre 2017. La mission de l'audit des

comptes Exercice 2017 du projet a eu lieu en avril 2018 et les rapports d'audits sont approuvés par la BAD ;

- contrôle et surveillance des travaux de pose de conduites : Le groupement de bureaux d'études SETEM-BENIN/YHDRO-TPE SARL a été sélectionné pour réaliser cette mission et son contrat a été approuvé le 04 octobre 2017. Les prestations du consultant achevées.
- travaux de pose de conduites et accessoires : L'entreprise CGC-TOGO a été sélectionnée pour l'exécution des travaux et son contrat a été approuvé le 21 novembre 2017. Les travaux sont achevés et la réception provisoire a eu lieu le 21 septembre 2018 ;
- acquisition des équipements hydrauliques, électromécaniques et compteurs clients : L'entreprise ITRON France a été sélectionnée et son marché a été approuvé le 14 mars 2018. La livraison des équipements est attendue pour novembre 2018 ;
- acquisition des équipements de recherches de fuites : La procédure de sélection de l'entreprise devant livrer les équipements est déclarée une deuxième fois infructueuse en raison de non-conformité des offres des soumissionnaires. Le changement du mode d'acquisition est envisagé et le processus engagé ;
- acquisition des équipements de télégestion : L'entreprise SOGEA SATOM a été sélectionnée pour l'acquisition desdits équipements et son marché est en cours de signature ;
- modélisation et sectorisation des réseaux : Le groupement SICAD/SIMA a été sélectionné pour la réalisation de cette prestation et son marché est approuvé le 02 octobre 2018 ;
- adressage et numérisation des réseaux : La procédure de sélection du consultant a été déclarée infructueuse pour dépassement substantiel du budget prévisionnel. Un nouveau processus est en cours à l'étape d'examen de l'avis à manifestation d'intérêt par la BAD ;
- campagne Information, Education et Communication : La procédure de sélection du consultant pour la réalisation de cette prestation est en cours à l'étape d'ouverture des propositions financières ;
- suivi de la mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale : Le consultant DOSSOUMOU Jean a été sélectionné pour la réalisation de cette mission et son contrat a été approuvé le 24 janvier 2018. Les prestations ont démarré le 31 janvier et sont achevées.

Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Cotonou et ses agglomérations-Phase 3 : 58,60%

- groupement EGIS EAU/ACEP a été sélectionné pour réaliser la mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage. Ses prestations ont démarré le 09 Mars 2018 et se poursuivent ;
- procédure de sélection du maître d'œuvre est en cours à l'étape de demande de propositions ;
- réception en usine des matériels de branchements devant être livrée par le fournisseur VALKO a eu lieu du 13 au 20 mai 2018. La livraison des matériels a démarré le 01 octobre 2018 ;
- entreprise CFAO a été sélectionnée pour l'acquisition de deux (02) véhicules pick-up double cabine. La réception des véhicules a eu lieu le 13 avril 2018 ;
- audit des systèmes d'archivage actuel de la SONEB a été effectué et l'AMI pour la sélection du consultant devant réaliser la mise en place du système sera lancé dans le courant du mois d'octobre 2018.

Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Parakou et environs : 72,34%

- travaux de réhabilitation du barrage de Kpassa sur l'Okpara
- réception de tous les matériaux restants à livrer par le groupement ROSALIA-INVESTISSEMENT/RAF BULDING SERVICES, a été effectuée le 14 juin 2018 ;
- travaux réalisés par la Direction Centrale du Génie des Armées (ex-Direction du Génie et de la Participation au Développement) ont repris le 24 juin 2018 suite à l'approvisionnement du chantier en matériaux ;
- avenant au marché de base du groupement ROSALIA-INVESTISSEMENT/RAF BULDING SERVICES de montant 27,199 millions de FCFA a été approuvé le 17 avril 2018 ;
- avenant au marché de base de la Direction Centrale du Génie des Armées (DCGA) de montant 26,537 millions de FCFA a été approuvé le 17 avril 2018. Ses prestations ont redémarré et se poursuivent ;
- projet d'avenant au marché de base du maître d'œuvre TERRABO Ingénieur Conseil de montant 18,703 millions de FCFA a été approuvé le 28 juin 2018. Ses prestations ont redémarré et se poursuivent.
- travaux de renforcement des équipements électromécaniques et électriques, de pose de conduites et de réalisation des travaux de Génie Civil ;

Le point d'exécution physique cumulé du projet à fin septembre 2018 se présente ci-après :

- études de faisabilité du projet sont achevées ;
- étude d'impact environnemental et social du projet est achevée et le certificat de conformité environnementale est disponible ;

- études techniques détaillées sont achevées ;
- travaux de génie civil et de pose des équipements hydrauliques, électriques et électromécaniques (lot 1) exécutés par le Groupement SOGEA SATOM/RMT, ont démarré le 12 janvier 2018 et sont en cours d'exécution ;
- travaux de pose de conduites et accessoires (lot 2) exécutés par le Groupement CGC-TOGO/CGC, ont démarré le 11 janvier 2018 et sont en cours d'exécution ;
- prestations relatives à la mission de contrôle et surveillance des travaux réalisées par le Groupement IGIP/IGIP Afrique se poursuivent ;
- fournisseur CTPS a été sélectionné pour la fourniture de 7.000 kits de matériels de branchements et son marché a été approuvé le 30 avril 2018. La réunion de démarrage des prestations y afférentes a eu lieu le 16 mai 2018. La livraison des matériels est attendue pour mi-novembre 2018 ;
- fournisseur CFAO MOTORS a été sélectionné pour l'acquisition de deux (02) véhicules pick-up double cabine et d'une (01) station Wagon et son marché est en cours de finalisation ;
- fournisseur SIAKA L.COMPANY SARL, a été sélectionné pour la livraison des matériels informatiques et son contrat a été approuvé le 22 août 2018 ;
- demande de Cotation pour l'acquisition de deux (02) motos a été déclarée une deuxième fois infructueuse. L'examen d'une nouvelle procédure est en cours en vue de la réalisation de cette activité ;
- projet d'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour la réalisation de l'audit technique et financier a été transmis à la BOAD pour avis le 10 septembre 2018. L'avis de la banque est attendu ;
- avis de la BOAD est attendu en vue de la prise d'un avenant à l'accord de prêt direct avec la SONEB pour la réalisation des mesures environnementales et sociales.

Programme Omidelta (Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes secondaires de Bassila, Adjara, et leurs environs Elaboration du Plan Directeur d'Assainissement des eaux usées des villes d'Abomey et Bohicon) : 16,28%

- études hydrogéologiques et géophysiques sont achevées et le rapport provisoire est disponible ;
- études techniques détaillées sont en cours (achèvement prévu pour janvier 2019) ;
- DAO relatif à la réalisation des travaux d'exécution des forages à Bassila et Adjara est en cours de finalisation (lancement prévu pour novembre 2018) ;
- demande de Propositions relative à la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et social du projet de renforcement des systèmes d'AEP des villes de Bassila, Adjara est en cours à l'étape d'évaluation des propositions financières ;

- procédure de sélection du Cabinet devant élaborer les Plans Directeurs d'Assainissement des eaux usées des villes d'Abomey et Bohicon est en cours à l'étape de l'élaboration de la Demande de Propositions.

Projet de Construction d'une station de traitement de boues de vidange à Abomey-Calavi :
36,20%

- étude de faisabilité du projet est achevée et le rapport final est disponible ;
- Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) des personnes Affectées par le projet a été approuvé en novembre 2017 par la KfW et le rapport final du PAR est disponible. En vue d'engager le processus de mise à disposition des sites devant abriter les infrastructures du projet, une communication a été élaborée et approuvée en Conseil des ministres le 04 juillet 2018 dans le cadre du dédommagement des personnes affectées par le projet ;
- feuille de route a été élaborée pour la mise en œuvre du PAR ;
- tender Agent a été sélectionné par la KfW en vue d'appuyer la SONEB dans le processus de sélection du maître d'œuvre et de l'entreprise devant réaliser les travaux d'infrastructures ;
- processus de sélection du Consultant devant réaliser l'étude d'impact environnemental et social du projet est en cours à l'étape de validation par la KfW des résultats de dépouillement et d'évaluation des dossiers de soumission ;
- avis à manifestation d'Intérêt relatif à la sélection du Consultant devant assurer la mission d'Assistance dans le cadre de la construction et la mise en service des infrastructures du projet a été lancé le 03 septembre 2018 et l'ouverture des plis a eu lieu le 04 octobre 2018 ;
- dossier de Demande de cotation relatif à la réalisation de l'audit du Pot Commun sur la période 2014-2020 a été lancé le 31 août 2018 et l'ouverture des plis a eu lieu le 1er octobre 2018.

Hydraulique rurale

Programme d'Hydraulique Villageoise et d'Assainissement en milieu rural BID/UEMOA Phase 2 : 39,60%

- passation de Contrat Lot 1 : pour la réalisation de 120 forages équipés de Pompes à Motricité Humaine et de 06 Postes d'Eau Autonomes ;
- passation du contrat de la mission d'Audit (Lot 7) : Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) publié, Candidatures reçues ; Cabinets d'Audit short listés ; ANO de la BID obtenu ;
- versions électroniques du TDR et de l'Avis à Manifestation d'Intérêt pour la deuxième mission d'Audit sont également préparées et envoyés à la BID pour demande d'Avis de Non Objection le 21 Mars 2018 ;

- passation de contrat mission de Maîtrise d'œuvre Technique (Lot 4) ;
- passation du contrat mission de Maîtrise d'œuvre Sociale (Lot 5) AMI publié, Candidatures reçues ; Structures d'Intermédiation Sociale short listées ; ANO de la BID obtenu ;
- passation de Contrat : pour la réalisation de 60 latrines dans les édifices publics : DAO élaborée et a été transmis à la DNCMP, pour étude et bon à lancer. Le Bon à lancer de la DNCMP a été obtenu le 28 Juin 2018. La Publication du DAO sur le site SIGMAP a été faite le 03 Juillet 2018. Le lancement du DAO est fait le 06 juillet 2018 et le dépôt des offres est prévu pour le 09 Août 2018

Programme Spécial de Réhabilitation d'ouvrages hydrauliques en milieu rural et semi-urbain : Niveau Central : 100%

- réalisation des travaux de réhabilitation de 100 forages ;
- réalisation des études de réhabilitation/extension de 3 AEV (Tchatchou, Onigbolo et Gbanago) ;
- réalisations des études et le contrôle de dix (10) forages à gros débits ;
- réalisation des études de 14 AEV ;
- réalisation des études et le contrôle de soixante-quinze (75) forages à gros débits ;
- transfert des ressources sur le compte de l'ANAEP-MR pour les travaux de construction de forages et d'AEV.

Projet d'Amélioration des Systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable dans 69 villages du Bénin : 77,50%

- pré-qualification de deux entreprises d'origine indienne ;
- lancement du DAO pour la réalisation des 47 AEV.

Projet d'Approvisionnement en Eau Potable en milieu Rural et d'Assainissement des eaux usées Urbaines (PEPRAU) : 31,9%

- restructuration du PEPRAU ;
- appui à la réalisation des études préalables aux réformes dans le secteur de l'hydraulique urbaine ;
- remise de site pour la réalisation de 20 forages à gros débit ;
- réalisation des APD et DAO pour l'exécution de 21 SAEP ;
- finalisation du DAO pour la construction de la STBV à Sèmé-Podji ;
- lancement des études pour la construction du LRCQE ;
- lancement des études pour la réalisation de 03 centres de calibrage des compteurs d'eau ;

- démarrage des études pour la réhabilitation de 30 AEV via le modèle concession subventionné ;
- réalisation du diagnostic pour l'élaboration de la SNPHAB.

Programme OMIDELTA : Guichet CAA Acteurs Etatiques, Volet "Accès à l'Eau Potable, Hygiène et Assainissement (AEPHA)" : 73,33%

- négociation et l'obtention du financement ;
- recrutement de trois (03) maîtres d'œuvre pour les études préalables à la réalisation de 31 AEV (Tranche 2 du PDAEP) ;
- recrutement d'un bureau d'études pour la définition des nouvelles normes de construction des ouvrages d'AEP ;
- réalisation de 652 APS pour le maillage du territoire national ;
- mise en place de l'équipe de coordination.

FADEC-Investissements (Approvisionnement en eau potable en milieu rural et semi-urbain) : ND

- seulement 0,101 milliard de FCFA sont effectivement transféré dans les Communes. Mais, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté mentionné ci-dessus, le reliquat, soit 1,797 milliards de FCFA destiné aux investissements dans le secteur de l'Eau sera réparti suivant le Plan Directeur de Développement du sous-secteur de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural (PDAEP-MR 2017-2021) et communiqué ultérieurement.

Secteur des Mines

Projet de développement des capacités institutionnelle, législative, réglementaire et technique du secteur minier : 69,93%

- avant-projet du code minier élaboré et validé par la DGIMP ;
- missions d'inspection et de suivi des activités minières exécutées sur l'ensemble du territoire ;
- exécution partielle de la mission de délimitation des couloirs d'exploitation artisanale (or, sable, quartzites, granites...) ;
- acquisition d'équipements de protection individuelle ;
- acquisition de matériels informatiques
- recrutement d'un cabinet pour l'élaboration de l'avant-projet du code pétrolier et de ses décrets d'application ;
- validation des projets de code minier, pétrolier et de substances explosives ;
- organisation des séminaires d'appropriation des projets de codes (minier, pétrolier et des substances explosives) ;
- missions de suivi, de contrôle et d'inspection trimestrielle des activités minières sur l'ensemble du territoire national ;

- missions d'inspection de cartographie et de contrôle de qualité des Infrastructures de distribution des produits pétroliers et des dépôts d'hydrocarbures sur l'ensemble du territoire ;
- paiement de décompte relatif à la délimitation du site pétrolifère de Sèmè ;
- acquisition du carburant et du lubrifiant pour l'exécution des missions ;
- évaluation à mi-parcours des activités de dragage de sable depuis sa mise en œuvre à nos jours ;
- sécurisation des sites aurifères dans le Département de l'Atacora et de la Donga ;
- réalisation et édition des registres de suivi et de gestion des carrières ;
- formation de deux (02) cadres à la manipulation des substances explosives à l'usage civile ;
- régularisation OP pour remplacement Moteur Hélicoptère TY-ABC de la SOBEH ;
- acquisition des équipements pour le contrôle et le suivi de la qualité des hydrocarbures au Bénin (Densimètre, octanomètre.) ;
- acquisition des équipements de terrain pour le suivi et les contrôle des activités minières et pétrolières;
- acquisition de matériels techniques d'appui au contrôle de la qualité des substances minières ;
- paiement de décompte pour acquisition des équipements de laboratoire de contrôle des hydrocarbures;
- acquisition des équipements techniques de suivi des paramètres d'exploitation et de traitement des minerais ;
- acquisition des équipements d'appui aux travaux de recherche ;
- acquisition de scanners professionnels pour la gestion des données ;
- réalisation des plaquettes promotionnelles sur les substances minérales du Bénin notamment l'or, le fer, le marbre et l'argile ;
- réalisation et édition des recueils des lois et textes d'application en vigueur dans le secteur minier ;
- réalisation et édition des recueils des lois et textes d'application en vigueur dans le secteur pétrolier ;
- édition des plaquettes promotionnelles sur le secteur pétrolier ;
- organisation des journées de promotion minières à l'endroit des investisseurs à la chambre du commerce et de l'industrie ;
- recrutement d'un cabinet pour l'actualisation des données géo-pétrolières ;
- travaux de synthèse bloc par bloc des données des différents travaux ;
- acquisition d'un logiciel pour l'installation de la gestion informatique du système cadastrale des titres minières ;
- mission de collecte de données pour la mise à jour périodique des données cadastrales et géo-minières et pétrolière ;

- réparation des équipements et mise en service du serveur de la DGIMP ;
- participation aux réunions statutaires de l'APPA et le CAPE ;
- participation aux journées minières et pétrolières ;
- réalisation des travaux d'aménagement des centres de recherche et laboratoire sis à Akpakpa ;
- réhabilitation et aménagement des salles d'archivage ;
- missions de délimitation des couloirs d'exploitation artisanale ;
- acquisition de matériel d'appui aux artisans miniers.

Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2018 du MEF s'est établi à **50,45%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Projet d'Appui Conseil pour la Macro Economie et la Réduction de la Pauvreté : 51,20%

- tdrs des activités programmées sont réalisées ;
- spécifications techniques définies, prestataire recruté et commande lancée pour achat de matériels et mobiliers de bureau ;
- matériels en attente de réception.

Projet d'Appui à la Gouvernance Economique : 59,42%

- paiement de recharges pour exploitation du compteur prépayé ;
- TDR élaborés pour la formation des Experts métiers dédiés aux concepts LOLF ;
- organisation des sessions du Comité de Pilotage, d'ateliers et de séminaires ;
- expert recruté pour la vérification d'Aptitude au Bon fonctionnement des modules développés ;
- carburant acquis et utilisé pour le groupe électrogène
- entretien des locaux et maintenance ;
- acquisition de fournitures de bureau.

Projet d'appui à l'Accroissement des Recettes Fiscales intérieures du Bénin (PAARIB) : 70,79%

- acquisition de consommables informatiques ;
- commande relative aux fournitures de bureau réceptionnée ;
- recrutement d'un cabinet de communication pour appuyer la DGI ;
- formation des cadres de la DGI sur la gestion du changement ;
- mise en production des modules de base de gestion des impôts de SIGTAS et du module de télé procédures à la Direction des Grandes Entreprises (DGE) et de la télédéclaration ;
- réalisation de l'étude sur le régime d'intéressement des agents de la DGI ;
- réalisation de descriptif des emplois techniques actuels et profils de compétence ;
- poursuite des travaux de rédaction des manuels de procédure de la DGE et des autres directions de la DGI.

Projet de Construction des Bâtiments des Régies Financières de l'Etat : 44,33%

- mission de visite de chantiers, d'attachement des travaux de construction des bureaux et casernes pour poste de Douanes ;
- visite des chantiers de construction des bâtiments des postes comptables du Trésor ;
- mission de visite de chantiers, d'attachement des travaux de construction des bâtiments à usage de bureaux et de logements (Impôts).

Projet de Construction du Bâtiment des Archives et du Centre de Formation de l'Administration Centrale des Finances (PCBACF-ACF) : 26,50%

- coulage d'une partie de la dalle Séances de travail pour le déblocage de la situation de paiement des décomptes dus à l'entrepreneur ;
- suivi du dossier relatif au paiement du décompte généré par la réception provisoire prononcée en 2017 ;
- achèvement de 10 des 20 abris véhicules ;
- visites des travaux et séances avec l'entrepreneur.